

**M. Andropov ne voit « rien de nouveau » dans la proposition de M. Reagan**

(LIRE PAGE 2)

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 85 c. ; Grèce, 50 p. ; Italie, 1.200 l. ; Japon, 350 p. ; Liban, 0,350 L.L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 25  
RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDRA 650573 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### L'autre Pérou

Les circonstances exactes de l'assassinat de huit journalistes péruviens dans une zone de guérilla ne sont pas encore nettement établies. Les forces de l'ordre, envoyées dans le département d'Ayacucho pour affronter les maquisards maoïstes du Sentier lumineux, et les autorités locales se rejettent la responsabilité morale de ce meurtre collectif et barbare. Il est acquis que les reporters ont été massacrés par les paysans d'un village isolé de ce département du haut Pérou choisi par les guérilleros du Sentier lumineux comme base d'opérations depuis deux ans. Mais il reste à savoir pourquoi et comment ces villageois, en butte aux pressions contradictoires des insurgés et des représentants de l'autorité centrale, ont été incités à tuer tout « étranger » à leurs communautés.

Cet incident dramatique a provoqué une énorme vague de colère contre le gouvernement de M. Belaunde Terry, qui affronte déjà une très grave crise économique et une offensive de l'opposition au Parlement de Lima. Les méthodes violentes pratiquées par les partisans du Sentier lumineux sont condamnées par toutes les formations politiques péruviennes, y compris par les dirigeants de la gauche, qui regroupent plusieurs partis de gauche et d'extrême gauche ayant flirté dans le passé avec la lutte armée. Mais c'est la riposte, brutale et disproportionnée, des unités spéciales anti-guérilla, réplique apparemment encouragée par certaines autorités civiles, qui est aujourd'hui massivement condamnée. C'est un échec grave pour M. Belaunde Terry, qui peut mesurer l'ampleur des risques assumés lorsqu'il a décidé, en décembre, d'envoyer les forces armées combattre la guérilla aux côtés des forces locales de police.

Il n'est pas facile de répondre, avec sang-froid et raison, au défi lancé par un mouvement insurrectionnel armé dans ces hautes terres, froides, arides et désolées du Pérou de l'Ande, marginalisées, sous-développées et traditionnellement négligées par le pouvoir central. M. Belaunde Terry en a déjà fait l'expérience au cours de sa première présidence, en 1965. Ce libéral de bonne volonté, qui se flattait, et se flatte encore, comme tant d'autres dirigeants péruviens, de ne jamais oublier l'autre Pérou - celui des indiens - avait alors donné le feu vert à l'armée pour briser l'insurrection armée implantée dans les Andes centrales par le Mouvement de la gauche révolutionnaire. Les militaires avaient rapidement et brutalement nettoyé le terrain. En 1968, ils classaient M. Belaunde du pouvoir pour faire eux-mêmes les réformes économiques et sociales qu'ils jugeaient indispensables pour répondre aux aspirations du peuple indien de l'intérieur.

Triomphalement réélu à la présidence en 1980, M. Belaunde Terry a pris une belle revanche sur ses vainqueurs géomés de 1968. Mais il se trouve devant le même dilemme et le même défi.

Avec, toutefois, un atout et un désavantage importants. Il est douteux que les forces armées, échauffées par leur expérience malheureuse de gouvernement direct de 1968 à 1980, soient dans leur majorité tentées de reprendre la totalité du pouvoir pour remettre de l'ordre dans la maison. A court terme, c'est à la fronde intéressée de toutes les formations politiques d'opposition que le chef de l'État doit répondre. Mais, en même temps, le drame d'Ayacucho sert les intérêts d'une guérilla beaucoup plus dangereuse que celle de 1965. Ses chefs paraissent proches, cette fois, d'un paysanisme misérable qui romache une amertume ancestrale. Le glas d'Ayacucho sonne pour le Pérou tout entier.

(Lire page 5.)

### Les prix du pétrole

**L'U.R.S.S. et les compagnies américaines annoncent une baisse de leurs tarifs**

Les cours du pétrole brut ont recommencé à chuter sur le marché libre depuis le début de la semaine, dans l'attente d'une baisse des prix officiels des pays producteurs. Jusqu'à présent, seules les compagnies pétrolières américaines et l'Union soviétique ont annoncé une diminution de leurs tarifs. Les pays producteurs membres du conseil de coordination du Golfe ont affirmé, mardi 1<sup>er</sup> février, qu'ils avaient l'intention de diminuer leurs prix d'ici une semaine si aucun accord n'intervenait avant cette date au sein de l'OPEP.

La tension monte sur le marché pétrolier. Les opérateurs de plus en plus nerveux attendent le résultat de la confrontation, ouverte il y a maintenant près de dix jours, entre exportateurs et acheteurs de brut après l'échec de la conférence de l'OPEP à Genève le 24 janvier.

Bien que les pressions à la baisse des prix soient de plus en plus fortes, aucun pays exportateur n'a encore annoncé une diminution de ses prix officiels.

Sur le marché dit « libre », c'est-à-dire qui ne fait pas l'objet de contrats à moyen ou long terme, les cours qui ont d'abord vivement chuté au début de la semaine dernière, puis ont remonté avant le week-end, ont à nouveau amorcé un glissement à la baisse en début de semaine.

Le brut de la mer du Nord était coté, mardi 1<sup>er</sup> février, 28,5 dollars par baril, soit 1 dollar de moins qu'en fin de semaine passée et 3 dollars de

moins qu'il y a dix jours. L'Arabian Light, le brut de référence, cotait, lui, 25,25 dollars par baril, soit une décote de 2,50 dollars par rapport au prix du marché avant la réunion de Genève, et de 4,75 dollars par rapport au prix officiel saoudien de 34 dollars par baril.

Pour l'heure, cependant, seuls les Américains et les Soviétiques ont adopté leurs prix au marché. Mardi 1<sup>er</sup> février, huit compagnies américaines ont annoncé qu'elles réduisaient de 1 dollar par baril environ le prix du brut domestique - produit aux États-Unis - qu'elles achètent. L'Union soviétique a également proposé à ses principaux clients de diminuer ses prix de 2,25 dollars, le brut de l'Oural passant de 31,5 dollars par baril à 29,25 dollars, selon BP France, qui a avec l'U.R.S.S. des contrats d'approvisionnement à long terme.

VÉRONIQUE MAURIS.  
(Lire la suite page 27.)

### La montée de la toxicomanie en France

**Cent soixante-quatre morts en 1982**

Les statistiques concernant la lutte contre la toxicomanie en France devaient être rendues publiques, mercredi 2 février, après la réunion du Comité interministériel de lutte contre la toxicomanie. Ce comité, créé en janvier 1982 et qui se réunit pour la première fois, devrait prendre plusieurs mesures, notamment de prévention.

Le ministère de l'intérieur fait état pour 1982 de 164 morts par surdoses (141 en 1981). Les saisies de cannabis ont augmenté d'environ 100 % par rapport à l'année précédente et celles d'héroïne de 45 %. Les autres drogues dures enregistrent une légère baisse.

Les statistiques des drogues - qui ont été interceptées pour 370 millions de francs de drogues - font apparaître une hausse des saisies de cannabis (9 816 kg en 1981, 14 859 kg en 1982). Elles

constatent un recul des drogues dures - 185 kg cette année contre 212 kg en 1981 - mais elles ont saisi 9 361 doses de psychotropes, soit 42 % de plus qu'en 1981.

On souligne, pour expliquer l'augmentation spectaculaire des chiffres, que l'action de répression a été rendue plus efficace par le renforcement des effectifs.

Il ressort de ces études que le phénomène de la consommation de drogue a tendance à s'urbaniser (la gendarmerie a traité moins d'affaires que l'année précédente). Les marchés du cannabis et de l'héroïne n'ont jamais été aussi actifs. La filière chinoise de l'héroïne est prépondérante. Les milieux défavorisés, les individus « désocialisés », sont les plus touchés. Nous avons interrogé M. Pierre Bérégovoy, ministre de la solidarité nationale et de la Sécurité sociale, chargé du dossier depuis juin 1982.

**« La répression ne suffit pas » nous déclare M. Pierre Bérégovoy**

« La drogue est-elle pour vous un « fléau » de notre société ou pensez-vous qu'il faille « relativiser » ce phénomène ?

« Le phénomène est universel, et la France n'est malheureusement pas épargnée. Chaque année, dans

notre pays, environ cent cinquante personnes meurent d'overdose. Ce chiffre ne dévoile qu'une partie de la réalité. Il faut aussi tenir compte des décès dus à des hépatites, des septicémies, des suicides ou des accidents survenus à des jeunes en état de moindre défense.

« Il est sans doute d'autres fléaux qui se développent dans nos sociétés, mais celui-ci ne doit, en aucune façon, être négligé. La jeunesse est la première atteinte par la drogue, notamment des enfants, mais souvent des adolescents ou de jeunes adultes. Ce qui a fait écrire aux auteurs d'une communication faite aux Journées de la Société de médecine légale et de criminologie de France tenues le 9 novembre 1981, parlant des jeunes toxicomanes : « Peu de maladies sont aussi meurtrières à cet âge que ne l'est l'abus des drogues toxico-managiques : seul l'accident de la circulation peut entraîner autant de morts chez des sujets de cet âge. »

« Les statistiques suffisantes à rendre compte de la gravité du phénomène ?

« Le nombre des décès ne donne, en effet, qu'une image partielle. Beaucoup de jeunes ayant usé de la drogue sont dans un état d'extrême détresse physique et morale. Au moment où se classe d'âge arrive à la plénitude de la vie, très souvent la toxicomanie n'en est déjà plus qu'à survivre. Le retour à une vie normale ne s'obtient qu'au prix d'efforts et de souffrances pour l'insuré comme pour son entourage. Le devoir de la société est de les y aider.

« Les statistiques officielles font ressortir cette année une aggravation du phénomène de drogue. A quel attribuez-vous ?

« En France, la consommation d'héroïne, l'une des formes les plus graves de la toxicomanie, est restée faible jusqu'en 1976. A cette époque, les statistiques montrent qu'elle augmentait brutalement.

Propos recueillis par CHRISTIAN COLOMBANI.  
(Lire la suite page 10.)

## NIGÉRIA :

**L'expulsion des travailleurs étrangers menace la stabilité des États de la région**

Lire page 3 le reportage de J.-C. POMONTI

## AU JOUR LE JOUR

### Menuiserie

On se bouscule et on polémique au rayon bricolage du grand bazar électoral. « Le tourneur, dit M. Jospin, n'est pas, heureusement, le seul outil de politique économique. » C'est parfaitement exact. La boîte à outils des menuisiers du pouvoir recèle bien d'autres instruments. Il y a le rabot à illusions, le marteau fiscal, la lime à enthousiasmes, la ponceuse à projets amendés et l'égoïne pour coupes budgétaires.

L'opposition se voit déjà balayant, au pied des urnes, les copeaux du changement.

BRUNO FRAPPAT.

## TÉMOIGNAGE

### Les prisonniers d'Israël au Sud-Liban

Nous avons reçu du Dr Bernard Kouchner et du Dr Monique Donabedian (Médecine du Monde) un témoignage sur la visite qu'ils ont pu faire, le mois dernier, au camp de détention israélien d'El Anzar,

au Sud-Liban. Voici l'essentiel de ce compte rendu des conditions d'existence des cinq mille quatre cents prisonniers en majorité palestiniens, qui s'y trouvent actuellement.

### Avec les Palestiniens d'El Anzar

L'hiver est rude au Sud-Liban, et ce 18 janvier 1983, pour visiter le camp de El Anzar - devrions-nous dire enquêter ? - la neige se mêlait à la boue. Après les deux derniers contrôles, nous avons mis pied à terre pour contempler l'ensemble : un camp fait du souvenir des camps, qui les rappelle tous et ne leur ressemble pas. Le vent glacé faisait battre la toile des tentes.

El Anzar, qui abritait à cette date 5 300 prisonniers, s'accroche à un plateau rûpé, adossé à la montagne, entre Nabatieh et Saïda.

Médecins du monde, depuis deux mois, souhaitait forcer la porte de cette prison de mauvaise réputation. Le gouvernement de Jérusalem avait vite répondu favorablement. Le retard n'était que technique, et notre visite suivait une semaine d'enquête parfaitement libre en Israël.

Dès le mois de juin, au cours de l'avancée des troupes israéliennes au

Liban, des combattants et des civils furent arrêtés en masse et regroupés dans les écoles et des bâtiments publics. Les interrogatoires, au cours de cette période de guerre, furent, selon des témoignages, menés brutalement en bien des endroits. Il est difficile de dénombrer les victimes de ces pratiques : les chiffres, comme pour le nombre des blessés et des morts de la guerre, varient considérablement selon les sources.

Dans les derniers jours de juin, plus de 6 000 prisonniers furent transférés en Israël dans les prisons habituelles et dans un camp de toile situé en Galilée. Là encore, les détenus et les avocats se plaindront de mauvais traitements infligés par les gardiens.

Le 10 juillet, le camp d'El Anzar ouvrait ses barbelés : près de 10 000 prisonniers s'y entassèrent dans des conditions précaires, guère d'hygiène, pas assez d'eau ni de médicaments. La Croix-Rouge internationale n'y pénétra que le 18 juillet et ne put, à cette date, visiter l'ensemble de l'établissement puisque, d'après le ministère des affaires étrangères israélien, deux baraquas qui servaient aux interrogatoires leur furent interdites. Des témoignages dénoncent les méthodes employées dans ces locaux.

Sans nier ces pratiques, les officiels israéliens et les autorités du camp d'Anzar nous ont affirmé que, sur plainte d'un soldat israélien, une commission de l'armée s'était rendue à Anzar pendant trois semaines pour « enquêter sur les allégations de mauvais traitements ». « Certains militaires, nous a-t-on dit, ont été déplacés, des mesures prises et des recommandations prodiguées à la suite des conclusions des experts militaires. »

On affirme à Jérusalem que, depuis le mois de décembre, il n'y aurait plus de plaintes pour mauvais traitements.

Selon les officiels et les journalistes israéliens que nous avons rencontrés, aucun camp en Israël n'abriterait les « détenus de sécurité », terme officiel pour désigner les personnes arrêtées au Sud-Liban. S'il demeure des détenus dans les prisons israéliennes, ceux-là sont qualifiés de « prisonniers de guerre ». Ainsi, 296 Syriens, dont des officiers supérieurs, resteraient détenus à Meggido, et 10 Palestiniens à Lamieh. De même, des Palestiniens ou des Libanais seraient

soignés dans certains hôpitaux et en particulier à Beir-Yaacov. Il y aurait également des « prisonniers de guerre » à Athlith.

La Croix-Rouge internationale recevrait notification de leur détention dans les douze jours suivant l'arrestation, et ils seraient visités dans les quinze jours par cette institution. Toujours selon nos interlocuteurs, les prisonniers seraient présentés au juge israélien dans les dix-huit jours, et le procès se tiendrait obligatoirement dans les trois mois. Le C.I.C.R. et les avocats s'entretenaient avec les prisonniers en dehors de la présence des gardiens. Les « prisonniers de guerre » détenus en Israël bénéficieraient donc de la protection de la troisième Convention de Genève.

Dr MONIQUE DONABEDIAN et Dr BERNARD KOUCHNER.  
(Lire la suite page 4.)

## POINT DE VUE

### La vraie bataille culturelle

par MICHEL GUY (\*)

Les grandes batailles culturelles de demain vont se gagner ou se perdre sur le terrain de l'audiovisuel. Les nouvelles techniques vont à coup sûr connaître un développement considérable et leur emprise sera très forte sur chaque individu partout dans le monde. C'est donc à travers elles que nous développerons une création artistique originale ou au contraire succomberons sous le flot des productions étrangères. Pour une grande

part, le rayonnement de la France, dans le monde, en dépend.


L'on peut voir dans ce bouleversement une menace et bâtir des forteresses pour se protéger du vent mauvais venu d'ailleurs, mais les forteresses n'ont jamais arrêté les idées, les chansons et les modes. L'on peut, tout au contraire - et il le faut - accepter le défi, affronter les concurrents et rester pleinement soi-même en donnant à la création artistique audiovisuelle tous les moyens dont elle a besoin pour retenir l'attention de nos compatriotes et forcer l'intérêt des pays étrangers.

C'est la vraie bataille de demain, celle qui ne faut pas perdre sans risque de sombrer dans ce « désastre culturel » qu'évoquait ici même à juste titre le ministre de la culture. Il est malheureusement à craindre qu'en dépit des intentions qui sont louables, le gouvernement n'ait forgé pour ce combat des armes insuffisantes.

(Lire la suite page 2.)

(\*) Ancien secrétaire d'État à la culture.

**Alain Peyrefitte**  
de l'Académie française  
**QUAND LA ROSE SE FANERA...**



Plon Du malentendu à l'espoir



## Séparer la télévision de l'État

par G. RABINOVITCH (\*)

courage d'un tel choix. La tentation est trop grande de s'assurer un contrôle, plus ou moins manifeste mais ferme, de ce système de communication.

Le pouvoir politique est pris entre des téléspectateurs qui ont contracté des habitudes d'assistés, qui l'accuseront toujours de tous les maux télévisuels, et sa tentation de ne pas faire la part belle à l'opposition, soit en lui laissant (toujours trop, à son gré) l'usage de l'antenne : soit en priant le flanc à ses attaques. Les directeurs de chaîne, les programmeurs, les journalistes, sont pris entre les pouvoirs publics, les défenses corporatistes et les attentes contradictoires des téléspectateurs aux profils divers.

Les téléspectateurs, eux, sont pris entre leur mentalité d'assistés et l'obligation d'accepter des compromis insatisfaisants entre leurs propres souhaits et ceux de leurs semblables.

Le développement des techniques de diffusion des images (satellites et câbles) modifie la configuration de la distribution télévisuelle. Nous allons passer de la pénurie de moyens de diffusion à leur abondance. Et de ce fait, la décision prise par le gouvernement de réaliser une grande opération de câblage des villes françaises peut considérablement modifier les données initiales de l'ambition de faire en France une « bonne télévision », en étant aussi l'occasion d'une réalisation effective et bénéfique du pluralisme politique et culturel dans l'audiovisuel : en ouvrant la perspective d'une réelle séparation de la télévision et de l'État.

Le câblage offre le cadre technique d'une telle séparation. Il n'est pas que la promesse d'un saut quantitatif, multiplication des sources d'émissions de programmes. Il est la chance d'une redéfinition du rapport de l'ensemble de la nation avec la télévision. D'abord, il peut être l'occasion de l'émergence, enfin, d'autentiques médias télévisuels. Nous pourrions sur le câble distinguer au moins trois sortes de canaux.

(\*) Chercheur au C.N.R.S.

Les canaux de service : toute la télévision institutionnelle, communication d'entreprises, de services publics, Assemblée nationale, assemblées régionales, informations locales, etc.

Les canaux ciblés, qui seraient parfois à tort cités, qui seraient des robinets d'images, monogènes mais multipubliques : cinéma, ou retransmissions sportives, ou jeux, ou informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ou émissions enfantines, etc.

Les canaux spécialisés, nommés parfois à tort ciblés, qui seraient des robinets d'images, monogènes mais multipubliques : cinéma, ou retransmissions sportives, ou jeux, ou informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ou émissions enfantines, etc.

### Choisir ses canaux

A cette occasion, on peut envisager et souhaiter que la notion de service public cède à la télévision ne s'applique plus à la production et surtout à la sélection des programmes, des émissions, comme c'est le cas maintenant, mais à la seule transmission de ceux-ci. Que le service public soit la « messagerie », non le média (1).

Enfin, du fait de l'abandonnement qui accompagne le câblage, on peut imaginer qu'il concourra à faire des programmeurs et de leurs publics des interlocuteurs directs. L'abandonnement peut en effet garantir la liberté des programmeurs, qui n'auraient de compte à rendre qu'à leur public.

Ainsi le gouvernement se trouverait dégagé de toute implication de responsabilité dans les contenus des programmes. Publics et programmeurs seraient libérés de l'autocensure et des pressions politiques du gouvernement. La télévision payante n'est pas uniquement un nouveau marché économique, elle est aussi un moyen d'associer, plus sûrement que l'éventuelle bonne volonté des gouvernants, la liberté de programmation et de création télévisuelles.

Le gouvernement aura-t-il le courage d'une telle option ? N'hésiterait-il pas, bousculé qu'il sera toujours par les échéances électorales ? Les téléspectateurs ne risquent-ils pas, trop habitués à l'assistance télévisuelle, de pousser le gouvernement dans la direction de l'évitement des enjeux ? Faisant du même coup manquer la chance d'un renforcement du système démocratique du pays.

Réaliserait-on le passage de la télé unique (à trois ou quatre langues) des origines au pluralisme des médias télé ? Dans un monde où la tendance est souvent inverse, où la diversité se cède à l'« une seule voix », cela mériterait d'être noté.

(1) Dans ce sens, le cadre juridique et législatif des canaux pourrait être comparable, dans l'esprit, à celui qui réglemente la presse écrite.

## La vraie bataille culturelle

(Suite de la première page.)

Redisons-le une fois encore : un pareil défi ne se relève et ne se vainc que dans la liberté. En écrivant cette phrase, je ne songe nullement à reprocher au gouvernement de porter atteinte à la liberté d'expression. Le débat est ailleurs. La création artistique ne peut, en effet, se développer que dans la rencontre franchement acceptée avec toutes les cultures. Elle seule enrichit, vivifie, stimule. Il faut donc écarter de l'arsenal des mesures à prendre tout vain protectionnisme. Dans un État démocratique, il n'empêche rien et n'aboutit qu'à provoquer un assoupissement stérilisant. Ailleurs, il étouffe. Qui songe aujourd'hui à fustiger la menace que font peser les régimes totalitaires sur nos cultures nationales ?

A un moment où les techniques audiovisuelles vont connaître l'explosive ascension que l'on sait, le maintien du monopole d'État en matière de radio et de télévision apparaît aussi caduc que l'usage du droit canon dans les États du pape au XIX<sup>e</sup> siècle. L'ouverture de chaînes privées de télévision à l'usage d'un public adulte et responsable me semble aller de soi. Comment peut-on défendre le système actuel dont la faillite est évidente ? Il allie tous les inconvénients : ceux d'une privatisation rampante avec l'accroissement des séquences publicitaires et la diffusion excessive de mauvais feuilletons et de mauvais films et ceux du secteur public avec la multiplication des bureaux, une gestion trop lourde et, à tous les niveaux, l'insupportable présence d'une suspicion politique paralysante.

Ces inconvénients ne sont compensés par aucun avantage : on ne trouve, en effet, dans notre télévision, ni la souplesse d'adaptation au progrès technique propre au secteur privé, ni l'attention fervente portée à la création audiovisuelle qui seule peut légitimer le monopole. Cette privatisation des chaînes doit naturellement s'accompagner, comme je l'ai déjà écrit, de la création d'une chaîne culturelle publique de haut niveau disposant de ressources propres très importantes pour lui permettre de produire — ou de coproduire — des œuvres originales de qualité qui, tout en élevant le niveau de la création artistique nationale, assurent sa présence dans les pays étrangers.

### La création sacrifiée

Il est, enfin, un dernier domaine — peut-être le plus important — où le libéralisme doit pleinement l'emporter : celui de l'utilisation par les usagers des nouvelles techniques audiovisuelles. On peut regretter qu'un pareil sujet n'ait pas suscité le débat approfondi qu'il méritait. Le gouvernement a, ici, tout naturellement choisi la solution du réseau public en faisant adopter le principe d'une quatrième chaîne et la machine à l'œuvre, coûteuse et complexe du câblage du territoire en fibres optiques. Ce faisant, l'État restera maître de la distribution des images. On aurait pu, à l'encontre, favoriser les moyens d'accès individuels aux nouveaux programmes en soutenant le développement des magnétoscopes, des vidéodisks et des antennes paraboliques de réception des satellites. Il y a là, à coup sûr, un débat fondamental qui doit être repris par les hommes politiques et les praticiens de l'audiovisuel. Ce débat est loin d'être clos et il ne s'accommodera pas du manichisme habituel.

La création audiovisuelle a donc besoin de liberté. Elle a tout autant besoin d'argent. Il serait, en effet, vain de mettre en place des réseaux de diffusion modernes et coûteux si on ne créait pas, en même temps, les œuvres de qualité qui en seront la principale justification. Ce serait construire des autoroutes pour y faire rouler des voitures fabriquées à l'étranger : faute fatale dans le domaine culturel. Il semble malheureusement qu'on soit en train de la commettre.

En 1982, la redevance télévisuelle a augmenté de 18 % et les ressources de la télévision ont, globalement, progressé de 22 %. On pouvait espérer que les créations audiovisuelles et cinématographiques en seraient vivifiées. Ce fut la contraire qui se produisit. Les dépenses destinées à la création s'effondrèrent dans les trois chaînes et atteignirent un seuil critique. Parallèlement, le budget des sociétés de programme consacré à l'achat de films diminua de 40 % en France continentale, tandis que leur participation à la production de films français baissa de 50 %. Les motifs de cette déroute sont clairs : ils tiennent, pour l'essentiel, à l'explosion des frais généraux, à des dépenses improductives, à des recrutements de personnels massifs, à la multiplication des organismes issus de la nouvelle loi sur l'audiovisuel.

Les perspectives pour 1983 ne sont, hélas, guère meilleures. Le Parlement a bien voté une augmentation

de la redevance de 11 %, mais les priorités fixées par le gouvernement (décentralisation des stations de FR3 et de Radio-France, préparation du satellite) seront coûteuses. On a pu calculer que le budget réservé par les trois sociétés de télévision à la création n'augmentera que de quelque 5 %. Si l'on retient le chiffre de 8 % d'inflation annoncé par le gouvernement pour 1983, cela veut tout simplement dire, qu'en France constants, les sommes consacrées à la création diminueront de 3 % : chiffres cruels mais éloquentes.

La taxe sur les magnétoscopes aurait pu trouver sa justification si elle avait été affectée à un fonds spécial réservé aux achats de droits et au financement d'œuvres originales. Elle se perdra malheureusement dans le sable du budget général des chaînes. Jointe à la triste équipée de Poitiers et à l'augmentation du taux de la T.V.A., elle contribuera tout simplement à la crise, que l'on espère innocente, du marché vidéo et du même coup au tarissement des ressources non négligeables — de l'ordre de quelque 100 millions — que ce marché commençait à apporter à l'industrie cinématographique. Quant à la taxe qui est annoncée sur les cassettes vierges, on voit mal, dans ces conditions, comment son produit pourrait ne pas être affecté à ceux que lise le système actuel, c'est-à-dire les auteurs.

### Ne pas se tromper d'objectifs

Restent les projets d'avenir. Le gouvernement, on le sait, a chargé la Direction générale des télécommunications de mettre en place un réseau national de câbles qui apporteront, dans les habitations, les communications téléphoniques, les données télématiques et les programmes audiovisuels. Les investissements en jeu sont considérables puisque pour relier un million et demi de foyers, il faudra 6 milliards de francs, pendant cinq ans, chaque année, plus de la moitié du budget des trois chaînes de télévision.

Dans une pareille partie, les enjeux culturels sont, à l'évidence, essentiels, puisque ces nouvelles machines vont drainer une grande part de la création artistique. Le ministre de la culture, qui a écrit le souhait que les dépenses destinées à la création audiovisuelle soient équivalentes à celles des investissements, en est conscient. Malheureusement, le feu vert donné aux ingénieurs ne s'est accompagné d'aucun mécanisme contraignant garantissant l'application de cette équation. Les télécommunications accompliront sans doute fort bien la difficile mission qui vient de leur être confiée, mais la facture qu'elles présenteront à chaque usager, pour avoir accès au réseau câblé, sera élevée. Pourra-t-on lui ajouter une redevance régulière destinée à financer la production d'œuvres originales ? Rien, certes, ne s'y oppose, mais ce faisant, l'on risque de réserver l'usage des nouveaux réseaux aux seuls privilégiés de la fortune, tant les taxes perçues sur l'audiovisuel seront nombreuses : redevances télévisuelles, redevances pour la quatrième chaîne, taxes sur les magnétoscopes, taxes sur les cassettes vierges, droits d'accès aux réseaux câblés. En fait, la création artistique risque d'être la grande victime de cette équation.

A trop vouloir embrasser, les pouvoirs publics égareront mal. Qu'ils abandonnent le trop-plein et ne se préoccupent que de l'essentiel. La gestion des sociétés de programmes engloberait des sommes considérables, impose des redevances lourdes et inutiles, conduit à une bureaucratie paralysante et n'engendre finalement que des programmes médiocres. Il faut donc remettre cet ensemble au secteur privé, plus souple et plus efficace, et consacrer le montant d'une redevance considérablement allégée au seul financement d'une chaîne culturelle.

Pour le reste, il serait dangereux de doter, à grands frais, la France d'un réseau câblé sans se donner les moyens de l'alimenter en œuvres originales de qualité. Les priorités ici ne sont pas les équipements mais les programmes. Le ministre de la culture a reçu des crédits pour aider la création audiovisuelle, mais ils sont très insuffisants. Que représentent, en effet, quelques dizaines de millions de francs face à l'ampleur des besoins ? Le remède est ailleurs. Il est dans l'abolition nécessaire de consacrer à la production d'œuvres originales une partie importante des sommes abjectement destinées aux équipements et à la gestion.

Discours, rapports, colloques, congrès internationaux ne sont qu'échecs. Seule compte l'action. Elle implique certes la détermination, mais aussi que l'on ne se trompe en l'entrepreneant ni d'objectifs ni de priorités.

MICHEL GUY.

## AUDIOVISUEL

Les choix gouvernementaux en faveur d'une extension des moyens audiovisuels conduisent à s'interroger sur les programmes culturels dont ils seront les supports. Michel Guy réclame que l'effort soit concentré sur la création. Gérard Rabinovitch y voit l'opportunité d'en finir avec l'emprise des pouvoirs publics sur la télévision. Jean Devèze estime, de son côté, que les progrès techniques devraient permettre à un nombre important de radios locales d'émettre dans une même région.

## Pour davantage de radios libres

par JEAN DEVÈZE (\*)

Une double possibilité s'offre ici pour y parvenir : la voie hertzienne d'une part, le câble de l'autre.

La voie hertzienne d'abord : entre la source émettrice et l'auditeur se trouvent quatre objets techniques indispensables et tous perfectibles. L'émetteur, l'antenne émettrice, les antennes réceptrices MF, les récepteurs de radio en modulation de fréquence. Ils sont tous susceptibles de progrès considérables, sans entrer dans la course à la puissance maximale, où les « gros » submergent les « petits ».

### Les perfectionnements techniques

Bien évidemment, les récepteurs actuellement en service, pour l'essentiel, ne possèdent pas les qualités de sélectivité offrant une réception confortable, ni même convenable, d'un nombre aussi important de stations. La durée de vie moyenne d'un récepteur de radio est de l'ordre de six à huit ans en France selon qu'il s'agit de grandes agglomérations ou de zones rurales. Cette moyenne recouvre des écarts importants, certains récepteurs fonctionnant quinze, voire vingt ans. Cela veut dire qu'une décision de caractère normal, prise au début de 1983 en matière d'émetteurs, d'antennes ou de récepteurs, pourrait avoir un effet concret vers 1990, quand une grande partie du parc des récepteurs aura été renouvelée et donc mise aux nouvelles normes de sélectivité. Autrement dit, décider aujourd'hui permet, vers 1990, d'autoriser l'émission des radios libres en quantité suffisamment importante par la voie hertzienne. L'extension de la liberté d'émettre demain passe donc par des décisions de caractère technique à prendre aujourd'hui.

Le câble pour l'avenir et en particulier les réseaux de fibres optiques : la décision prise par le conseil des ministres du 3 novembre 1982 d'engager d'importantes opérations de câblage ouvre une autre voie de développement des radios libres. Elle implique à l'horizon 1985-1990 l'accès de plusieurs millions de foyers français à un réseau complet de distribution de signaux. Mais celui-ci est présenté essentiellement comme véhicule de canaux de télévision ou vecteur de services télématiques, et un silence tenace pèse sur son emploi en radiodiffusion. Car, il y a place dans ce réseau de fibres optiques pour des dizaines de canaux de radiodiffusion sonore, pour peu qu'on les prévienne d'emblée. Dès lors, pour les foyers raccordés au réseau prévu, ce sont des dizaines

(\*) Maître-assistant à l'Université Paris-VII.

de stations qui peuvent devenir accessibles et les pouvoirs publics le souhaitent et n'y font pas obstacle.

La question de la rareté des fréquences est donc, à moyen et à long terme, appelée à être dépassée. Il suffit pour cela d'une réponse politique, économique et industrielle, qui permette à toutes les sensibilités culturelles, religieuses, musicales et autres de s'exprimer par la radio, sans mariages forcés, sans contraintes, sans limites. C'est sans doute plus que les comités Riposte n'espèrent, mais il faut savoir que cela n'a de sens qu'à l'horizon 1985 pour les réseaux de câbles optiques attendus ou 1990 pour la voie hertzienne. Plus que jamais, c'est aujourd'hui que se modèle la radio libre de demain.

(1) Analyse de la loi sur la communication audiovisuelle, TF1, 1982.

(2) Contact, n° 218, octobre 1982.



### LA V, QUELLE RÉPUBLIQUE ?

Par René de Lacharrière.

On ne peut pas appeler République l'abandon total du pouvoir et sa concentration totale au profit d'un chef élu. La réalité politique est celle d'une monarchie absolue. La crise mondiale commencée en 1974, provoquera-t-elle une réforme du système ? C'est possible, car les perspectives sont assez sombres pour susciter une réflexion, même en haut lieu.

Collection « politique d'aujourd'hui » - 192 pages - 68 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNER LE MONDE



GENEVIEVE  
Le  
Sophie



## L'expulsion des travailleurs étrangers du Nigéria menace la stabilité des Etats de la région

L'exode des travailleurs étrangers du Nigéria se poursuit, sur un rythme moins intense, par la route. Des départs, en direction du Ghana se font aussi par bateau ; mais ils sont limités à des vols d'essais sur le port de Lagos, où, jusqu'à présent, plusieurs Ghanéens auraient péri noyés en tentant de monter à bord de navires en partance pour Accra.

Alfoa. — Avec l'arrivée d'un véhicule toutes les deux ou trois minutes — encore quelques camions, mais surtout des minibus ou des taxis, — l'afflux des expulsés du Nigéria semblait, mardi 1<sup>er</sup> février, s'épuiser à ce poste-frontière entre le Togo et le Ghana. Du côté togolais, tout se passait dans l'ordre, et un service de sécurité réduisait au strict minimum les contrôles. En revanche, du côté ghanéen, plusieurs dizaines de milliers de gens étaient encore massés, le plus souvent faits de migrants de transport. Les autorités ghanéennes ont été débordées par l'arrivée, en l'espace de trois jours, d'une foule impossible à chiffrer mais qui pourrait approcher le demi-million de personnes.

Selon divers témoignages, invérifiables car la frontière ghanéenne demeure fermée aux étrangers, à l'exception des secouristes, leur sort serait dramatique. Un volerait aurait été battu à mort. Des femmes auraient été accablées, sans soins, en bordure de route. Des expulsés seraient même morts d'épuisement et de sous-alimentation. Mardi, alors que l'un des membres du comité militaire au pouvoir à Accra, le capitaine Batsion, descendait de son hélicoptère, les camions arrêtés par la Croix-Rouge allemande — une antenne récemment créée au Bénin depuis la guerre du Biafra — procédaient à des distributions, totalement insuffisantes, de nourriture.

Les plus gros passages d'expulsés à travers le Togo se font samedi et dimanche, puisque la police togolaise a compté quelque sept mille six cents véhicules, dont quatre mille camions. Le flot s'est ralenti dès lundi, avec le passage d'une moyenne de cent vé-

### De notre envoyé spécial

hicles par heure. Dans l'ensemble, les Togolais, qui avaient pris le temps de s'organiser, sont parvenus à canaliser les expulsés sur la route d'une soixantaine de kilomètres qui longe l'océan. Les plus gros problèmes ont été causés par la ruée, tout au début, de vingt mille à vingt-cinq mille personnes qui n'ont pas attendu les moyens de transport mis à leur disposition et sont parties à pied. Comme Lomé se trouvait sur leur chemin, juste avant la frontière du Ghana, des infiltrations ont eu lieu en ville, et les autorités envisagent un retissage pour éviter une flambée de banditisme.

Face à ce drame, le Togo a d'ailleurs perdu le seul à dominer la situation. Alors que le président Shagari du Nigéria affichait un certain mépris pour le drame imposé à ses voisins en expulsant, pratiquement sans pitié, les immigrants illégaux de son pays, et en s'envolant, dans le jour, pour une tournée de plusieurs jours dans le sous-continent indien, le général Eyadéma a pris, plus rapidement que les autres responsables concernés, la mesure de la catastrophe.

### Une chaude bataille diplomatique

Dans un premier temps, tout en verrouillant sa frontière avec le Bénin, où les expulsés étaient donc bloqués, il a encouragé son homologue béninois, M. Kérékou, président en exercice de la CEDEAO, de convoquer un sommet de ce marché commun régional. Il savait que le Nigéria ne s'y présenterait pas et que, de toute façon, en fermant ses frontières terrestres le 21 septembre, pour des raisons économiques, le Ghana avait été le premier à enfreindre la décision de libre circulation des personnes et des biens adoptée par les Etats membres de la CEDEAO.

Dans un deuxième temps, tout en se préparant à un inévitable transit par son territoire des expulsés ghanéens — de loin les plus nombreux, — le Togo a exhorté de très fortes

pressions sur le Ghana pour qu'il ouvre temporairement sa frontière. Ce fut la bataille diplomatique la plus chaude.

Le ministre ghanéen de l'intérieur, au cours de sa visite, vendredi à Lomé, se serait même engagé à donner sa démission au cas où le capitaine d'aviation Rawlings — le chef de l'Etat — n'aurait pas cédé. Comme on le sait, Accra devait finalement obtenir ce qu'il voulait.

Si l'alerte a été chaude pour le Togo et si le Bénin a pu mesurer son impuissance vis-à-vis du Nigéria, la situation au Ghana est devenue, dans l'immédiat, la plus préoccupante. Quel sera l'impact d'un tel afflux de gens démunis sur un pays qui connaît déjà un état de semi-anarchie et qui n'a pas pu, de toute évidence, en assurer l'accueil ?

Les autorités ghanéennes doivent s'en remettre à l'assistance internationale pour faire face à un afflux qui pourrait correspondre à une augmentation de 10 % de la population. Le choc ne peut être que très dur. La masse des chômeurs, déjà importante, et des gagnepetit, encore plus considérable, va s'accroître d'autant.

A plus long terme, le Nigéria devrait être également la victime d'une mesure qui s'est voulue d'assainissement et qui a peut-être été populaire sur le moment. Outre la perte de prestige du géant de l'Afrique noire, il faut aussi compter avec le fait que des expulsions massives de ce genre se sont toujours retournées contre leurs auteurs. Une économie déjà grippée va vite se ressentir de ces départs d'immigrants qui ont, très souvent, remplacé des Nigériens enrichis par le boom pétrolier des années 70. On peut même se demander si la fragile équilibre d'une fédération faite d'une mosaïque de nationalités n'en souffrira pas assez rapidement, surtout à la veille de l'échéance électorale de l'automne, puisque ce pays est déjà engagé dans des manœuvres en vue d'une élection présidentielle. Si personne n'est dérangé dans la région, rien ne dit que le Nigéria soit en train de tirer son épingle du jeu.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## LE PROJET DE SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN ET LE PROBLÈME DES EUROMISSILES

### M. Andropov ne voit « rien de nouveau » dans la proposition de M. Reagan

M. Andropov a réagi rapidement, sous la forme de réponses à des questions de la Pravda que publie ce mercredi 2 février le quotidien soviétique, à la « lettre ouverte aux Européens » par laquelle M. Reagan lui proposait une rencontre pour signer un accord limitant les missiles nucléaires à moyenne portée (le Monde du 2 février). « Nous avons considéré et nous considérons, déclare le secrétaire général du P.C. de l'U.R.S.S., que les rencontres au sommet ont une importance particulière pour la solution des problèmes compliqués. (...) Pour nous, ce n'est pas une question de jeu politique ou de propagande ». Toutefois, ajoute-t-il, « du moment que le président des Etats-Unis pose comme condition d'une rencontre l'acceptation par l'Union soviétique d'une solution du problème des armements nucléaires en Europe à priori inacceptable, cela ne témoigne pas, loin s'en faut, d'une approche sérieuse de ce problème de la part de la direction américaine. On ne peut que le regretter ».

M. Andropov avait auparavant affirmé « en toute netteté » qu'« il n'y a rien de nouveau dans la proposition de M. Reagan », car « il s'agit là de la même option zéro ». En réaffirmant cette dernière, « les Etats-Unis ne veulent pas rechercher une entente mutuellement acceptable avec l'Union soviétique et veulent par-là même délibérément à l'échec les négociations de Genève ».

M. Andropov a conclu sur ce point : « J'ai déjà dit que l'Union soviétique n'acceptera pas un désarmement unilatéral. Et si l'on va jusqu'à déployer de nouveaux missiles américains en Europe, nous y répondrons de manière appropriée. Mais ce ne serait pas la notre choix ».

Pour sa part, M. Reagan, interrogé par le Saint-Louis Post Dispatch à l'occasion d'une visite dans le Middle-West, a admis que son message aux Européens ne se voulait pas un « nouveau signal » à Moscou : « Non, franchement, je n'ai fait que répondre à leur vaste effort de propagande par lequel ils [les Soviétiques] tendent à discréditer nos propositions légitimes sur le contrôle des armements », a dit le président américain. Son porte-parole, M. Spokes, n'en a pas moins parlé d'« une proposition sérieuse, dont nous espérons que les Russes voudront la discuter ».

### Un sommet « réduit à un seul sujet »

De son côté, le vice-président Bush, qui a commencé ce mercredi des entretiens à La Haye après sa visite à Bonn et à Berlin-Ouest, a précisé que la proposition de sommet soviéto-américain avait bien pour objet la signature d'un traité sur les armements nucléaires en Europe tel que l'avait décrit M. Reagan :

### EN VISITE A LONDRES

### M. Cheysson est « tout à fait favorable au dialogue entre les Deux Grands »

De notre correspondant de la République libanaise seront roms en cause, a déclaré en substance M. Cheysson. Les Européens font ce qu'ils peuvent, mais le sort

des négociations est dans les mains des Américains. Leur réussite est essentiellement « la priorité des priorités » au Proche-Orient, a conclu le ministre des affaires étrangères.

D. V.

### Quel « durcissement » américain ?

A moins que M. Cheysson ait mal compris la position américaine, on se demande de quel « durcissement » veut parler le ministre des relations extérieures.

Dès sa première présentation de l'« option zéro », le 18 novembre 1981, M. Reagan avait clairement signifié qu'il demandait le démantèlement de toutes les fusées soviétiques à moyenne portée basées à terre, c'est-à-dire les SS 20, les SS 4 et les SS 5, et pas seulement en Europe. Pour lui, l'argument soviétique selon lequel un déplacement des mêmes engins à l'est de l'Oural cesserait de menacer l'Europe n'est pas recevable, notamment parce que les SS 20 « sont des missiles mobiles que l'on peut déplacer à bref délai ».

De même, en décembre dernier, M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes, avait déclaré : « La

proposition américaine d'une portée universelle, puisque tout déplacement de ces engins (les missiles à moyenne portée basés au sol, y compris les Pershing et les missiles américains « de croisière ») serait interdit, non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, en Extrême-Orient et dans toutes les autres parties du monde ».

Le message de M. Reagan aux Européens ne témoigne donc pas d'un « durcissement » dans la position américaine. Il est vrai qu'il ne s'agit, sans doute, que d'une « position de départ », dont le caractère radical peut ne pas enchanter les responsables français : si elle est acceptée, les seuls missiles à moyenne portée basés à terre seraient, dans le monde entier, les missiles chinois et les dix-huit engins français du plateau d'Albion...

M. T.

### Les relations s'améliorent entre Londres et Dublin

De notre correspondant

Londres. — Un léger dégel a été enregistré dans les relations entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande à la suite de la rencontre organisée mardi 1<sup>er</sup> février à Londres entre MM. James Prior, secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, et Peter Barry, ministre irlandais des affaires étrangères. Au cours de leur entretien, qualifié de « cordial », les deux ministres ont passé en revue le contentieux anglo-irlandais et posé les premiers jalons d'un prochain sommet entre M<sup>me</sup> Thatcher et M. FitzGerald.

La dernière rencontre entre les chefs de gouvernement remonte à novembre 1981, bien que les premiers ministres de Londres et de Dublin soient convenus, il y a deux ans, de se rencontrer tous les six mois. Toutefois, les relations anglo-irlandaises ont souffert, au cours des derniers mois, de la crise des Malouines — le gouvernement de Dublin a vivement critiqué l'attitude de M<sup>me</sup> Thatcher, et rampé la solidarité européenne dans l'application de sanctions économiques contre l'Ar-

gentine — et des projets de dévotion du pouvoir en Ulster.

Sur le deuxième point, M. FitzGerald reste opposé à une Assemblée provinciale à Belfast, qui est boycottée par les représentants des nationalistes catholiques irlandais. Mais il paraît plus disposé que son prédécesseur, M. Charles Haughey, à chercher avec Londres une solution politique aux difficultés de l'Irlande du Nord. Il craint, en effet, le risque de déstabilisation dans toute l'île si l'impasse persiste en Ulster.

M. Barry a cependant indiqué à M. Prior que le nouveau gouvernement de Dublin n'avait pas encore examiné le projet de création d'un conseil pan-irlandais, avancé par le parti catholique modéré S.D.L.P. Ce conseil pourrait être chargé de présenter une réforme constitutionnelle tendant à l'unification de l'Irlande, mais tenant compte de la situation spécifique de l'Irlande du Nord et des droits particuliers des protestants unionistes. — D. V.

« Un livre épatant, passionnant de bout en bout »  
Bernard Pivot / «Apostrophes»  
«Une merveille d'écriture au service d'une grande réhabilitation. Ô, le beau livre !»  
Françoise Xenakis / Le Matin  
«Voilà sur le devant de la scène une "oubliée" ressuscitée, tellement passionnante, tellement vraie, qu'on n'a d'yeux que pour elle»  
Ginette Guitard-Auviste / Le Monde



GENEVIÈVE DORMANN

Le roman de Sophie Trébuchet

ALBIN MICHEL



## EUROPE

### Turquie

#### La « nationalisation » des barbes et moustaches...

De notre correspondant

Ankara. — Le bleu-jean et le pull sont défendus, tout comme les bottes extravagantes ; les étudiants ne pourront plus faire pousser cheveux, barbe ou favoris ; ils devront, en outre, porter une cravate. Les étudiantes ne porteront plus de minijupes, de pantalons et ne se maquilleront pas excessivement ; les professeurs doivent aussi se conformer à ces règles.

Telle est en substance la teneur de la nouvelle circulaire édictée par le conseil d'enseignement supérieur, qui « régit » sur les universités dépossédées depuis novembre 1981 de leur autonomie administrative. A Istanbul, un contrôle des tenues vestimentaires et physiques a lieu aux portes de la faculté des lettres, et les étudiants dont la tenue n'était pas conforme ne sont pas autorisés à entrer.

Le professeur Aksel, de l'université Sinan d'Istanbul, a déclaré qu'il ne couperait pas sa barbe, soulignant que la valeur d'un homme de science doit être mesurée à son cerveau et non pas à ses joues glabres.

La presse a été unanime à stigmatiser l'initiative du conseil d'enseignement supérieur, dont le président, le professeur Dogramaci, est qualifié d'« ayatollah de nos universités » par l'éditorialiste du quotidien *Hürriyet*, tandis que les élèves des beaux-arts, où se concentrent les barbus, se demandent comment ils peuvent travailler dans les ateliers « cravatés comme des mariés ». Au lieu de s'en prendre à la tenue des étudiants ou des

professeurs, le conseil aurait dû s'atteler aux problèmes de logement, de l'organisation des activités culturelles et sportives, écrit-on dans la presse. « Est-ce que l'interdiction de porter la barbe à l'université relèvera le niveau de l'enseignement ? », ironise la chronique de *Milliyet*, critiquant le « zèle » des nouveaux administrateurs de l'université.

Le but de ces mesures serait surtout de contribuer à ce que l'université retrouve l'« unité ». En effet, selon le président du conseil d'enseignement supérieur, les barbes et les moustaches que l'on y porte actuellement sous diverses formes ont des connotations très idéologiques : ainsi, une barbe ronde, pour lui et pour beaucoup d'autres, signifie qu'un tel est islamiste ; une barbe ou une moustache pointue qu'il est progressiste, tandis que la moustache portée vers le bas, à la mode asiatique, signifie que la personne est sensible à l'extrême-droite nationale.

Désormais donc, il y aura des étudiants « comme il faut ». Un membre de l'Assemblée consultative, lui-même venant de l'enseignement supérieur, a exprimé son étonnement devant le fait qu'on s'occupe des barbes des gens alors que le pays a tant de problèmes. Il s'est demandé pourquoi, tandis que l'économie « se libère », on procède à une « nationalisation » des barbes.

ARTUN UNSAL.

### Italie

#### UN NOUVEAU PROJET D'ATTENTAT CONTRE LE PAPE ?

Rome (A.F.P., A.P.). — Un ressortissant turc, Mustafa Savat, accusé d'avoir tenté de préparer un attentat contre le pape à l'occasion de la prochaine visite de Jean-Paul II, à Milan, au mois de mai, a été arrêté dans cette ville. Il est suspecté d'avoir conclu un accord avec une personne non identifiée en vue d'un attentat contre le souverain pontife.

D'autre part, les autorités bulgares auraient relâché Bachir Celenk, en lui interdisant de quitter le pays (le *Monde* du 2 février).

(Publicité)

## ET L'AFGHANISTAN ?

L'aurait-on oublié ici ? Depuis Noël 1979, 100 000 soldats soviétiques tentent d'imposer au peuple afghan la loi du plus fort.

Les récoltes brûlées, les canaux d'irrigation détruits, les bombardements, sont le sort de bien des villages.

Déjà 3 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont dû fuir à l'étranger, la plupart dans des camps de réfugiés.

Depuis Noël 1979, AFRANE (Amitié franco-afghane) est présente auprès de la population afghane éprouvée.

AFRANE collecte les fonds nécessaires et achemine elle-même toute l'aide humanitaire possible (vivres, vêtements, médicaments). AFRANE participe à la reconstruction de villages bombardés, AFRANE collabore avec les missions médicales françaises présentes sur le terrain.

Les Afghans veulent rester chez eux, il faut les y aider. 50 francs, c'est un mois de nourriture pour un Afghane : AFRANE peut lui apporter.

Chèque bancaire à l'ordre d'AFRANE ou C.C.P. 12077-58 L Paris  
AFRANE (Amitié Franco-Afghane)  
B.P. 280 - 75524 PARIS CEDEX 11

## PROCHE-ORIENT

### Avec les Palestiniens d'El Ansar au Liban

(Suite de la première page.)

Pour les autorités israéliennes, interprétant à leur façon ce texte, les Palestiniens du Liban et les Libanais d'El Ansar ne peuvent être assimilés à des prisonniers de guerre puisqu'ils ne remplissent pas les conditions exigées : port d'un uniforme, appartenance à une unité, obéissance à un commandement unique, enfin, respect des populations civiles.

Notons qu'Israël n'a pas ratifié les accords de 1977 qui reconnaissent, entre autres, à certains mouvements de libération les droits consentis théoriquement aux armées régulières.

El Ansar : encore deux barrières de protection à franchir. A droite, les prisonniers, sous les tentes. Au fond, vers le Nord, l'ancien camp, Ansar-I, où les toilettes n'existaient pas. Au Sud, Ansar-II, le nouveau camp, desservi par un réseau de canalisations pour les cuisines, les toilettes et les douches chaudes : 20 000 litres d'eau chaude par vingt-quatre heures, affirment le commandant.

A gauche, le quartier général, établi dans le seul édifice « en dur », une ancienne bergerie. L'état-major campe au premier étage. Tout semble improvisé. Autour de la bergerie dans la cour, des tentes encore, qui abritent les soldats israéliens, les blocs médicaux, l'intendance et les 5 300 prisonniers dont 1 000 Libanais, une large majorité de Palestiniens et une trentaine de ressortissants d'autres nationalités : Yéménites, Pakistanaï, Turcs, Sénégalais, Bengalis, Ivoiriens... 270 adolescents de dix-sept à dix-huit ans sont également détenus ici.

Depuis la création du camp, environ 4 000 prisonniers ont été relâchés, dont 220 de moins de seize ans, en juillet 1982. Certains d'entre eux furent à nouveau incarcérés quand augmentèrent les attaques contre les convois israéliens au Sud-Liban. Une commission administrative de révision, composée de deux militaires et d'un juriste civil, s'emploie depuis trois mois à examiner à nouveau les dossiers et à faire comparaître les détenus. Elle aurait fait libérer 1 100 d'entre eux.

Chaque section de détenus est séparée de sa voisine par des barbelés. Elle comporte quatre tentes et un bloc sanitaire. Une tente abrite de 30 à 36 prisonniers. La nourriture leur est fournie deux fois par semaine et la préparation eux-mêmes. Un poêle à fuel est installé au milieu de la tente, assurant un chauffage insuffisant selon les prisonniers. Des lits de camp, un matelas, un sac de couchage et neuf couvertures par homme selon les autorités (cinq selon les détenus). Ceux-ci sont revêtus des uniformes bleus ou marron des prisons israéliennes et se plaignent de la minceur de ces tentes d'été. Certains sont atteints de problèmes de l'évacuation des selles, d'autres de troubles mentaux, d'autres de troubles physiques. « Ils découpent leurs chaussures pour être à l'aise », nous a-t-on assuré officiellement. Nous des sections d'Ansar-I comme d'Ansar-II, les éternels barbelés, un chemin de ronde, des gué-

rites pour les gardes, une nouvelle rangée de barbelés et des miradors. Une automitrailleuse parcourt en permanence le chemin de ronde.

#### Quel avenir ?

Nous avons pu nous entretenir seuls, sans témoins ni interprètes, avec quatre prisonniers de notre choix. L'un d'eux, Mahmoud, est un officier de l'Armée de libération de la Palestine (A.L.P.), un autre est infirmier. Ils n'ont pas répondu de façon précise à nos questions insistantes concernant d'éventuels mauvais traitements ; les pratiques d'interrogatoires violents dans les premiers jours du camp, n'ont été que vaguement confirmées par nos interlocuteurs. Mahmoud nous a dit avoir été interrogé trois fois, les questions étant toujours les mêmes, très politiques ou « psychologiques ». Il n'a pas répondu pour des Israéliens et il leur a répondu comme à nous-mêmes.

Nos interlocuteurs étaient tous à El Ansar depuis le mois de juillet. Leurs réclamations portaient sur l'insuffisance de la nourriture, le froid, l'humidité des tentes et le manque de soins médicaux. Et surtout sur leur avenir, leur statut, la longueur de leur détention. Pendant que l'infirmier nous affirmait que, depuis cinq jours, ses camarades et lui-même recevaient seulement des haricots, les autorités israéliennes faisaient distribuer devant nous des légumes verts. Coïncidence ?

Mahmoud, après nous avoir dit qu'il n'entrevoit plus de solution militaire au conflit, assure : « Moi et mes frères sommes forts et patients. Nous saurons attendre. » Tous sont au courant de l'actualité politique, car ils reçoivent chaque jour quelques exemplaires du *Jerusalem Post* et de *El Hambar*, le journal israélien de langue arabe.

Nos interlocuteurs insistent fortement sur la carence médicale, affirmant que les médecins israéliens ne passent pas les visites tous les quatre jours « comme le dit la propagande ». Ils nous présentent quelques malades négligés par les Israéliens. Ces patients, à première vue, ne nous ont pas paru toutefois en mauvais état, hormis un psychopathe manifeste qu'il faut traîner hors de sa tente.

Nous décidons de vérifier trois de ces cas choisis au hasard, et nous consultons les fichiers médicaux de nos confrères israéliens. Si les deux premiers — une hernie discale congénitale et une affection oculaire ancienne — ont bien été examinés et ne justifient pas un traitement d'urgence ou un transfert, le troisième concerne un traumatisme crânien étiqueté « schizophrénie » après trois visites. Un psychiatre est attendu le samedi suivant, mais, manifestement, ce patient très atteint aurait dû être transféré depuis des mois. « Transféré où ? », nous demandent les médecins israéliens. Seul Israël accepte, en effet, les prisonniers en général et les malades en particulier.

Nos confrères, pris entre le secret militaire et l'envie de nous entretenir en privé, évoquent les dépres-

sions des soldats israéliens obligés de servir à El Ansar. Il y a ici trois tentes médicales et odontologiques, trois chirurgiens, dont un neuro-chirurgien, un cardiologue, un O.R.L., un orthopédiste, un interne et un dentiste. Ce personnel dispose de huit ambulances et d'un hélicoptère pour les évacuations d'urgence. Mais il n'existe pas de possibilités d'intervention chirurgicale sur place, et pour la moindre radio le malade doit être transféré à Saida en convoi spécial.

Nous consultons librement les fiches de nos confrères et nous les comparons à la liste de cas établie par les médecins de la Croix-Rouge internationale, dont les diagnostics, et c'est normal, sont un peu majorés afin de protéger les patients et d'accélérer leur libération. Nous pouvons encore nous entretenir avec deux jeunes gens de dix-huit ans venus consulter le dentiste : « Nous sommes bien traités, mais nous voulons sortir. »

Le jeune chirurgien israélien, en présence du commandant du camp, nous dit : « Pour moi, ici il n'y a que des malades, et je traite de la même façon les Palestiniens et les Israéliens. Je veux que vous les sachiez et aussi qu'en rentrant à Tel-Aviv, je n'ai pas dormi pendant quinze jours. » Le commandant et son second répondent à toutes nos questions mais refusent de nous faire rencontrer le « comité des prisonniers » nommé par lui. Le commandant précise que, responsable du camp depuis septembre, il s'est engagé à ne pas faire tirer sur les prisonniers, et il nous fait remarquer qu'il ignore si ceux-ci sont confiés à sa garde « pour deux jours ou pour deux ans ».

Pour cette raison, il assure comprendre que le C.I.C.R. proteste devant l'absence de matériel permettant aux détenus de travailler. La Croix-Rouge internationale a en permanence, selon lui, un droit de visite de chaque prisonnier et en fait usage. Le C.I.C.R. possède en outre, la liste exacte des détenus et correspond avec les familles. Le courrier, nous dit-il encore, est « autorisé dans les deux sens » et censuré au passage.

#### Pas de camp de concentration

Toujours selon le commandant les gardiens auraient trois fois fait usage de leurs armes. En août, quand les familles cernèrent le camp en quête de nouvelles, les gardes tirèrent, faisant huit blessés. On nous a affirmé par ailleurs qu'il y eut aussi deux morts. En octobre les gardes furent obligés de « tirer en l'air » devant un mouvement de panique faisant aussi des blessés.

Enfin en novembre, toujours selon le commandant, un soldat israélien perdit le contrôle de son arme et tira d'une automitrailleuse faisant deux morts et quatre blessés. On nous affirme que ce soldat est toujours en prison où il a tenté deux fois de se suicider. Depuis lors — et nous l'avons vérifié — le canon de l'automitrailleuse demeure braqué vers l'extérieur et non vers les tentes.

Nous nous faisons l'écho des réclamations des prisonniers concernant la nourriture. Le commandant invoque alors l'importance de ses charges et la longueur des lignes de ravitaillement. Il souligne le caractère temporaire du camp. « Mais, ajoute-t-il, mes soldats reçoivent 20 grammes de sucre, alors que les prisonniers, qui en sont friands, en touchent 100 grammes. »

Nous ne pouvons résumer ici les querelles juridiques concernant l'application des conventions 3 et 4 de Genève. Dans l'ensemble de ces textes, les points suivants n'auraient pas été respectés : interdiction des transferts, même temporaires, hors du territoire occupé, et des interrogatoires ; non-arrestation des médecins et du personnel médical ; droit de visite ; facilités de promenade ; cantine collective ; représentants élus ; pas d'assistance juridique.

Que retiendrez-vous de notre visite ? A notre retour nous avons parlé librement à la radio israélienne. Ayant entendu les mêmes témoignages que nous, un journal de Jérusalem titrait : « Les prisonniers sont bien traités. » Une agence internationale assurait au contraire : « Cet horrible camp nous en rappelle d'autres. »

#### BEAU RIVAGE ?

Dans tous les bons restaurants.



MICHEL DEURÉ

Un jour dans un camp c'est trop et c'est insupportable. Trop, car tous les barbelés se ressemblent. On entre à El Ansar avec un os dans la gorge et l'on ne peut éviter un mouvement de sympathie pour les prisonniers et d'animosité envers les gardes. Où qu'on soit et quels qu'ils soient.

En ces temps où le langage glisse, où la culture flanche, il est bon pourtant de rappeler que « concentrer » des prisonniers dans un lieu clos n'en fait pas un camp de concentration et donc un camp d'extermination. A El Ansar, il n'y a pas de chambre à gaz et les prisonniers savent qu'ils en sortiront d'ici vivants. Que les Israéliens se transforment en gardiens peut choquer les moralistes et réconcilier certains attardés avec l'histoire. Il ne s'agit pas d'une revanche des juifs sur Hitler ou, comme nous l'avons entendu dire en France, d'une « solution finale ».

Pourtant, un jour est insuffisant parce qu'on souhaiterait s'entretenir avec chacun des enfermés, vérifier toutes les affirmations, mettre en doute les propos des militaires, s'asseoir auprès des prisonniers, partager leur repas, prendre sur nos épaules un peu de leur angoisse et tenter une fois encore en parlant aux ennemis de forcer la haine et le dédain. C'est trop peu, ces quelques heures de tournée humanitaire devant les milliers d'heures d'enfermement qui attendent les détenus de El Ansar, ces hommes sans statut à l'avenir aussi incertain que la région où ils vivent.

En Uruguay, au Tchad, en Asie, nous n'avons pas pu entrer dans les prisons. C'est un geste démocratique que d'avoir permis à Médecins du monde de visiter El Ansar et de nous permettre d'y retourner. Nous attendons toujours l'autorisation venue de Syrie afin de rencontrer les prisonniers israéliens.

D' MONIQUE DONABEDIAN

D' BERNARD KOUCHNER

La commission internationale des juristes, présidée par M. Sean MacBride, prix Nobel de la paix et prix Lénine, constituée le 26 août dernier pour enquêter sur l'invasion du Liban, estime dans son rapport final que les autorités israéliennes ont été « directement ou indirectement » impliquées dans les massacres de Sabra et Chatila et que les personnes responsables de ces massacres devraient être jugées pour « crime de guerre ». Le rapport accuse les Israéliens d'avoir mis en œuvre des moyens disproportionnés par rapport au but à atteindre, de s'être livrés à des bombardements « débridés », ou « aveugles », ou « irrésistibles » contre des objectifs non militaires et à des bombardements « systématiques » de villages, de camps palestiniens. La commission souligne, en outre, que les « déportations de réfugiés palestiniens », leur « mauvais traitement » et le refus des autorités israéliennes d'accorder le statut de prisonnier de guerre aux combattants palestiniens capturés, constituent autant d'infractions au droit international. (A.F.P.)

### Halte au Vol

1 serrure à 5 points  
IZIS - LAPERCHÉ  
ou PICARD

Matériel  
GARANTI 5 ANS  
+  
1 blindage acier  
15/10  
+  
4 goudrons d'acier  
anti-dégondage  
+  
renforcement  
du bâti bois par  
1 cornière en acier  
+  
3 cornières anti-pince  
à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte  
+  
1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE  
(limitée)  
(au lieu de 3.250 F)  
**3.200 F TTC**  
Pose et dépt. compris  
PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION  
55, av. de la Motte Picquet  
75015 PARIS  
566.65.20  
CREDIT GRATUIT  
6 Mois

#### BEAU RIVAGE.

Chez votre caviste et épicerie fine.



MICHEL DEURÉ



ASIE

AMÉRIQUES

Chine

EN VISITE A PÉKIN

M. Shultz va s'efforcer de dissiper la méfiance entre Chinois et Américains

De notre correspondant

Pékin. - Attendu ce mercredi 2 février à Pékin pour une visite qui durera jusqu'au dimanche 6, M. George Shultz va s'efforcer de dissiper les nuages qui assombrissent depuis quelque temps le ciel des relations sino-américaines.

La longueur même du séjour du secrétaire d'Etat suggère que les deux parties vont se livrer à cette occasion à une revue d'ensemble de leur coopération, essentiellement dans les domaines politique et économique. Celle-ci s'est agrandie ces derniers mois par suite d'une amélioration croissante venant surtout de la partie chinoise. Aussi est-on convaincu du côté américain que si la visite de M. Shultz parvenait à dissiper cette « méfiance » réciproque qui a conduit Pékin et Washington à « amplifier des incidents d'importance mineure », sa mission devrait être considérée comme réussie.

Le premier objectif des entretiens devrait être cependant d'essayer de déterminer dans quel contexte stratégique général cette allocation des relations avec Pékin est intervenue et de suggérer les méthodes les plus appropriées pour s'adapter à ce qui semble être une nouvelle phase des rapports sino-américains. Mais, d'après les sources américaines, une grande sérénité, les diplomates américains ne peuvent pas se pas tenir compte de la reprise de contacts entre Pékin et Moscou depuis le mois d'octobre dernier.

Ce n'est assurément pas un hasard si la prochaine rencontre sino-soviétique suivra de quelques semaines seulement la visite de M. Shultz à Pékin. Depuis l'automne, toute une série de gestes et de déclarations ont montré que les dirigeants chinois souhaitent arriver d'ici deux à trois ans à des relations d'Etat à Etat normales avec l'Union soviétique. Si ce n'est pas s'attendre rapidement à des résultats concrets, il n'en reste pas moins qu'un mouvement paraît s'être enclenché. Dans l'immédiat, cette tentative de rééquilibrage de la politique extérieure chinoise a déjà eu pour effet d'élargir le champ de manœuvre de Pékin.

Par ailleurs, la récente tournée africaine du premier ministre Zhao Ziyang a renforcé les orientations tiers-mondistes de Pékin, signalant une volonté de la Chine, après une certaine absence, de jouer un rôle plus actif sur certains théâtres d'action périphériques, afin d'atténuer la prépondérance qu'y exercent les deux Super-Grands et certains puissances d'importance moyenne comme la France. Il devrait résulter de tout cela une plus grande fluidité dans les relations triangulaires existant entre Pékin, Moscou et Washington.

La diplomatie américaine semble en avoir pris son parti. L'opportunité d'une amélioration des relations commerciales et culturelles entre Pékin et Moscou est désormais admise dans les milieux diplomatiques occidentaux de la capitale chinoise, de même que l'affirmation par Pékin de ne vouloir se lier à aucune des

deux superpuissances. Mais l'inquiétude que pourrait faire naître une telle perspective est tempérée par le fait que, selon les mêmes milieux, les relations sino-soviétiques restent placées longtemps encore sous le signe de la « confrontation stratégique et de la compétition ».

« Amis » ou « partenaires » ?

La formule n'est assurément pas celle qui convient pour caractériser les rapports entre Pékin et Washington. Mais de quelle nature ceux-ci sont-ils aujourd'hui ? Ce n'est pas la moindre des énigmes que M. Shultz devra tenter de résoudre. Du point de vue des échanges technologiques, les Etats-Unis ont placé la Chine dans la catégorie des pays « amis, non alliés », sur le même plan, par exemple, que la Yougoslavie. Mais, en octobre dernier, M. Huang Hua, alors ministre des affaires étrangères, se demandait ouvertement si Washington considérait vraiment son pays « comme un ami ou comme un adversaire ». Pour tenter de briser le cercle des malentendus, certains analystes américains ont suggéré dernièrement une solution : pourquoi les Etats-Unis, au lieu de traiter la Chine en amie - terme qui a ici une connotation affective particulière - ou en ennemi, réelle ou virtuelle, ne verrait-ils pas, plus simplement, en elle un « partenaire » indépendant avec lequel un partage certains intérêts (particulièrement en Asie) et on fait des affaires, sans que pour autant naissent de ces rapports des illusions inconsidérées, sources de désenchantements ultérieurs.

Une telle approche correspond sans doute assez au style sobre et pragmatique qu'a adopté M. Shultz depuis sa nomination. Dans un tel cadre, toute référence à une « coopération stratégique » entre les deux pays, à laquelle M. Reagan s'était résolu à faire allusion en mai 1982 dans une lettre à M. Hu Yaobang, alors président du P.C.C., apparaît inadéquate et dépourvue de contenu réel. D'un autre côté, il est temps, si une dérive dangereuse doit être évitée, de « mettre en veilleuse la rhétorique », pour reprendre l'expression de M. John Holdridge, l'ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique (1).

D'autant que les rapports sino-américains, à une ou deux exceptions près, apparaissent plutôt « sains ». Eternel sujet de querelle, la question de Taïwan ne devrait pas occuper une très large place lors des prochains entretiens. Cette conjoncture invite certains milieux diplomatiques occidentaux à considérer que l'influence négative du problème de Taïwan a diminué : ces derniers temps dans les relations entre Pékin et Washington.

D'autres litiges, en revanche, ont surgi, le plus évident étant celui sur les textiles. L'échec des négociations sur les quotas d'exportations

chinoises aux Etats-Unis a entraîné des mesures de restrictions unilatérales de la part de l'administration américaine. Si la Chine met à exécution les rétorsions qu'elle annonce sur les ventes américaines de coton, de fibres synthétiques, de soja et, éventuellement, sur d'autres produits agricoles (bois, par exemple), c'est au minimum 13 % des exportations des Etats-Unis vers l'Empire du milieu qui pourraient être touchées. Cela pourrait accentuer la dérive du volume des échanges bilatéraux, estimés pour 1981 à 5,3 milliards de dollars (moins 4 % par rapport à 1982).

Malgré ces épines, on reste résolument optimiste du côté américain sur les perspectives commerciales dans les années à venir. On se dit convaincu que la Chine a fait « une erreur de calcul » en allant à l'épreuve de force sur le dossier des textiles et qu'elle aurait tort d'agiter trop fort celui, encore plus délicat, des ventes de matériel technologique sophistiqué, en particulier électronique. Les chiffres montrent, d'ailleurs, que celles-ci tout en restant modestes ont augmenté, l'an dernier, de plus de 60 %.

L'une des sources de friction dans les affaires commerciales viendrait, selon les Américains, d'exigences démesurées de Pékin qu'un diplomate définit de la sorte : « Les Chinois nous disent de leur accord d'un traitement spécial mais, de leur côté, ils se refusent à nous rendre la pareille. C'est un raisonnement qui n'est pas terriblement convaincant et qui manque singulièrement de logique ». D'une façon générale, les Américains paraissent considérer comme normale une modification de la structure des échanges, les ventes de technologie et d'équipement industriel supplantant progressivement les produits agricoles, qui représentent, pour l'instant, 65 % des exportations des Etats-Unis.

De bonnes perspectives existent en tout cas pour les firmes américaines dans le domaine énergétique (hydroélectrique, charbon, exploitation de pétrole offshore). M. Shultz devrait aborder la question de la participation américaine au programme nucléaire civil chinois.

En revanche, la position de l'administration Reagan sur les ventes d'armes ne paraît pas avoir changé. Il n'est pas dans l'intention des Etats-Unis de contribuer à un accroissement de la puissance militaire de la Chine, qui serait susceptible de leur créer, dans leurs relations avec d'autres partenaires et alliés asiatiques, plus de problèmes qu'ils n'en tireraient d'avantages. Mais toute demande de la part de la Chine sera examinée « cas par cas ».

D'une importance que nul, ici, ne dissimule, la visite de M. Schultz parviendra-t-elle à « injecter cette dose d'adrénaline » dont les relations sino-américaines semblent avoir besoin ? Des deux côtés on paraît espérer que se développe encore une coopération déjà très vaste (cinquante délégations chinoises se rendent chaque mois aux Etats-Unis). Mais le secrétaire d'Etat n'a en main que certaines des cartes capables d'orienter la partie de la bonne direction. Les autres se trouvent à Pékin et pas nécessairement rassemblées dans le jeu d'un seul partenaire.

A la veille de l'arrivée de M. Schultz, un commentateur chinois a noté « incidemment » que « l'amélioration des relations sino-soviétiques n'était, en aucune manière, dirigée contre un pays tiers ». Remarque utile, certes, mais qui montre combien, depuis la visite au juin 1981 de M. Haig, le prédecesseur de M. Schultz, le cadre des rapports entre Pékin et Washington s'est modifié.

MANUEL LUCBERT.

(1) Exposé fait le 13 décembre 1982 devant le National Council on U.S.-China Relations.

Pérou

La police accuse un gouverneur d'avoir ordonné le massacre des huit journalistes

Lima (A.F.P. Reuter). - M. Fortunato Gavilan, gouverneur d'une région des Andes, a ordonné aux paysans le massacre de huit journalistes et de leur guide, a indiqué la police péruvienne, le mardi 1<sup>er</sup> février. Le gouverneur a invité les journalistes à déjeuner chez lui, au village d'Uchuraccay, pendant que son épouse racontait aux paysans qu'il s'agissait de maquisards qu'il fallait abattre, précise la police.

Les obsèques de six des journalistes qui s'étaient rendus dans les Andes pour tenter d'entrer en contact avec les guérilleros du Sendero lumineux ont été célébrées mardi, à Lima, au milieu d'une foule en colère évaluée à plus de cinquante mille personnes.

Le cortège funèbre a parcouru les rues de la capitale pendant plus de quatre heures avant d'arriver au cimetière. La foule a réclamé la démission du ministre de l'Intérieur, M. Rincón Bazo, et criait : « Belandier assassin ! ». « A mort le gouvernement ! », « Les Sinchis (commandos antisubversifs de la garde civile) les ont tués ». Les obsèques des deux autres journalistes, Octavio Infantes, du journal d'Ayacucho *Ultimas Noticias*, et Felix Galvan, correspondant du quotidien de Lima *El Diario*, ont eu lieu respectivement à Ayacucho, en pré-

sence d'une foule importante protestant également contre cet assassinat collectif, et à Huanta, localité située au nord de cette ville.

Le président du collège des journalistes du Pérou, M. Mario Castro Arenas, directeur du journal *Correo*, a qualifié les victimes de « martyrs du journalisme péruvien ».

Il a ajouté qu'après la stupeur, puis l'indignation, était arrivé le moment « de la colère devant l'image d'un gouvernement sourd, muet et aveugle face aux protestations des journalistes péruviens ». « Il n'y a pas à se demander seulement qui a appuyé sur la détente, qui a lancé les pierres, mais qui a incité à commettre ces crimes », a-t-il conclu.

Quant au président Belaunde Terry, il a estimé que les huit journalistes avaient été envoyés « au sacrifice dans une zone extrêmement dangereuse sans prévenir l'autorité compétente ».

Le gouvernement nicaraguayen doit remettre l'ordre de Ruben Dario à l'écrivain franco-argentin Julio Cortazar, distingué pour « sa profonde identification avec la révolution populaire sandiniste ». L'écrivain, âgé de soixante-sept ans, vit la plupart du temps à Paris. - (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● ATTAQUE D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS. - Les forces vietnamito-khmeres ont attaqué lundi 31 janvier, avec le soutien de l'artillerie, le camp de réfugiés de Nong-Chan, situé le long de la frontière thaïlandaise et contrôlé par le Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) de M. Son Sann. Des dizaines de personnes ont été blessées, et les réfugiés, au nombre de trente mille, ont tenté de fuir vers la Thaïlande. Cette dernière a mis ses forces en état d'alerte. - (A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.)

Corée du Nord

● ETAT DE « SEMI-GUERRE ». - Pyongyang a décrété l'état de « semi-guerre » le 1<sup>er</sup> février jusqu'à la mi-avril, en riposte aux manœuvres communes américano-sud-coréennes qui doivent avoir lieu pendant cette période. Ces manœuvres, d'une ampleur inusitée, verront la participation de 70 000 soldats américains, de 118 000 sud-coréens et du porte-avions nucléaire *Enterprise*. D'autre part, Séoul a accusé un avion militaire nord-coréen d'avoir violé lundi son espace aérien. - (U.P.I.)

Grande-Bretagne

● LE GÉNÉRAL CUNNINGHAM, qui s'était illustré dans la corne de l'Afrique pendant la seconde guerre mondiale et avait été le dernier haut commissaire britannique en Palestine, est mort à Tunbridge-Wells, dans le sud-est de Londres, dimanche 30 janvier, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Le général s'était rendu célèbre en conduisant, à partir du Kenya, l'offensive alliée contre les troupes italiennes en Abyssinie. Nommé haut commissaire de Palestine et commandant en chef en Palestine et en Transjordanie en 1945, il occupa ces postes jusqu'au retrait des troupes britanniques au mois de mai 1948. - (A.F.P.)

Ouganda

● CENT SOIXANTE-SEIZE RÉFUGIÉS RWANDAIS sont morts depuis leur arrivée, en octobre dernier, au camp de Merema-Hills (Ouganda, non loin de la frontière avec le Rwanda), a déclaré dimanche 30 janvier, à Kampala, le chef de l'Eglise catholique d'Ouganda, le cardinal Emmanuel Nsubuga, lors d'une conférence de presse. Le cardinal, qui venait d'effectuer une visite dans le camp, n'a pas indiqué l'origine de ces décès. Le

gouvernement et les responsables des organismes charitatifs font leur possible pour venir en aide aux réfugiés, a-t-il précisé. Selon des secouristes, le camp de Merema-Hills, qui abrite environ quatre mille réfugiés, est surpeuplé et manque d'aide médicale. - (A.F.P.)

République d'Irlande

● M. CHARLES HAUGHEY, leader de la Fianna Fail (nationaliste, actuellement dans l'opposition), et ancien ministre, dont la démission avait été demandée mercredi 26 janvier par la majorité des dirigeants de son parti, ne quittera pas son poste, a déclaré dimanche l'un de ses proches, M. Brian Lenihan. Cette crise fait suite à la révélation, par le nouveau ministre de la justice, du fait que son prédécesseur dans le gouvernement de M. Haughey avait fait poser des écoutes téléphoniques sur les lignes de deux journalistes politiques (*Le Monde* du 22 janvier). L'ancien ministre de la justice, M. Sean Doherty, et l'ancien ministre des finances et vice-premier ministre, M. Raymond McSharry, également mis en cause, et proches de M. Haughey, ont démissionné de leurs fonctions de porte-parole. (Corresp.)

Liban

Le Liban... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la coupe de la page. Le texte semble aborder des questions politiques et militaires liées à la situation au Liban à l'époque.)

Haïti au V

Haïti au V... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la coupe de la page. Le texte semble aborder des questions liées à la situation en Haïti.)

**février!**  
un mois exceptionnel pour l'achat de votre  
**PEUGEOT ou TALBOT**



Le meilleur prix - le meilleur service  
**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

**JE SUIS MONTÉ DANS LES CAMIONS SECRETS DU KGB.**

Le KGB sillonne l'Europe dans des semi-remorques d'apparence anodine. Comment fonctionne ce mystérieux réseau de camions travestis ? Actuel a roulé pour vous... Et ce mois-ci, un supplément : 80 pages sur tous les circuits de la nuit à Paris...

**ACTUEL**



TWA Flâneries Américaines

**Floride en liberté 4870 F.**

2 nuits à New York, 3 nuits à Orlando, visite de Disneyworld et Epcot, 2 nuits à Miami... et voiture gratuite pendant 5 jours en Floride.

Prix moyen par personne sur la base d'un couple et 2 enfants. LIC A 703

**TWA**



# AMÉRIQUES

Bolivia

## Front populaire sur l'Altiplano

### II. — La coca, un Etat dans l'Etat

De notre envoyé spécial

Le gouvernement d'Union populaire de M. Siles Zuazo a gagné son premier pari : mettre en œuvre un plan d'austérité draconien sans compromettre la paix sociale. Les mineurs ont joué un rôle d'avant-garde pour aider la gauche au pouvoir à faire ses premiers pas, en évitant des grèves qui pourraient provoquer un nouveau putsch de droite (le Monde du 2 février).

Cochabamba. — Comment comprendre la Bolivie sans parler de la coca ? Ceux qui vivent du trafic de la drogue « constituent un Etat dans l'Etat » aux dires des spécialistes. Il y a trois ans, la coca a donné son nom au dernier putsch militaire qu'a connu le pays. Elle produit deux fois plus de dollars que toutes les exportations réunies. Elle a suffisamment enrichi les paysans qui la cultivent pour étouffer en eux tout sentiment de culpabilité : non seulement ils ne s'offusquent pas des ravages qu'elle provoque aux Etats-Unis, mais certains lui trouvent des vertus « anti-impérialistes », car elle affecte un peuple qui les a trop longtemps dominés.

Le Chaparé est la région de la coca. L'une des plus exubérantes, des plus fertiles régions du pays. Tout y pousse, ou du moins tout y poussait, jusqu'au jour où les quarante mille familles qui l'habitent ont préféré à la culture de l'orange celle d'un arbuste qui donne quatre ou cinq fois plus de profit. De 2000 tonnes de feuilles en 1972, la récolte locale est passée à 82 000 tonnes en 1981. C'est sans doute le seul domaine où la Bolivie ait progressé aussi vite. Depuis trois ans, elle est le premier producteur mondial de coca (1).

Au nord-est du département de Cochabamba, le Chaparé est un morceau de selve tropicale, bien loin de l'Altiplano et de ses visages gelés. Les Indiens de la vallée portent des chapeaux blancs et non les melons gras, fimbriés, qu'on voit sur les hauts plateaux. La langue — est aussi babilante et joyeuse que l'aymara, là-haut, est épre.

Même sans la coca, on aurait envie d'y aller. Seulement, voilà : les paysans de la province n'aiment pas les journalistes. Ils ont promis de tuer le prochain qui se présenterait.

Vous direz : droits de l'homme, commandant un chauffeur de taxi,

que vous êtes un représentant des droits de l'homme, c'est le mot-clé pour entrer dans la région.

Ce « mentir » à la bolivienne contredit, à coup sûr, quelques principes déontologiques. Mais le cas de conscience est vite résolu : des inondations empêchent, pendant plusieurs jours, l'accès au Chaparé. L'histoire de la coca sera donc recueillie sur un coin de table. Les détails sont si nombreux que c'est « comme si on y était ».

#### La « pasta » en vente libre

Il y a un endroit, Shinabasta, où la pasta est en vente libre. La pasta, c'est-à-dire le sulfate de coca, étape intermédiaire avant la fabrication de cocaïne. Tous les jours, on la trouve au marché. Avant, les paysans se contentaient de récolter les feuilles, celles qu'on mâche dans les mines, que des millions de Boliviens chiquent pour « endormir » leur estomac — du moins c'est ce qu'on croyait autrefois ; en fait, la coca les alimente car elle contient des vitamines. Maintenant, les paysans fabriquent eux-mêmes la « pâte ».

Ils arrachent d'abord les feuilles de l'arbre, les mettent à sécher. Puis ils les rassemblent et les arrosent de chaux et de kérosène. Ils les couvrent d'un plastique avant de les fouler avec les pieds. Un jus blanc coule : c'est la pasta, 100 kilos de feuilles pour 1 kilo de « pâte ». La « pâte » est transformée en cocaïne dans des « laboratoires » qui se trouvent, pour la plupart, en Colombie, pays-relais du trafic. Mais il y en a aussi en Bolivie. Quarante pour cent de la pâte est désormais raffinée ici, affirme M. Amado Canelas, le spécialiste déjà cité.

La coca donne du travail à bien des Boliviens. Des étudiants de Cochabamba, à la fin de l'année universitaire, vont dans le Chaparé aider au foulage des feuilles, qui leur donne en une nuit, dit-on, ce qu'un ouvrier gagne à peine en une semaine. (2). Le travail se fait la nuit, au son d'un instrument de musique. Les hommes qui pistent ont l'air de danser.

D'autres « étudiants » viennent, sac au dos, de Santa-Cruz ou d'ailleurs, et repartent avec quelques kilos de « pâte » qu'ils livrent à leurs commanditaires. On imagine des li-

vraisons clandestines, par de mystérieuses filières. Elles existent, sans doute. Mais une partie du butin se collecte aussi au grand jour, et c'est toute une fourmilière qui, l'heure venue, se met en marche.

#### La Mafia et ses tueurs

Santa-Cruz, l'Orient, le Béni — toute l'Amazonie bolivienne, — sont le point de passage obligé du trafic.

gauche au pouvoir. Les « narcotrafiquants », comme on les appelle en Bolivie, constituent un bastion économique. Ils font des profits énormes (1,6 milliard de dollars en 1981), dont bien peu « restent » au pays — de 10 à 20 % environ. Le reste est acheminé à Houston, à Miami ou en Suisse.

Ce bastion a un pouvoir politique. Il peut s'emparer de l'Etat, dit M. Canelas. On l'a bien vu avec

nel Arce Gomez, devenu ministre de l'Intérieur après le putsch de juillet 1980, était l'un des quarante-trois chefs connus de la Mafia. Il a fui en Argentine, avec son ancien patron, le général Garcia-Meza, tous deux radicaux depuis l'écroulement des cadres de l'armée. Mais d'autres officiers impliqués sont restés. De même que nombre de « paramilitaires » qui menaient, parallèlement, leurs activités préférées : trafic et répression politique.

A la fin de l'année dernière, l'un

maintenant, tentées d'intervenir par des golpes.

A tous ceux qui lui reprochaient sa « faiblesse » devant l'armée, le gouvernement répondait qu'il avait été élu pour rétablir la démocratie, et qu'il en respecterait les règles pour assainir le corps des officiers.

« Si nous avions fait des purges, nous aurions eu l'air de vouloir nous venger », dit le ministre de la Défense, M. Ortiz Mercado. Pour condamner quelqu'un, il faut d'abord réunir des preuves contre lui.

Les dirigeants de l'Union démocratique populaire ont préféré agir autrement. Ils ne redoutaient pas de coup d'Etat pendant leurs premiers mois de pouvoir : l'armée était encore sous le choc que lui causait sa défaite. Ils ont donc attendu le mois de décembre, époque habituelle des nominations et des promotions, pour remanier « en profondeur » les commandements, et éloigner dans des ambassades ceux qui s'étaient compromis avec le régime précédent.

En puis, ils ont fait un pari : « Notre armée n'est pas idéologique », affirme le vice-président de la République, M. Paz Zamora, également leader du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). En la « travaillant » bien, on peut la convertir à la démocratie.

Dans l'opposition, le langage n'est guère différent : « Les militaires se sont rendus compte que seuls quelques-uns d'entre eux profitaient de la présence de l'armée au gouvernement, et que celle-ci ne gagnait rien à s'y maintenir longtemps », affirme M. Ciro Humboldt, député du Mouvement nationaliste révolutionnaire (historique), et ancien ministre du général Banzer.

Les militaires s'étaient convaincus que le pouvoir était une « mauvaise affaire ». M. Humboldt pense qu'il n'y a pas aujourd'hui, et pour la première fois depuis longtemps, de golpe en préparation. Mais c'est ce qu'il pense « pour les deux semaines à venir ». After-aid-dela dans les prévisions ne serait pas réaliste. « La Bolivie est un pays imprévisible », dit-il. Ici, il n'y a pas de relation entre les causes et les effets.

CHARLES VANHECKE.

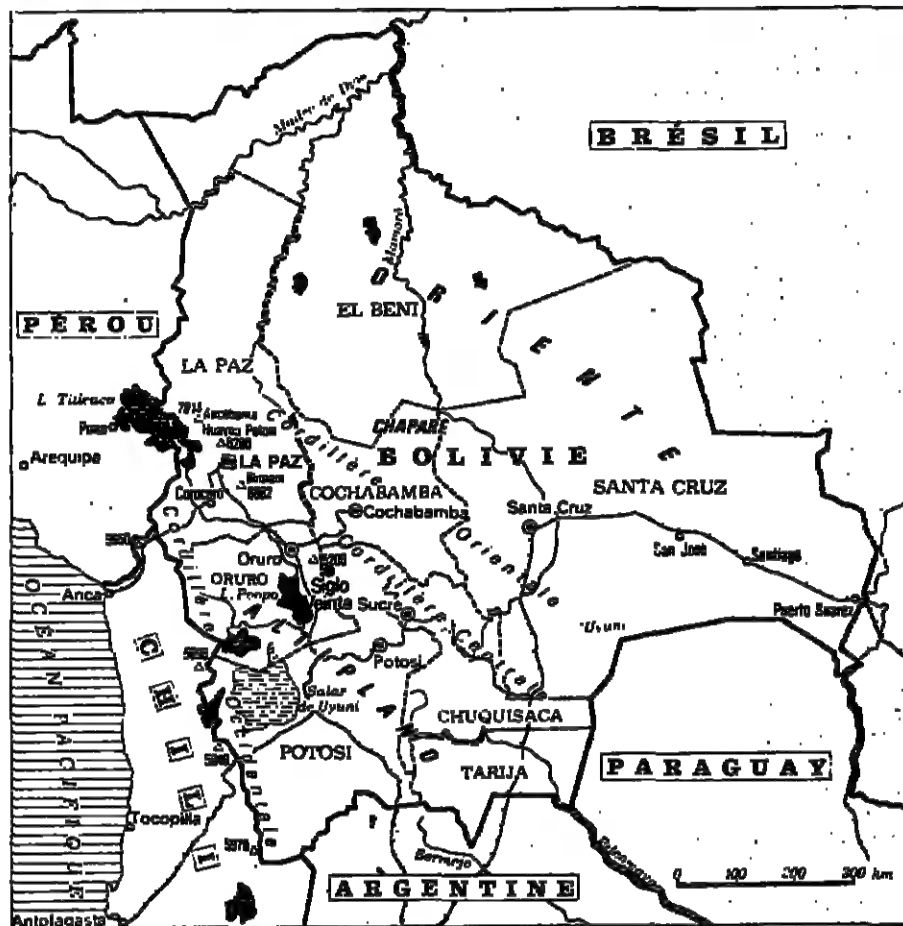
#### Prochain article :

#### UNE RÉVOLUTION MORALE

(1) Chiffres fournis par M. Amado Canelas, journaliste, auteur d'un livre sur la question.

(2) En novembre dernier, 2 000 pesos par unit, alors que le salaire minimum était de 6 500 pesos par mois.

(3) Projet de développement du Chaparé et des Yungas (les Yungas sont des vallées tropicales proches de La Paz, où l'on cultive aussi la coca).



Il y a deux mille pistes d'atterrissage dans la forêt. Chaque élève a une piste dans sa propriété. Il la loue aux pilotes qui font le va-et-vient avec la Colombie.

M. Enrique Valverde, qui donne ces précisions, a eu le temps d'expliquer le sujet. Il gère depuis six ans un organisme, le Prodes (3), qui a essayé — en vain — de remplacer la coca par d'autres cultures. Il sait, par exemple, que la « mafia de la drogue » a ses agents dans le Chaparé, ainsi que ses tueurs. Qu'elle a distribué des armes aux paysans pour qu'ils se défendent contre les « importuns ». Les paysans se sont si bien défendus que la police ne s'aventure plus chez eux. « Le Chaparé est devenu une sorte de République autonome, où le gouvernement n'ose plus mettre le nez ».

Ce même gouvernement qui avait pourtant promis, dès son entrée en fonctions, le 10 octobre dernier, de lutter énergiquement contre le trafic. Mais que pourrait-il contre quarante mille paysans ? « Il faudrait envoyer l'armée », dit M. Valverde. Et ce serait provoquer une guerre. Les motivations que « Che » Guevara n'a pas rencontrées chez les paysans de Nancabaza, quand il a créé son maquis, cette fois, elles existent.

Les condamnations prononcées en haut lieu ne rencontrent guère d'écho, d'ailleurs, dans la population. « Les Boliviens ne considèrent pas le trafic comme un délit », explique M. Canelas. Ils estiment que les trafiquants se contentent d'exploiter les vices des « gringos », ce qui est moins grave, à leurs yeux, que le pillage des coffres publics. Dans tous les pays, la pratique des « commissions » existe. Mais elles sont de 3, de 5 %. Ici, elles sont de 500 %, voire de 1 000 %. Et le plus ouvertement du monde.

Depuis des années, les Etats-Unis font pression sur les gouvernements de La Paz pour obtenir une diminution, sinon une suppression, du trafic. Ils en font une des conditions de leur aide économique. Sont-ils écoutés ? A tous les arguments « moraux » ou politiques qu'on leur présente, les syndicalistes agricoles du Chaparé opposent une étonnante dialectique. Cultiver la coca est un droit, disent-ils, comme l'est le droit à la terre, reconnu par la révolution de 1952. De même est-il légitime, pour les paysans, de transformer cette matière première qu'est la feuille de coca en produit semi-fini, c'est-à-dire en pasta, pour ne pas en laisser le privilège aux Américains. La cocaïne tue des gringos, sans doute. Mais l'étain bolivien acheté par les Etats-Unis sert à fabriquer des armes qui tuent encore plus de gens.

Le débat n'est pas dérisoire. Il pose un problème d'évergore à la

Garcia Meza. En fait, il constitue déjà un super-Etat, plus puissant que celui que formait, il y a trente ans, les barons de l'étain. Plus insaisissable aussi, car clandestin.

#### L'armée gangrenée

Le trafic a gangrené l'armée, ce qui est la pire menace pour l'Union démocratique au pouvoir. A Cochabamba, on se rappelle l'époque, toute proche, où des camions militaires s'approvisionnaient en pasta au marché de Shinabasta. Le colo-

#### LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Voici la composition du nouveau gouvernement formé le lundi 31 janvier par M. Siles Zuazo. Les six ministres du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) qui avaient démissionné ont été remplacés par quatre indépendants et deux membres du M.N.R.I. (Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche).

Affaires étrangères : M. Mario Velarde (M.N.R.I.).

Intérieur : M. Mario Roncal (M.N.R.I.).

Défense : M. José Ortiz Mercado (Ind.).

Plan : M. Arturo Nunes del Prado (Ind.).

Finances : M. Flavio Medichado (Ind.).

Educación : M. Enrique López (Ind.).

Transporte : M. Hernando Pope (M.N.R.I.).

Industrie et commerce : M. Javier Lupo (M.N.R.I.).

Travail : M. Roberto Arnez (P.C.B.).

Santé : M. Javier Torres (Ind.).

Mines : M. Carlos Barragan (P.C.B.).

Agriculture : M. León Barrientos (M.N.R.I.).

Energie : M. Jorge Medina (Ind.).

Intégration régionale : M. Jorge González (M.N.R.I.).

Information : M. Mario Pena (M.N.R.I.).

Secrétariat de la présidence : M. Horacio Torres (M.N.R.I.).

Aéronautique : général Oscar Villa.

Logement : M. Jaime Oñate (P.D.C.).

Ministères démissionnés par le MIR dans le précédent gouvernement.

M.N.R.I. : Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche ; Ind. : indépendant ; P.C.B. : parti communiste bolivien ; P.D.C. : parti démocrate-chrétien.

des reproches le plus souvent formulés à l'encontre du gouvernement de M. Siles Zuazo était de n'avoir pas purgé l'armée de ses éléments « malsains ». Les responsables des partis au pouvoir reconnaissent bien volontiers cette faille. Ailleurs, dans le pays, on allait quelquefois plus loin : « Non seulement les paramilitaires n'ont pas été chassés, mais ici, ils dirigent la police », affirmait un notable de Cochabamba. Le secrétaire général de la Centrale ouvrière bolivienne, M. Juan Lechin, demandait alors de réduire de moitié le budget de l'armée — un bon moyen d'assainir les finances publiques, disait-il — et proposait d'envoyer les troupes aux frontières, leur lieu de garnison naturel, au lieu de les laisser stationner autour des grandes villes, où elles sont, en per-

#### Haïti

#### LA BRIGADE HECTOR-RIOBÉ DÉMENT VOULOIR MENACER LE PAPE

Les responsables de la brigade Hector-Riobé, organisation d'extrême droite, ont démenti, dans un communiqué diffusé à New-York, vouloir compromettre la sécurité du pape pendant sa visite à Port-au-Prince, le 9 mars. L'information, donnée à Haïti (le Monde du 28 janvier), est sans doute basée sur un faux. Dans son communiqué, la brigade met en garde « la diaspora haïtienne contre toute manœuvre d'un gouvernement du satrapes qui tente de la discréditer » par de « fausses informations » et affirme attendre de la « bénédiction du Saint-Père » que le pays soit « libéré de ce régime d'assassins ».

■ Jean-Claude Duvalier II. — M<sup>me</sup> Michèle Benoit-Duvalier, épouse du président haïtien, a mis au monde, le lundi 31 janvier, à Port-au-Prince, un garçon qui a été nommé François, Nicolas, Jean-Claude Duvalier II. C'est le premier enfant du couple. — (A.F.P.).

#### Guatemala

#### SIX JEUNES GENS ENVOYÉS DEVANT UN PELOTON D'EXÉCUTION PAR UN TRIBUNAL MILITAIRE SPÉCIAL

Guatemala (A.F.P.). — Un tribunal militaire spécial a appelé la condamnation à mort pour « activités subversives » de six jeunes gens, cinq Guatémaltèques et un Hondurien, qui devaient être fusillés ce mercredi 2 février.

Les frères Walter et Sergio Marroquin Gonzalez, Hector Aroldo Morales Lopez, tous trois accusés de participation à un enlèvement, ainsi que Carlos Subyry, Pedro Razon Lopez et le Hondurien Marco Antonio Gonzalez, accusés d'activités terroristes, devaient être exécutés à l'aube au cimetière de la capitale. En revanche, le même tribunal a décidé la remise en liberté « faute de preuves suffisantes » de quatre autres personnes condamnées à mort en première instance. La famille de deux des condamnés, les frères Marroquin, a affirmé que ces derniers « n'avaient pas été entendus par la Cour suprême de justice, devant laquelle ils avaient introduit un recours ».

#### El Salvador

#### L'armée est mise en échec par la guérilla dans le département d'Usulután

San-Salvador (A.F.P.). — Le haut commandement de l'armée salvadorienne s'est réuni toute la journée du mardi 1<sup>er</sup> février après l'annonce que des renforts envoyés dans le département d'Usulután vers la ville de Berlin, prise lundi par les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale, étaient tombés dans des embuscades. Selon les rebelles, les embuscades ont eu lieu à Alegria et à Umana, cette dernière localité étant proche de Berlin. Dix militaires auraient été tués au cours de ces opérations.

Avec la prise de Berlin, le F.M.L.N. contrôle une importante région productrice de coton et de café dans le département d'Usulután. Selon des informations non confirmées, il se serait aussi emparé de la localité de Jiquilisco, au sud de la route du littoral. De son côté, le service de presse de l'armée, faisant état d'une progression des forces régulières sur le front nord du pays, a déclaré que la prise de Berlin était une « manœuvre » du F.M.L.N.

pour détourner l'attention de son « échec dans le département de Morazan ».

La guérilla a aussi fait état de combats dans la ville de Suchitoto, à 44 kilomètres au nord-est de San-Salvador. Et les communications avec l'est du pays étaient, mardi, entièrement interrompues.

Au plan politique, le major Roberto D'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante et dirigeant du parti Arena (extrême droite), a menacé, mardi, de démissionner de ses fonctions si l'Assemblée ne revenait pas sur son vote de jeudi retirant une partie des pouvoirs de son président. Ce vote avait décidé que le président de l'Assemblée ne serait plus seul habilité à la convoquer en séance. Désormais, il partage cette prérogative avec les neuf membres du directeur de l'Assemblée. Le major D'Aubuisson avait essayé d'utiliser ce pouvoir pour tenter de s'opposer à la ratification de la nomination au poste de ministre de la Santé de M. Napoleon Cardenas, du parti Action démocratique (A.D., centre droit), désigné par le chef de l'Etat, M. Alvaro Magana, pour remplacer M. Fernando Berrios Escobar de l'Arena.

#### Nicaragua

■ L'armée nicaraguayenne a été mise en état d'alerte en raison des manœuvres militaires conjuguées américano-honduriennes qui ont commencé le mardi 1<sup>er</sup> février. Des groupes de partisans du gouvernement ont manifesté dans la capitale contre ces manœuvres et la politique américaine en Amérique centrale. Puis ils se sont rassemblés devant la nonciature apostolique et ont remis des messages demandant au pape Jean-Paul II de « prier pour la paix au Nicaragua » et en Amérique. Les autorités préparent, de leur côté, une marche populaire de protestation contre les manœuvres. — (A.F.P.).

**Publicité**  
**ENGLISH FOR BUSINESS**  
Chefs d'entreprise, je vous propose un service personnalisé : La conversation anglaise centrée sur les affaires à des horaires flexibles, la traduction rapide et précise de votre correspondance et documents juridiques.  
DEENA STRYKER : 556-11-01

**ISLANDE**  
Nouvelle liaison maritime par le ferry EDDA  
Allemagne/Angleterre  
**REYKJAVIK**  
Informations  
toutes agences de voyages ou  
**ALANT'S TOURS**  
Agent général  
5, rue Danielle Casanova  
75001 Paris tél. 296.59.78

**PRET GRATUIT DE 500 COURTS METRAGES (16mm-vidéo)**  
EDUCATIFS, TECHNIQUES, CULTURELS  
AUX ENSEIGNANTS, ANIMATEURS, FORMATEURS  
**CEDFI**  
CATALOGUES 16 mm ou vidéo sur demande :  
RENSEIGNEMENTS :  
(1) 736.50.20  
BP 40 - 92302 LEVALLOIS CEDEX



EN VUE DES ELECTIONS REGIONALES

## M. Pierre Mauroy se rend aux Antilles et en Guyane pour soutenir les partis de la majorité

Deux mois après sa visite à la Réunion, M. Pierre Mauroy se rendra successivement, à partir de mercredi après-midi 2 février, en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe pour expliquer la politique du gouvernement à l'égard de ces départements, mais surtout pour soutenir les listes présentées par les

partis de la majorité, notamment celles du P.S., aux élections régionales qui doivent avoir lieu, pour la première fois dans les départements d'outre-mer, le dimanche 20 février. M. Mauroy doit gagner Paris dimanche soir 6 février, la veille de l'ouverture de la campagne officielle.

### De notre envoyé spécial

CAYENNE. — Après l'instauration, dans chacune des quatre régions comprenant un seul département, d'un conseil régional élu au suffrage universel et à la proportionnelle, comme en Corse, il devrait être doté ultérieurement de prérogatives très étendues en matière de développement économique, social et culturel, l'objectif du gouvernement est clair : il s'agit de porter la gauche au pouvoir dans ces quatre régions actuellement contrôlées par la droite, celle-ci ayant été favorisée jusqu'ici par un découpage inégalitaire. Le gouvernement estime que seule la prise de contrôle des affaires régionales par les représentants de la majorité peut permettre de mener à bien une politique réformatrice et d'effacer définitivement « les séquelles du colonialisme ».

Les espoirs de la gauche se fondent sur le fait qu'au premier tour des élections législatives de 1981 les candidats se réclamant de la majorité avaient recueilli, sur l'ensemble des départements, la majorité absolue des suffrages exprimés (52 % en Guadeloupe, 51,18 % en Guyane, 51,34 % en Martinique et 50,64 % à la Réunion), alors que le deuxième tour de l'élection présidentielle « était traduit par un raz de marée giscardien ». Toutefois, les élections cantonales de mars 1982 ont mis en évidence les limites du réflexe législatif de l'électorat, puisque l'avancée socialiste constatée lors de ce scrutin

n'avait pas empêché au second tour les composantes les plus radicales de l'opposition de prendre partout la direction des nouveaux conseils généraux. L'incertitude qui en est résultée a été accentuée par la difficulté de rendre le « changement » perceptible dans ces anciennes colonies, où la situation économique et sociale est particulièrement difficile, notamment aux Antilles. En 1981, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté de 27 % en Martinique, de 17 % en Guadeloupe et de 11 % à la Réunion.

### Peu de militants socialistes

L'engagement personnel du chef du gouvernement dans la campagne pré-électorale a aussi pour objectif, comme lors de son voyage à la Réunion, de contrer les arguments sans cesse répétés par la droite, qui assimile les partis de gauche aux minorités indépendantes. En Guyane et aux Antilles, le premier ministre réaffirme que la majorité entend maintenir les DOM « dans le cadre des institutions de la République française », mais qu'il veut, aussi, y conduire une politique « placée sous le signe de la lutte contre les inégalités, de la justice sociale et de la solidarité nationale ».

M. François Mitterrand était lui-même intervenu, le 16 janvier sur R.F.O. (Radio télévision française d'outre-mer), et avait déclaré : « Par la régionalisation, nous avons accru les chances d'unité nationale ». M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer, vient de faire distribuer à chaque électeur une lettre assurant que « les départements d'outre-mer sont et resteront français ». Il s'agit d'être toute crédibilité aux arguments de l'opposition, selon laquelle le scrutin du 20 février serait valeur de référendum ou contre l'indépendance des DOM.

Cette mobilisation répond aussi au besoin de pallier l'insuffisante présence, voire l'absence, des militants locaux du P.S. Le parti socialiste ne dispose aujourd'hui

d'aucun relais qui soit encore véritablement efficace. La presse quotidienne reste souvent sous le contrôle du groupe Hénart, et les fédérations socialistes connaissent partout de grandes difficultés à assurer leur implantation auprès de concurrents plus anciens et dont les orientations nationalistes correspondent mieux aux sensibilités locales, qu'il s'agisse du parti progressiste martiniquais, présidé par M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, du parti communiste réunionnais, dirigé par M. Paul Vergès, membre de l'Assemblée européenne et du parti socialiste guyanais.

En outre, les socialistes n'échappent pas, dans ces terres lointaines, aux passions qui caractérisent une vie politique locale animée par les querelles de personnes. C'est ainsi qu'en Guadeloupe la liste du P.S., conduite par M. Frédéric Jalton, député et maire des Abîmes, est nettement concurrencée par celle du « Nouvel Horizon », constituée à l'initiative de l'ancien premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Félix Proto. De même, en Martinique, la composition de la liste emmenée par M. Casimir Branglière, maire de Trinité, provoque un différend à l'intérieur de la fédération. La section socialiste de la commune de Saint-Marie, l'une des plus importantes de l'île, menace de faire voter pour la liste du parti progressiste martiniquais parce qu'elle estime n'avoir pas été traitée avec les égards qui lui étaient dus. Si en Guyane le scrutin se pose différemment, c'est tout simplement parce qu'il n'existe pas de fédération socialiste.

Au total, le gouvernement, ses partisans et ses alliés ont bien des handicaps à surmonter.

ALAIN ROLLAT.

## JACK LANG MINISTRE DE LA CULTURE SUR EUROPE 1



JEUDI 3 FÉVRIER

■ 6H30/8H40 DANS "AUJOURD'HUI"  
■ 8H30 DANS "EXPLIQUEZ-VOUS" D'YVAN LEVAI  
■ 8H40/11H DANS "ÇA VA LA VIE"  
■ 14H/16H DANS "DÉCOUVERTES" DE J.P. ELKABACH  
■ 20H30/22H30 DANS "RADIO LIBRE..." LA CULTURE

VIVEZ EN EUROPE 1

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. MAIRE

## M. Marchais dénonce les « apprentis sorciers de l'austérité »

« Trente-trois jours pour gagner » : c'était le mot d'ordre du rassemblement organisé par le parti communiste, mardi 1<sup>er</sup> février, salle de la Mutualité, à Paris. Une « Muta » sans surprise, au cours de laquelle, devant les dirigeants du P.C.F. et les élus communistes de la région parisienne, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, a défini l'enjeu des élections municipales dans la capitale et dans ses petite et grande couronnes.

Face à la politique de « déclin » de la région, menée par l'ancienne majorité, « il ne s'agit plus de résister, mais d'inverser le cours des choses », a expliqué M. Paul Laurent. Le chef de file de la gauche dans le dix-neuvième arrondissement a accusé M. Chirac de vouloir faire de Paris un « bastion de la richesse et des privilèges ». Il s'est prononcé pour une politique de renouveau industriel et de logement social dans la capitale.

Après la lecture par M. Paul Laurent d'un message que M. Paul Quilès, candidat de la gauche à la mairie de Paris, avait apporté lui-même au début de la réunion, M. Georges Marchais a expliqué les raisons des efforts que le P.C.F. consacre « depuis plusieurs mois » à réaliser l'union pour les élections municipales. Au passage, le secrétaire général a décoché quelques boutades aux dirigeants de l'opposition : M. Michel Poniatowski, « alléssé au blason défranchi », chez qui « l'enflure et le mensonge sont une seconde nature » ; M. Jacques Chirac, chez qui « plus les idées sont creuses, plus les mots sont ronds », et dont on se demande, après qu'il a pris pour mot d'ordre « la révolution de la responsabilité », s'il ne va pas crier, à la prochaine élection, « ni Dieu ni maître ! ».

Après avoir insisté sur la « portée nationale considérable » du scrutin de mars, M. Marchais a fait allusion, sans le préciser, aux propos tenus le 31 janvier par M. Edmond Maire, rangé implicitement parmi « les apprentis sorciers de l'austérité ». Les communistes ont, eux aussi, « le souci d'une gestion saine et rigoureuse », a expliqué le secrétaire général, mais cela implique, à leurs yeux, que « la préservation des moyens de l'investissement » s'accompagne du « maintien d'un niveau suffisant de consommation ». — P. J.

France d'avancer dans la voie originale qu'elle a choisie, comme elle le fait depuis vingt mois.

Mais si on entend par « rigueur », a poursuivi M. Marchais, une politique de retour au passé, prônant la réduction de la consommation et la croissance zéro ou négative, nous disons fermement : non. Car cette politique-là, la France l'a subie hier : c'est elle qui l'a conduite au fond du gouffre. Et nous en voyons les effets aujourd'hui dans les pays qui nous entourent. Avec ces recettes-là, le chômage vient d'augmenter de 50 % en dix-huit mois aux Etats-Unis, et il atteint aujourd'hui douze millions de personnes : en Allemagne de l'Ouest, il a progressé de 40 % en onze mois et a franchi le cap des deux millions ; en Grande-Bretagne, il dépasse les trois millions. Les apprentis sorciers de l'austérité ont fait trop de mal à notre pays, et les partis de la majorité ont bien raison de les dénoncer.

M. Marchais, les forces de droite, tout en réclamant des élections législatives anticipées, « ne se font pas trop d'illusions : elles savent bien, a-t-il dit, que le président de la République est élu pour sept ans et l'Assemblée nationale pour cinq. C'est pourquoi, faute de pouvoir renverser le gouvernement, elles pensent de tout leur poids pour tenter de l'empêcher de garder le cap. Elles voudraient parvenir à infléchir son action pour l'éloigner de la politique que les Français ont choisie et qui a été engagée depuis, pour lui faire reprendre les sentiers battus de l'austérité qui, hier, nous ont conduits à la situation désastreuse qu'on connaît. Un tel infléchissement présenterait un double avantage pour la droite : non seulement il favoriserait le grand capitalisme, mais il lui permettrait aussi d'accuser le gouvernement de gauche de « régression sociale ».

Le secrétaire général a expliqué à ce sujet : « Naturellement, nous avons aussi, nous, communistes, le souci d'une gestion saine et rigoureuse. Il faut, à l'évidence, veiller à la préservation des moyens de l'investissement, à la solidité de notre appareil productif en tenant compte des contraintes environnementales. Ce qui suppose de permettre à la

### M. MARCHELLI (C.G.C.) : une attitude « démagogique » et « scandaleuse »

M. Paul Marchelli, député général de la Confédération française de l'encadrement C.G.C., a réagi violemment dans un communiqué, le 1<sup>er</sup> février, aux propos tenus la veille par M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. « Décidément, nous vivons dans un monde à l'envers », a déclaré M. Marchelli. Que le numéro un de la C.F.D.T. se permette d'être le porte-parole du gouvernement en préconisant un second plan de rigueur, après que son organisation eut tout mis en œuvre pendant des semaines pour faire perdre la fabrication de dizaines de milliers de véhicules chez Renault, relève d'une attitude démagogique scandaleuse. « Qui va payer les pertes de l'entreprise nationalisée Renault, sinon le contribuable ? s'interroge M. Marchelli. Le personnel d'encadrement de France en a assez des donneurs de leçons, qu'ils soient ministres ou syndicalistes, car les uns passent leur temps à se tromper et les autres à mettre la pagaille partout et ce sont toujours les mêmes qui paient... »

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré : « Les déclarations, d'ailleurs courageuses, de M. Edmond Maire à la sortie de son entretien avec le président de la République, confirment la gravité de la situation économique et sociale, et donc les analyses que fait actuellement l'opposition. »

Alors que le premier ministre et le gouvernement s'efforcent depuis quelques jours de nier cette situation, ces déclarations, en soulignant la nécessité d'un nouveau plan de redressement, démontrent à l'évidence l'échec du plan précédent.

Les propositions de M. Edmond Maire révèlent enfin qu'un plan d'austérité est en préparation pour le lendemain des élections municipales, ce qui est actuellement soigneusement caché aux Français par le gouvernement.

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., nous a déclaré : « Il y a actuellement une mobilisation de l'électorat de gauche face aux menaces de régression sociale. Il est donc souhaitable d'appuyer la politique menée par le gouvernement et qui fait prendre conscience aux Français de la nécessité de se mobiliser. Je suis pour tout ce qui contribue à cette mobilisation. On oublie un peu trop le bilan positif de l'action du gouvernement. Elle consiste certes à mener une politique de rigueur, mais aussi une politique de solidarité et de plus grande justice sociale. »

AUX ASSISES NATIONALES DE MONTPELLIER

## Le Recours appelle les rapatriés à sanctionner les parlementaires qui avaient refusé la reconstitution de carrière des généraux de l'O.A.S.

De notre correspondant

Montpellier. — Les élections municipales de mars et la situation des rapatriés d'Afrique du Nord en Corse sont les premières préoccupations de la Confédération du Recours (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spolies), qui, sous la présidence de M. Guy Forzy, rassemble une vingtaine d'associations de rapatriés et vient de réunir ses assises nationales à Montpellier, en présence d'un millier de « pieds noirs » et de Français de confession musulmane.

Le Recours accorde un satisfecit d'ensemble au gouvernement, mais un soutien nuancé pour les élections municipales, dont il déplore « l'excessive politisation ».

Dans une motion présentée par son porte-parole, M. Jacques Roseau, et approuvée à l'unanimité, samedi 29 janvier, le Recours déclare qu'il souhaite « s'en tenir en toute indépendance à son rôle de défenseur, tant au plan moral que matériel, de la communauté rapatriée ». Il rappelle « aux millions d'électeurs » « pieds noirs » et « français musulmans » que l'actuel gouvernement, sous l'autorité du président de la République, a véritablement apporté un certain nombre de solutions sérieuses à divers problèmes, dont l'amnistie totale demeurera le signe le plus éloquent.

Néanmoins, le Recours, « partageant l'amerlume de la quasi-totalité des rapatriés après l'attitude de nombreux parlementaires opposés au geste de réconciliation nationale du président de la République », invite les rapatriés à se déterminer « en fonction du comportement et de la loyauté des candidats ». Cette position conduit

le Recours à sanctionner les candidats hostiles à la reconstitution de carrière des généraux de l'O.A.S. et, tout particulièrement, les communistes et les « gaullistes historiques ». Il précise que la seule formation politique à avoir voté intégralement le projet de loi, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, est le Mouvement des radicaux de gauche, lesquels « méritent ainsi le soutien des électeurs rapatriés dès lors qu'ils conduisent une liste ».

M. Roseau a cité plusieurs villes dans lesquelles le Recours entend démontrer l'importance de son soutien ou de son opposition. La motion appelle les rapatriés à sanctionner, pour l'U.D.F., M. Jousseaume à Aix-en-Provence ; pour le P.S., M. Gallo à Nice ; M. Goux à Béziers ; pour le P.C.F., M. Paul Balmigère à Béziers ; pour le R.P.R., M. Aubert à Menton et M. Santoni à Marseille. Le Recours, en revanche, appelle à soutenir plusieurs candidats du P.S. : M. Labarrère à Pau, M. Gouze à Marmande, M. Frêche à Montpellier et M. Duffaut à Avignon, la candidate U.D.F., Mme Moreau, à Mandelieu et M. Jean-Michel Baylet (M.R.G.) à Valence-d'Agén.

M. Henri Bruna a souligné, pour sa part, la gravité de la situation en Corse, où résident quinze mille rapatriés. « Si des activistes minoritaires, a-t-il déclaré, devaient faire que nos compatriotes soient entraînés vers de nouvelles ruines et un nouvel exode, le soutien aux hommes politiques serait totalement revu. »

ROGER BÉCIAUX.



## POLITIQUE

## LES NOUVEAUX MAIRES DE MARS

## Une avancée de la démocratie locale

Des urnes sortiront au soir du 13 mars non seulement des nouveaux conseillers municipaux et des nouveaux maires, mais aussi des nouveaux mandats, mais aussi des mandats nouveaux. Par rapport à ceux qui, sous le buste de Marianne, occupent les mêmes fonctions en 1977, voire avant le 10 mai 1981, les magistrats qui auront en charge les communes à partir de la mi-mars seront des hommes et des femmes investis de fonctions, de responsabilités, d'un statut, de pouvoirs complètement nouveaux dans l'édifice institutionnel du pays. A ce titre, on peut dire que les maires de mars 1983 inaugureront une nouvelle étape de la démocratie locale.

Et ce, cent ans presque jour pour jour après la grande loi de 1884 qui, pour la première fois, donnait un statut et des règles de fonctionnement aux communes.

Depuis dix-huit mois, les choses n'ont en effet pas traîné au chapitre de la décentralisation. Les choses ? Au moins les lois, les décrets, les circulaires. Et s'il est vrai qu'on ne change ni les institutions ni les mœurs seulement avec des textes, il fallait bien commencer par là dans la mesure où la loi, en France, a toujours servi de préalable juridique indispensable à toute réforme en profondeur.

L'ensemble des collectivités locales (communes, départements, régions) a senti passer le souffle des réformes, mais le maire en est probablement le principal bénéficiaire... ou la victime désignée, selon le point de vue qu'on porte sur la décentralisation et la « débureaucratiation » de l'appareil d'Etat.

C'est la loi du 2 mars 1982 intitulée « Droits et libertés des communes, départements et régions » — texte de référence préparé, discuté, voté, promulgué puis explicité à un train d'enfer par la volonté de MM. Mauroy et Defferre — qui compose le noyau dur du « maire nouveau » de 1983 par rapport au maire de 1977, date des dernières élections municipales. Toutefois, le régime d'avant mai 1981 avait accompli une partie du travail de réforme et de modernisation du statut des maires. C'est au compte du gouvernement de M. Barre qu'il faut mettre le lancement de la réforme des collectivités locales (certes beaucoup plus prudente que celle de son successeur) touchant pour l'essentiel le domaine des finances. Ainsi, ont été globalisés et regroupés les concours de l'Etat aux communes (dotation globale de fonctionnement, D.G.F.), ce qui a clarifié et simplifié les rapports entre les deux partenaires. Le maire connaît en temps utile la somme qu'il pourra inscrire à son budget au titre de la D.G.F. et il l'affectera comme bon lui semble. Il ne va plus faire la quête auprès d'une multitude d'organismes ou de ministères. Progressivement, le même système va entrer en vigueur pour la dotation globale d'équipement (D.G.E.), remplaçant les subventions ponctuelles des ministères — qui pour l'école, pour le logement, pour l'hospice ou la piscine — délivrées un peu « à la tête du client ». Le maire quêteur, tireur de sous-ventes ministérielles, c'est (presque) fini.

De même, et c'est encore à mettre au crédit de l'avant 10 mai 1981, les maires ont acquis une plus grande liberté en matière fiscale puisqu'ils peuvent — avec leur conseil municipal — fixer eux-mêmes les taux des quatre impôts locaux directs qu'ils perçoivent : taxe d'habitation, foncier bâti, foncier non bâti, taxe professionnelle (ancienne patente).

De la sorte, chaque commune est en mesure de définir et d'appliquer, en partie au moins, une stratégie financière. L'autonomie, la liberté, ne sont pas des vains mots. On peut ici construire des piscines, là préférer

gonfler le patrimoine des réserves foncières ou multiplier les subventions aux associations, ou encore juger prioritaire l'usine d'incinération des ordures.

Mais la liberté restait relativement illusoire tant que n'était pas levée l'hypothèque des tutelles juridiques, politiques et techniques. La loi du 2 mars 1982 enlève au préfet, commissaire de la République, le pouvoir d'exercer la tutelle de l'Etat sur les décisions des communes, des conseils généraux, des régions. Tout se passait auparavant comme dans une famille : l'enfant — le maire — devait demander au père — le préfet — l'autorisation de faire ceci ou cela. Désormais, le maire est un adulte. Il agit comme il l'entend. Mais si ses actes se révèlent contraires à la législation ou aux règles financières en vigueur, le maire pourra être rappelé à l'ordre — à l'initiative du commissaire de la République — par le tribunal administratif ou la chambre régionale des comptes. Le contrôle a priori par le pouvoir politique est remplacé par l'éventuelle sanction a posteriori par le discernement des juges. Qui contestera dès lors que la plage de liberté des maires s'en trouve considérablement élargie ? Mais — corollaire logique — le maire ne pourra plus brandir devant ses administrés l'alibi — ou l'excuse — de la tutelle préfectorale et sous-préfectorale. On gagne du temps et les décisions gagnent en clarté. La responsabilité n'est plus anonyme et l'on coupe au plus court dans les circuits administratifs et le cheminement de bureau en bureau.

## Economie oblige

Elargissement des responsabilités, élargissement des compétences et des pouvoirs. Mais les activités traditionnelles demeurent, en matière de police, de stationnement, de circulation par exemple. Les choses vont beaucoup changer en revanche dans le secteur de l'urbanisme et du cadre de vie. Le maire délivrera le permis de construire, ou le refusera au nom de la commune en assumant lui-même les éventuelles conséquences contentieuses.

Le maire aura, grâce à la loi du 7 janvier 1983 sur le premier train de répartition des compétences, des pouvoirs très larges pour l'aménagement du territoire, l'emploi, les activités industrielles, l'exportation. Même si l'industrie doit rester le métier des industriels et la gestion communale celui des maires, la crise économique actuelle oblige les maires des communes à se préoccuper au premier chef des problèmes d'emploi dans leur localité. Comment imaginer que le maire de Thionville puisse rester à l'écart de ce qui se passe chez lui lorsque la sidérurgie licencie des milliers de métallistes ? Et le maire de Boulogne-sur-Mer, si d'aventure le hareng venait à ne plus se vendre ?

De plus en plus les budgets communaux sont appelés non seulement à aider socialement des familles dans une passe difficile, mais aussi à construire des usines-relais louées à un industriel qui fait ses premiers pas, à apporter leur garantie à un emprunt, à favoriser la création d'une zone industrielle, à promouvoir le commerce extérieur. Lorient, port de pêche, noue des liens avec Annaba, Marseille avec Alger, ce qui va bien au-delà des traditionnels jumelages. Cholet met au point une véritable politique industrielle ou des métiers de la mode.

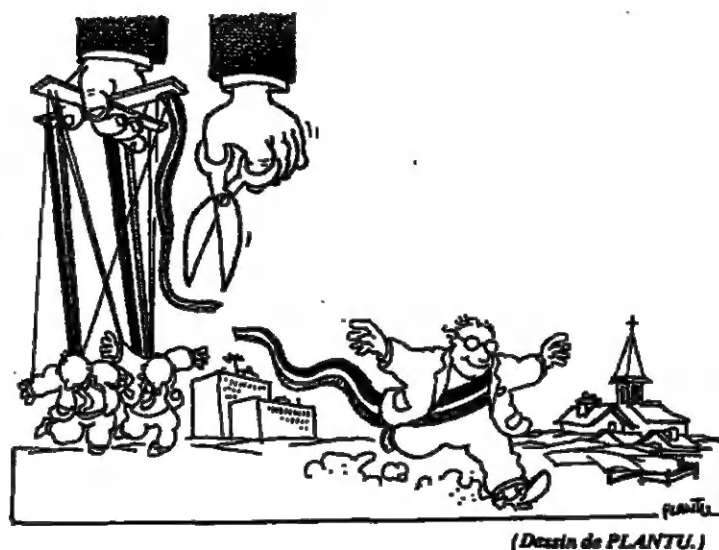
Il faut donc que les maires nouveaux constituent autour d'eux non seulement un noyau de collaborateurs politiques (la mode des cabinets, des chargés de mission fait recette), mais aussi une équipe de collaborateurs techniques rompus aux disciplines de l'économie moderne. Pivots de ces équipes, les se-

crétaires généraux des villes sont appelés à jouer un rôle grandissant. Mais c'est toute la fonction publique communale qui est en cours de mutation, depuis le commis jusqu'à l'ingénieur, depuis le garde-champêtre jusqu'au secrétaire général. Dans le projet de loi qui doit être discuté au printemps au Parlement, il est prévu précisément de créer une fonction publique locale calquée sur celle de l'Etat, avec les mêmes droits, les mêmes garanties, la même attractivité.

Les maires eux-mêmes veulent et ont besoin d'un statut. Faudra-t-il considérer leur fonction toujours plus pesante comme un métier à plein temps qui mérite salaire, retraite, congés ou comme une œuvre de bénévolat ? Une femme ou un homme dévoué peuvent-ils à la fois être maire, conseiller général, parlementaire, voire député européen, sans parler de la présidence de l'hôpital, de l'office d'I.L.L.M., ou de la société d'équipement touristique ? Un trop grand cumul des mandats électifs ne risque-t-il pas de transférer, dans les faits, le pouvoir aux techniciens ?

Autant de questions que tous les gouvernements — et déjà avant celui de M. Mauroy — ont posées sans pouvoir, sans vouloir y apporter une réponse. C'est pourtant la question essentielle de l'exercice du pouvoir — et plus exactement des contre-pouvoirs locaux face à la puissance d'Etat — qui est au cœur du débat.

FRANÇOIS GROSCHARD.



## Consultation miniature

## Sainte-Hélène en Lozère : quarante-quatre électeurs

De notre correspondant

Mende. — Au détour d'un virage apparaissent quelques solides bâtisses aux murs de pierre avec des toits d'ardoise d'un gris bleuté, à l'architecture superbe, semblables aux carènes des navires. Dans la vallée du Lot, entouré de vignes de pompiers, le village de Sainte-Hélène (Lozère) a fière allure mais il paraît être atteint d'une sorte de léthargie hivernale : rues désertes, maisons aux volets clos, regards furtifs derrière les fenêtres.

Dans le département le moins peuplé de France (1), Sainte-Hélène, à treize kilomètres de Mende, est devenue aujourd'hui la commune lozérienne qui compte le moins d'électeurs : quarante inscrits pour la consultation cantonale de l'an dernier.

Quelle allure prend la campagne municipale dans cette localité durement frappée par l'exode ? « Depuis des décennies, il n'y a qu'une seule liste. Pour en faire deux, il faudrait prendre... les enfants », dit en souriant Pierre Boiral, soixante-quinze ans. Il a abandonné son poste de maire en 1971 pour des raisons de santé, mais reste membre du conseil municipal depuis... 1945. « Cette année, confie-t-il, je souhaitais ne pas me représenter mais je vais être contraint de figurer une nouvelle fois sur la liste unique faute de candidats en nombre suffisant. On est conseiller municipal de père en fils et pratiquement toutes les familles sont représentées ».

Sainte-Hélène reste résolument à

**INÉDIT**  
Ce livre intéresse tous les Français  
**Le FAIT FRANÇAIS**  
dans le monde  
**LA FRANCE**  
3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE  
François de PREUIL  
analyse population, éducation (zone maritime outre-mer), industrie, agriculture, puissance financière, zone franc, défense, rayonnement culturel mondial. DOM-TOM, communauté et conférence francophones et les quarante pays d'expression française.  
156 pages. 70 F français.  
**CHATEAU DE PREUIL**  
49560 - NUIEL-SUR-LAYON

## Trente-six mille quatre cent vingt-deux parties prenantes...

Est-ce un bien, est-ce un mal ? La démocratie y gagne-t-elle au détriment de l'efficacité ? Toujours est-il que la France est le pays d'Europe où l'émiettement communal est le plus marqué : 36 394 communes en 1975... 36 422 en 1982.

Pourtant, au-delà de ces chiffres bruts, la coopération communale présente des formes diverses qui commandent la vie quotidienne, la gestion, le fonctionnement des services de nombreuses villes et villages. Neuf communautés urbaines (252 communes) regroupent 4 017 millions d'habitants. On dénombre (1) 147 districts (1 284 communes et 5 445 millions d'habitants) et 1 980 syndicats à vocation multiple, SYVOM (19 157 communes, 20 324 millions d'habitants).

## Nombreux petits

Les communautés urbaines (qui ont de larges compétences dans les domaines de l'urbanisme, des transports, des constructions scolaires, de l'assainissement) intéressent autant des villes moyennes (Cherbourg et sa banlieue) que des grandes métropoles (Lyon et 54 communes, Lille et 86 communes), tandis que le Pas-de-Calais et le Territoire de Belfort sont les départements où les districts rencontrent le plus « franc succès » auprès des maires.

Selon des indications tirées du recensement de 1975 (celui de 1982 n'a pas pu être encore exploité de façon précise), 72 % des communes ont moins de 700 habitants et 90 %

ont moins de 2 000 habitants. Les villes de plus de 50 000 habitants ne constituent que 0,3 % du total.

Les petites communes ne peuvent évidemment pas « offrir » les services de cadres et de techniciens de haut niveau, supérieur au bocalaureat, qu'on appelle « agents de ca-

dre A ». Les villages de moins de 2 000 habitants ont 0,3 % de cadres parmi leurs agents communaux, mais les grandes villes de 80 000 à 150 000 habitants en ont 5,8 %.

Pour sa part, Paris emploie 40 000 fonctionnaires, dont des administrateurs du niveau de l'Ecole nationale d'administration.

## ...220 milliards en jeu

Les communes gèrent des sommes considérables. En 1982, les villes (et leur groupement) auront dépensé quelque 220 milliards de francs (+ 2,8 % en francs constants par rapport à 1981). Une augmentation due à l'accroissement des charges du personnel liées au relèvement des bas salaires et à la reprise de l'embauche au second semestre 1981, à l'alourdissement des frais financiers, et aussi à une certaine relance des investissements.

En 1982, pour la deuxième année consécutive, les conseils municipaux ont fixé eux-mêmes les taux des quatre impôts locaux directs, qui ont rapporté 61,1 milliards (+ 19 % par rapport à 1981). C'est le foncier bâti dont le produit a le plus augmenté : + 20,8 %.

Mais on relève des différences considérables, selon les régions et selon la taille des communes. Ainsi, les communes d'Ile-de-France, de Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Centre, de Haute-Normandie ont voté en moyenne des impôts directs importants (1 032 à 1 470 F par ha-

bitant), alors que les villes de Corse, d'Aquitaine, de Lorraine étaient beaucoup plus modestes (472 à 746 F).

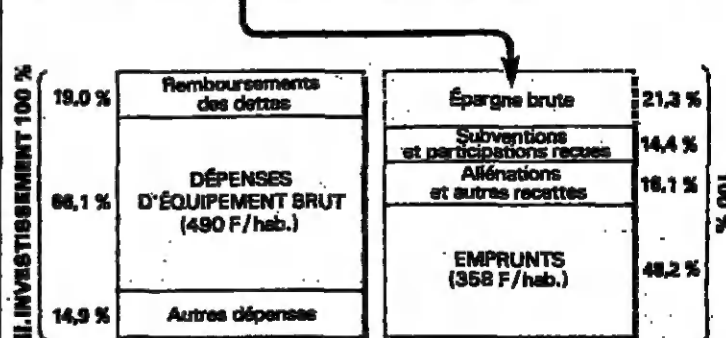
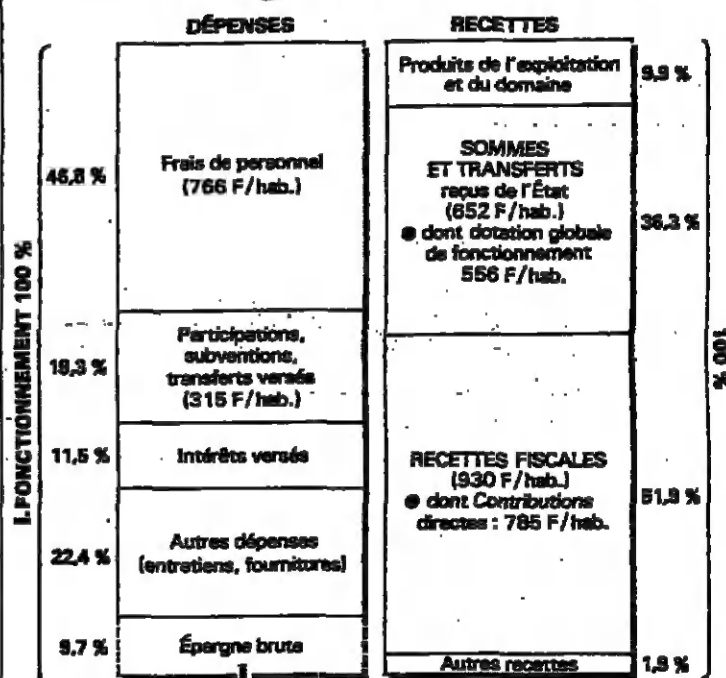
De même, le rapport entre les petites communes de Franche-Comté et les grandes villes de Rhône-Alpes va de 3 à 15.

En 1983, les communes devraient bénéficier de dotations spéciales versées par l'Etat au titre du logement des instituteurs (2,1 milliards) et des dépenses de justice. D'autre part, le fonds de compensation de la T.V.A. (pour rembourser les collectivités locales qui payent la T.V.A. sur leurs dépenses d'équipement) s'élèvera à 8,078 milliards (+ 11,5 % par rapport à 1982).

Enfin, pour la première fois en 1983, est créée la dotation globale d'équipement (D.G.E.) qui a vocation, d'ici à 1985, de regrouper progressivement toutes les subventions jusqu'alors accordées par l'Etat, opération par opération.

(1) Au premier janvier 1980.

## Le budget à cœur ouvert



Comme celui de l'Etat, d'une entreprise, d'une famille, le budget d'une commune se décompose en dépenses et en recettes. Si les recettes sont plus importantes que les dépenses, la commune dégage une « épargne brute ». Le budget communal est divisé en deux sections :

## LES AGRICULTEURS SE TAILLENT LA PART DU LION

Voici la répartition par catégorie socio-professionnelle des maires\*

1. Agriculteurs et salariés agricoles	14 611	40,2 %
2. Chefs d'entreprises	4 659	12,8 %
dont : - dirigeants de sociétés	1 230	3,4 %
- commerçants et artisans	2 789	7,7 %
- autres	630	1,7 %
3. Salariés du secteur privé	4 721	13,0 %
dont : - cadres	1 368	3,7 %
- employés	1 041	2,9 %
- ouvriers	833	2,3 %
- autres	1 489	4,1 %
4. Professions libérales	1 968	5,4 %
dont : - médecins	637	1,8 %
- enseignants	2 547	7,0 %
5. Fonctionnaires	1 188	3,2 %
6. Salariés des entreprises publiques	571	1,6 %
7. Retraités	5 049	13,9 %
8. Divers	1 095	3,0 %
TOTAL	36 377	100,0 %

\* Situation en octobre 1980. Source : ministère de l'Intérieur.

« M. Henri Duffaut (P.S.), maire d'Avignon, s'estime défrayé par l'hebdomadaire « Minute », a décidé de porter plainte. Un article paru le samedi 29 janvier sur sa fortune personnelle indiquait que M. Duffaut possédait appartements, villas, terres, hôtel en Suisse. Pour M. Duffaut, « cette campagne s'ap-

parente à celle de 1968 où, par tracts, mon adversaire malveillant prétendait que je venais de fêter mon premier milliard ». Il déclare en outre : « Je ne saurais accepter la bassesse de cette propagande méprisante. Les Avignonnais ne comprendraient pas que je ne réagisse pas. » (Corresp.)



ÉDUCATION

EN GRÈVE DEPUIS LE 14 JANVIER

Les étudiants de Censier manifestent pour protester contre la suppression de treize mille heures supplémentaires

Quelques six cents étudiants ont manifesté, mardi 1<sup>er</sup> février, dans les rues de Paris, du centre universitaire Censier (Paris-III) au ministère du budget. En grève depuis le 14 janvier pour protester contre la suppression de treize mille heures complémentaires qui risquent, selon eux, d'entraîner un arrêt des cours de langues « faute d'argent pour payer les profs », les étudiants ont défilé en scandant : « Des crédits pour nos universités », rejoignant par quelques étudiants de l'université de Paris-X Nanterre, qui estiment, eux aussi, leur établissement menacé par la réduction, pour l'année 1982-1983, des crédits nécessaires à la rétribution de certains enseignants.

Des représentants des deux syndicats qui se réclament de l'UNEF, participaient au défilé. Les

enseignants étaient peu nombreux bien que le conseil de l'université de Paris-III ait décidé « au arrêt des enseignements de 13 heures à 18 heures pour permettre la participation de tous à la manifestation ».

Pour les responsables du comité d'action des étudiants de Paris-III, qui refusent toute étiquette politique, « il faut obtenir le rétablissement des crédits alloués les années précédentes » (le Monde du 21 janvier). Ils estiment que « l'État doit payer » ; c'est pourquoi ils ont décidé de terminer leur manifestation devant les locaux du ministère du budget. Vers 16 h 30, quelques incidents brèves ont opposé des étudiants aux forces de police qui tentaient de maintenir la circulation automobile rue de Rivoli.

Provocation

Parce que les enseignants préfèrent les travaux dirigés aux cours magistraux, l'université doit payer plus d'heures complémentaires. D'autre part, les enseignants de théâtre, de cinéma et de communication, rappelle le président, exigent, par nature, l'intervention de spécialistes extérieurs à l'université, payés par vacations. L'intégration de vingt-cinq vacataires sur postes d'assistants à la dernière rentrée ne suffit pas à combler le déficit.

Les responsables du ministère de l'éducation nationale ne se laissent pas convaincre. M. Georges Dupuy, conseiller technique au cabinet du ministre, et Mme Blondel, reconnaissent que « Paris-III a accumulé les problèmes », et qu'effectivement la dotation globale d'heures complémentaires a été diminuée de 43 %. Mais, explique Mme Blondel, « le président de Paris-III a réparti la pénurie de manière proportionnelle, ce que nous avions essayé d'éviter au plan national en tenant compte des spécificités des universités ».

Certains départements disposent de peu de postes d'enseignement et vivent grâce à des vacations. Les leur enlever tient de la « provocation », selon Mme Blondel. « Supprimer deux cents heures à l'Institut d'études théâtrales n'améliore pas sensiblement le fonctionnement des grosses unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) et asphyxie l'enseignement du théâtre », explique-t-elle, en reprochant à M. Béhar d'avoir « poussé les étudiants à la rue ». La dotation accordée le 13 janvier rétablit environ

DES ENFANTS DANS LES ALLÉES D'EXPOLANGUES Pour quelques mots de coréen...

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a visité, mardi 1<sup>er</sup> février, les stands d'Expolangues au Grand Palais, à Paris. Le ministre, qui était accompagné de M. Romain Gaignard, directeur de la coopération et des relations internationales, et de M. René Girard, chargé du rapport sur les langues vivantes par le ministère de l'éducation nationale, s'est fait présenter le stand du ministère. Expolangues fermait ses portes mardi soir.

Les élèves du lycée de Plaisir (Yvelines) s'agglutinent autour des écrans de micro-ordinateurs. On entend des rires. « Mets A, pas D, ça y est », on a tout faux. « Voici le temps des micro-machos », commente satisfait le vendeur de diquettes de langues. Le professeur, derrière ses élèves, aimerait un peu plus d'attention, un peu moins d'événementiel à aller très vite à faire des fautes. Mais c'est cela qui amuse les enfants : voir le « listing » se dérouler. C'est une course de vitesse, plutôt qu'un test d'anglais. « Enfin, pour une fois qu'ils font de l'anglais dans la joie, on ne va pas faire la fine bouche », dit l'enseignant, visiblement en proie à des sentiments partagés. Du côté des élèves, un seul cri : « Ah, si on avait pu en faire ! ».

La classe repart dans les allées sages du Grand Palais. Expolangues, c'est des kilos de prospectus, de dépliantés bilingues que les élèves entassent dans les sacs en plastique, pile-mêle, sans regarder. « Une vraie bouillie de papier », dit l'animatrice du stand des Amis de Sèvres, qui a vu partir en quelques heures toutes ses brochures sur la communication interculturelle.

C'est une foire sérieuse. La musique du stand portugais effleure à peine l'allée centrale. Beaucoup de monde pourtant, seize mille visiteurs en trois jours, pour les deux cents exposants réunis par M. Jean-Pierre Van Deth, président d'Expolangues. « C'était un pari, il est réussi, dit-il. Les gens sont venus s'informer et les débats ont fait salle comble. Nous savons maintenant que nous recommencerons l'an prochain ».

Drôle de mélange. Foire commerciale et lieu d'échanges culturels, à

la fois. Cela donne une cacophonie de slogans, une petite guerre des panneaux. « Be informed by Teletel », conseille l'un. « On parle une langue avec son oreille », affirme l'autre, chacun sa méthode, plus rapide et plus douce que celle d'en face. Et même Montaigne s'en mêle : « Nous ne sommes hommes et ne tenons les uns aux autres que par la parole », lib-on sur le stand du ministère de l'éducation nationale.

Expolangues reste dominé par l'anglais, la « langue de l'argent », dit un universitaire. Mais un stand sobre et élégant du Goethe Institute, ou à celui des Arab consultants, on se dit satisfait. « Désormais, il va falloir réfléchir à la protection des droits de tous ces futurs consommateurs de langues », remarque un universitaire.

Les élèves du cours moyen de l'école arménienne du Raincy échantonnent des syllabes bizarres. « On a appris des mots de coréen », explique une petite fille ravie.

G. B.

CETTE ANNÉE AVEC PARISTIBONS, L'HIVER SERA COURS, COURS, COURS

ENTRAÎNEMENTS HERDOINAIRES POUR ADULTES ET ENFANTS TOUTS NIVEAUX

PARISTIBONS 51, Avenue du Général de Gaulle PARIS 17<sup>e</sup> 628.02.32

LA RÉFORME DES COLLÈGES

Prudence et appel au volontariat

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a présenté, le 1<sup>er</sup> février, les conclusions de la commission de la réforme des collèges qu'il a inspirées le rapport de M. Louis Legrand « pour un collège démocratique » (le Monde du 2 février).

Pour être « fructueux » plusieurs fois à l'histoire politique de ce pays, M. Alain Savary sait tirer les leçons de l'expérience. Même lorsqu'il ne s'agit pas directement de la sienne. De la quarantaine de réformes avortées, mal expliquées, mal appliquées, en un mot ratées par ses prédécesseurs depuis la libération, M. Savary a retenu que, dans le domaine de l'éducation nationale, rien ne sert de se précipiter. Il n'a pas osé, sur ce point, à forcer son tempérament déjà enclin à la prudence, à la rigueur.

Pour lui, la transformation du système éducatif ne peut être que progressive (c'est une affaire de « générations ») et ne se fera qu'avec l'adhésion des « acteurs » que sont les enseignants dont on connaît, d'autre part, la force de résistance au changement. Économiquement, en outre, la moindre mesure nouvelle intéressant la population scolaire et universitaire est d'un coût très lourd pour la nation qui n'en récolte les fruits, s'il y en a, qu'à long terme. Autre bonne raison d'y réfléchir à deux fois. C'est en définitive « ne pas perdre le sens des réalités », selon l'expression de M. Savary.

Dans une première étape, il s'agira d'informer tous les enseignants des collèges, d'organiser la discussion, la réflexion, la concerta-

tion, non seulement sur les propositions du rapport Legrand (le Monde du 7 janvier), mais aussi sur ce que le ministre en a retenu, refusé ou gardé pour des jours meilleurs. « Ce que je propose », a affirmé M. Savary, « je le fais avec conviction car je crois que c'est la solution ». C'est sur cette base qu'il lance un appel au volontariat, ou, plus exactement, à la mobilisation des enseignants dans les établissements. Si cet appel n'est pas entendu, les premières applications de la réforme s'en trouveront évidemment limitées d'autant.

Le système scolaire, aime à répéter le ministre, est d'abord fait pour les élèves, mais rien ne changera sans les enseignants. Pourtant, M. Savary n'est pas « inquiet de l'inquiétude » de ces derniers. Conviction, optimisme naturel ou habileté politique d'un ministre qui joue, sans doute, sur toute la gamme ? M. Savary s'affirme, en effet, convaincu que les propositions qu'il a retenues amélioreront les conditions de travail des enseignants et auront, au fur à mesure de leur application par équipes volontaires, un effet d'entraînement. En outre, il affirme clairement qu'il ne retient pas les suggestions du rapport sur lesquelles s'étaient cristallisées les crispations : d'une part la réduction du service hebdomadaire des enseignants décompté en seize heures d'enseignement, trois heures de concertation et trois heures de tutorat (« Il n'appartenait pas à la commission de régler cette affaire ») ; d'autre

part, le choix du tuteur par les élèves.

Ne pas codifier l'ensemble des heures de travail des enseignants ne signifie pas pour autant « abandonner les notions de concertation et de tutorat ». « C'est un ensemble complexe mais c'est un tout, les actions proposées sont interdépendantes ». Ce n'est pas non plus renoncer à harmoniser la situation des différents personnels enseignants des collèges.

Ce point fera, notamment, l'objet de discussions qui commenceront dès la semaine prochaine. Discussions à l'échelon national avec les responsables syndicaux, mais aussi, certes, avec prudence et méthode, « conversations » décentralisées dans les établissements, qui pourront réorganiser les séquences, les contenus et les programmes. Ainsi, laisse entendre M. Savary, de subtils calculs d'horaires sont-ils possibles, ne serait-ce que pour limiter le coût de l'opération.

Le ministre, semble-t-il, n'a donc pas abattu toutes ses cartes, d'autant plus qu'une partie d'entre elles sont entre les mains des enseignants, « acteurs » et non pas « simples exécutants » de la réforme. Il joue en diplomate, même si à l'horizon 1984, qu'il s'est fixé pour commencer la mise en œuvre de la réforme des collèges, M. Savary n'est pas maître de tout le jeu, en particulier des contraintes budgétaires, de la volonté du gouvernement et du président de la République.

CATHERINE ARDITTE

En remerciement Jean de Bonnot offre un livre d'Art au prix coûtant

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé 85 cm<sup>2</sup> de feuille d'or pur tirant 22 carats ?

En réimpression limitée réservée aux clients de Jean de Bonnot



L'Odyssée d'Homère

Réunies pour la première fois dans cette édition, les figures des anciens vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amérique.

Ces peintures illustrant les faits et gestes de l'Odyssée, dispersées dans les musées et collections des deux continents, et datant du VII<sup>e</sup> au IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, n'avaient jamais été réunies. Nous avons retrouvé ces figures principalement dans : les musées de Naples, de Vienne, de Berlin, du Vatican, de Bonn, de Rome, de Würzburg, de Cracovie et d'Athènes, au British Museum, au Metropolitan de New York et à la Pinacothèque de Munich.

Il en résulte un merveilleux volume de 560 pages inoubliables avec l'éblouissant défilé des belles et harmonieuses peintures des vases grecs anciens ! Une fresque antique que personne encore n'avait pu contempler dans son ensemble.

L'Odyssée : un passionnant roman d'aventures et une véritable histoire d'amour.

Vous referez connaissance avec Ulysse et les personnages si divers qu'il a rencontrés au cours de son périple. Jusqu'à son retour au royaume d'Ithaque, déguisé en mendiant : les Cyclopes, les Lotophages, le Cyclope, Éole, les Lestrygons, Crée la magicienne, les Chimériens parlant avec les morts, les sirènes et la divine Calypso. Sa femme, la patiente Pénélope, son fils Télémaque, Nestor et Ménélas, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendants et le vieux chien fidèle sont chantés et illustrés par ces éblouissantes reliques d'il y a 25 siècles.

Nos ouvrages sont conçus pour traverser les siècles.

Une doubleur invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos livres sont présentés sans jaquette car ils doivent respirer et être pris en main pour pouvoir se pauser. Aucun entretien n'est nécessaire.

Nos décors sont gravés à la main. Chaque livre nécessite un minimum de 85 cm<sup>2</sup> de feuille d'or véritable tiré 22 carats. Ce n'est pas un luxe inutile, car seul l'or véritable reste inaltérable.

Garantie à vie Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Description de l'ouvrage. 1 vol. in-octavo (14 x 21 cm), 560 pages. Papier chiffon filigrané aux canons. Relure plein cuir d'une seule pièce. Dos et tranche supérieure à l'or fin 22 carats, plats repoussés à chaud et à l'or. Tranchefiles et signet tressés assortis.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "L'Odyssée" d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir à l'or fin 22 carats.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 93 F (+ 10,70 F de frais de port).

Nom..... Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.



## SOCIÉTÉ

### Deux informations pour violation du secret de l'instruction sont ouvertes dans l'affaire du Coral

L'affaire du Coral et la discussion sur les lieux de vie ont engagé un débat sur l'attitude de la presse et le rôle de la justice. Mardi 1<sup>er</sup> février, le parquet de Paris a ouvert une information pour outrage à magistrat et violation du secret de l'instruction qui fait suite à une émission sur le Coral diffusée le 21 janvier par Fréquence Gaie, la « radio des lesbiennes, des homosexuels et de leurs amis ».

Ces poursuites, a fait savoir le parquet, visent M. Jean Lapeyrie, qui se présente comme « le secrétaire général du cabinet de M<sup>me</sup> Elisabeth Auerbacher », l'avocate du principal accusé du Coral, M. Claude Sigala.

Aux yeux du parquet, ces poursuites sont justifiées par la lecture à l'antenne de pièces du dossier et par les attaques dont aurait été l'objet, à cette occasion, M. Michel Salzman, le juge d'instruction chargé du dossier du Coral. La justice reproche aussi à M. Lapeyrie la publication par l'intermédiaire du Comité d'action prison-justice, dont il est l'animateur, de pièces de ce même dossier. L'information a été confiée à M. Jean Goulet, juge d'instruction à Paris.

C'est la deuxième information pour violation de secret de l'instruction ouverte à propos du Coral. L'autre, qui fait suite à un article paru dans le Monde, vise des policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (le Monde du 27 janvier).

### LES JOURNALISTES DOIVENT-ILS SE TAIRE ?

#### La justice et son miroir

Les journalistes doivent-ils se taire ? L'affaire du Coral et les critiques dont la presse fait l'objet ne posent pas la question de manière aussi caricaturale, mais le débat est un peu celui-là. Il existe un secret de l'instruction que chacun oublie quand cela arrange, quitte à l'invoquer si c'est nécessaire, le plus souvent à tort et à travers. L'article 11 du code de procédure pénale dit simplement qu'est tenue au « secret professionnel » toute personne qui « concourt » à l'instruction, donc, bien évidemment, ni les journalistes, ni l'inculpé. Et si M. René Schärer juge nécessaire de rendre publiques les pièces de son dossier, cela le regarde.

Pour les avocats, les choses sont un peu plus compliquées. Professionnellement, ils « concourent » à l'instruction et sont donc tenus au silence, mais ils peuvent aussi invoquer une autre disposition de l'article 11 du code de procédure pénale selon laquelle l'enquête et l'instruction sont secrètes, « sans préjudice des droits de la défense », c'est-à-dire sous réserve que ces droits soient respectés.

La manière dont la presse a rendu compte de l'affaire du Coral a-t-elle causé un tort irréparable à M. Claude Sigala ? Son avocat, M<sup>me</sup> Elisabeth Auerbacher, le pense et a engagé une défense tout azimut de son client. A-t-elle été trop loin en livrant, par personne interposée, aux auditeurs de Fréquence Gaie, des morceaux choisis du dossier ? La justice le dira, mais cette première radiophonie illustre, s'il en était besoin, les limites du secret de l'instruction.

#### Honnêteté

Le voilà bien mis à mal, pensera-t-on, puisque n'importe quel biais juridique ou presque permet de s'en affranchir. C'est là justement où il faut en venir. Sous sa forme actuelle, ce secret est une hypocrisie. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les journaux ou d'ouvrir la télévision. Cela n'autorise pas tout, et les magistrats, qui déplorent de voir la presse transformer parfois un banal vol de voiture en « folie déguisée des loubards de la ZUP », estiment que le secret

est un gage de sérénité de la justice.

Posé de cette manière, le problème ne peut conduire qu'à une incompréhension réciproque. D'une affaire juridique éditée et la presse, si l'affaire la justifie, en parlera inévitablement. Le devoir d'informer, la concurrence entre journaux, l'attente du public, tout pousse à cela. Sans parler des confidences souvent intéressées de la police, des personnes en cause, voire des magistrats. En revanche, ce que la justice comme les lecteurs sont en droit d'attendre, c'est l'honnêteté, notion beaucoup plus exigeante que les interdictions du code.

Il existe une loi de juillet 1932 qui interdit la publication d'informations relatives aux plaintes, avec constitution de partie civile, car il s'agit d'une procédure que la justice, au départ, ne contrôle pas et qui, lorsque le plaignant est de mauvaise foi, peut faire grand tort à la personne visée. Faut-il pour cela taire la plainte déposée contre M. Maurice Papon pour ses activités sous l'occupation ? Les exigences de l'information s'accommodent mal de telles interdictions.

Pour autant, la presse n'est pas à l'abri d'erreurs. L'histoire dont elle rend compte est l'histoire immédiate, incertaine et changeante. L'historien, lui, le sait, avoue parfois, après de longues années de recherches, sa perplexité face à un événement dont le journaliste doit rendre compte sur-le-champ parce que c'est sa mission. Le contrepartie, ce sont la mise au point et le rectificatif. Si un journal a annoncé une inculpation, il lui faut faire état d'une relaxe éventuelle, comme cela s'est produit récemment pour un homme d'affaires dijonnais.

Au-delà, il existe une loi sur la presse qui permet de sanctionner des dérapages et les attaques injustifiées, cela existe. Que ce soit le droit de réponse ou la plainte en diffamation, les personnes abusivement mises en cause ne sont pas désarmées. La loi sur la presse est même si rigoureuse que, en cas de plainte en diffamation, la mauvaise foi du journaliste est présumée. Qu'on se rassure, la presse n'échappe pas aux rigueurs de la loi.

BERTRAND LE GENDRE.

### FAITS ET JUGEMENTS

#### Demande de mise en liberté pour les Irlandais de Vincennes

M<sup>re</sup> Eric Allain, de Créteil, Guy Aurenche, Antoine Comte, Marc Portebaut, de Paris, défenseurs des trois Irlandais arrêtés à Vincennes (Val-de-Marne), le 28 août 1982 par le G.I.G.N. (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), ont annoncé, mardi 1<sup>er</sup> février, qu'ils allaient déposer une demande de mise en liberté des trois inculpés, après la publication d'informations précises sur les contradictions et les silences de l'enquête révélés au fil de l'instruction (le Monde du 1<sup>er</sup> février).

Dans un communiqué, ils s'estiment « rassurés par l'intervention de la presse dans un dossier qui a l'aspect d'une affaire d'Etat en raison d'un communiqué précipité de l'Elysée couvrant les agissements incriminés de quelques gendarmes ». Ils considèrent que cette « nouvelle situation donne une occasion unique aux autorités judiciaires de démontrer que les principes républicains

restent la norme, en favorisant la mise en liberté immédiate des trois accusés ». Les quatre défenseurs en appellent donc « à l'opinion publique pour que les trois Irlandais ne soient pas sacrifiés au nom de la raison d'Etat comme cela s'est produit si souvent dans le passé ».

« Il est nécessaire que les autorités françaises rendent à cette affaire les dimensions qu'elle n'aurait jamais dû dépasser et libère au plus vite les trois Irlandais », estime, de son côté, l'association Irlandaise libre. Refusant qu'une « injustice politique » soit commise « au nom des intérêts supérieurs de l'Etat », elle conclut : « Nous n'acceptons pas l'assimilation des résistants irlandais à des terroristes ».

#### Le journal « l'Alsace » a diffamé M. Saint-Jean

MM. Gilbert Klein, directeur du journal l'Alsace, et M. Jean-Marie Storkel, journaliste, collaborateur de ce quotidien, ont été condamnés chacun à 200 F d'amende, le 1<sup>er</sup> février, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, après la publication d'un article, le 5 décembre

### Un entretien avec M. Bérégovoy

(Suite de la première page.)  
Il faut dire que l'action de la police permet désormais de mieux recenser les cas d'usage de la drogue. En matière de drogue, en effet, il n'y a pas de plainte, le nombre des affaires est donc largement fonction de l'activité des services de police. Or, en 1981, les services ont été renforcés de près de 50 % à Paris. Cet effort, qui est sans précédent, s'est aussi traduit dans la statistique policière.

Par contre, les statistiques des institutions spécialisées dans l'accueil des toxicomanes font apparaître une progression correspondante, en gros, à la tendance observée depuis 1976. L'opération-vérité que nous avons voulue en matière de statistiques était indispensable.

De plus en plus de jeunes des milieux défavorisés s'intoxiquent. Quelle est d'après vous l'influence du chômage sur la toxicomanie ?

Il est exact que le mouvement s'est étendu. En plus des étudiants, des ouvriers ou employés font usage de la drogue. Néanmoins, ces catégories restent stables. Celle qui augmente représente les personnes « sans profession ». Je ne dis pas « sans emploi » car nous avons observé, au contraire, en 1982, parmi les personnes défilées au tribunal de Paris pour usage de la drogue, une diminution de 20 % du nombre de chômeurs.

Actuellement, la pratique de la drogue se répand sur fond de crise dans les milieux les moins favorisés, déjà marginalisés dans notre société. D'où l'importance de l'action que nous avons engagée en direction des populations en situation de pauvreté et de précarité.

Les premières institutions de prises en charge des toxicomanes sont apparues au début des années 1970. Peut-on plus de dix ans après faire un bilan des diverses institutions et définir des règles qui éviteraient certains « dérapages » ?

Il est en effet possible de faire des bilans, de repérer les réussites et les échecs. Par exemple, il y a quelques années, prévalait l'opinion selon laquelle il ne fallait ouvrir des centres de post-cure qu'à la campagne, loin de la ville, « lieu de tentations ». Il s'est avéré que l'ancien toxicomane soigné « au vert » éprouvait parfois des difficultés que ne connaissent pas les personnes soignées en zone urbaine ou en centre ambulatoire. Aussi convient-il de diversifier davantage les implantations.

Autre constatation, la taille des institutions est un facteur de réussite, celles qui sont trop grandes sont souvent fragiles. A la différence de réinsertion n'est pas une prison. Les programmes ne peuvent se résorber à des séances d'abaissement comme le pratiquent certaines sectes. J'y veillerai personnellement.

L'usage toxicomaniaque des médicaments est de plus en plus répandu. Quels sont les moyens que se donne la France pour limiter les risques de cette toxicomanie ?

Pour que les choses soient claires, je tiens à rappeler que le recours à des thérapies violentes est prohibé. J'ajoute qu'une institution de réinsertion n'est pas une prison. Les programmes ne peuvent se résorber à des séances d'abaissement comme le pratiquent certaines sectes. J'y veillerai personnellement.

Le tribunal reproche aux deux prévenus d'avoir reproduit sans aucune vérification la lettre d'un contrebandier suisse, M. Eddy Eichenberger, adressée à un juge d'instruction de Mulhouse, afin d'accuser M. Saint-Jean d'avoir en certaines circonstances à son égard (le Monde daté 9-10 janvier). M. Saint-Jean, qui réclamaient 500 000 F de dommages-intérêts, n'obtient cependant qu'une indemnité symbolique.

Glissement de charbon aux Houillères de Lorraine : un mort, un blessé. Un mineur a été tué et un autre gravement blessé, mardi soir 1<sup>er</sup> février, vers 22 h 30, à l'étage 1050 du siège Simon des Houillères du bassin de Lorraine (Moselle), lors d'un glissement de charbon. Les deux mineurs travaillaient dans une galerie en cours de

Nous n'avons pas une connaissance très précise du phénomène. On peut cependant observer que l'usage toxicomaniaque de médicaments se développe. Notre législation, en la matière, est une des plus avancées. Mais les mesures d'interdiction ne suffisent pas. Une meilleure formation dispensée aux médecins en la matière est nécessaire. A tous les médecins et pas seulement aux spécialistes de la toxicomanie.

#### Répression et prévention

Pensez-vous que la toxicomanie soit un bon indicateur de l'état d'une société ?

Quand la jeunesse est déboussolée, quand des milliers de personnes sont rejetées par la société, chacun de nous doit s'interroger sur l'état de la société. Quelles perspectives offrons-nous ? Quelles valeurs devons-nous préserver ? Les socialistes ont ouvert depuis longtemps une réflexion sur la crise et le devoir du gouvernement est d'apporter une réponse culturelle qui ne se limite pas aux structures. Le phénomène de la drogue est à examiner aussi dans cet esprit. Cela dit, il faut faire front énergiquement contre la drogue.

Naturellement, c'est en amont que doit se situer l'effort principal. Le trafic doit être sévèrement réprimé. A cet égard, il convient de féliciter les douanes, l'OCTIRIS (1) et les services de police pour les résultats obtenus. Tous ceux qui, à un stade ou à un autre, tirent profit de la drogue doivent être recherchés et durement châtiés.

La répression ne suffit pas, la prévention est indispensable. Elle passe par la formation appropriée non seulement des spécialistes, mais aussi des médecins généralistes, des enseignants, des éducateurs et des élus. Chacun doit pouvoir donner les conseils nécessaires aux jeunes et aux familles, recenser les cas difficiles, aider quand c'est indispensable. C'est le chemin dans lequel nous nous engageons. Avec la volonté d'éveiller les consciences et de lutter efficacement contre les pourvoyeurs de drogue.

Propos recueillis par CHRISTIAN COLOMBAN.

(1) N.D.L.R. - L'Office central de répression du trafic des stupéfiants.

#### DES CHIFFRES

Les statistiques du ministère de l'Intérieur concernant la lutte contre la toxicomanie en 1982 font apparaître une augmentation de 100 % du trafic de cannabis par rapport à l'année précédente et de 46 % du trafic d'héroïne. Les autres drogues sont en légère baisse.

Les services officiels expliquent cette montée par le fait que toutes les affaires de cannabis, y compris celles qui ont fait l'objet de « mains courantes », ont été complétées. D'autre part, l'action de répression a été rendue plus efficace en raison de l'accroissement des effectifs de police chargés de lutter contre la drogue. Il y a eu, en 1982, 164 morts par surdose, contre 142 en 1981 et 172 en 1980.

Les statistiques douanières font apparaître une augmentation de 220 % des saisies de cannabis et de 62 % des saisies de substances psychotropes. En revanche, ce qui concerne les drogues « dures », les données en ont intercepté 100 kilos cette année, contre 222 kilos en 1981. L'augmentation des saisies de drogue en transit confirme le rôle de plaque tournante de la France. Mais, parmi les drogues « dures », il faut souligner le fait que le trafic d'héroïne a augmenté de 37 % par rapport à 1981.

L'Association nationale des conseils juridiques a un nouveau bureau dont les principaux responsables sont les suivants : MM. Jean-Claude Coulon (président, Paris), Bernard Hug (président adjoint, Strasbourg), Jacques Bret (vice-président, Paris), Joseph Delatre (vice-président, Neuilly-sur-Seine), Maurice Troussier (vice-président, Levallois-Perret), Michel Faivre (secrétaire général, Levallois-Perret), Jean-Yves Carre (trésorier national, Rennes), Pierre-Marc Dominiel (secrétaire général adjoint, Marseille), Jean-Claude Gourges (secrétaire général adjoint, Paris).

A.N.C.J., 23-25, avenue Mac-Mahon, 75017 Paris. Tél. : 766-30-07.

### LA MONTÉE DE LA TOXICOMANIE EN FRANCE

#### La fin des espérances

La grande peur est passée. Nous devons désormais apprendre à vivre avec la drogue. Le fléau qu'on a voulu combattre se répand comme une épidémie. La drogue aura été le « mal du siècle ». Finira-t-on par s'y habituer ? Nos civilisations occidentales y sacrifient une partie de leurs jeunesse. La drogue fauche les plus belles espérances à la place des guerres stupides. Elle tue aussi aveuglément. Les organisations humanitaires, les croix-rouges des hommes de bonne volonté, n'y peuvent rien.

Le rapport de l'organe international de contrôle des stupéfiants pour 1982 jette un cri d'alarme : l'héroïne n'a jamais mieux couru et plus détruit dans le monde. Les statistiques du ministère de l'Intérieur, en France, ne peuvent dissimuler une nette augmentation de la consommation. Tous les organismes de lutte paraissent aujourd'hui en retard d'une guerre et s'essouffent à juguler un mal qui court.

Les saisies toujours plus spectaculaires indiquent surtout un trafic toujours plus actif. La délinquance a pris des formes nouvelles. Les simples infractions à la législation sur les stupéfiants se doublent de vol à la tire, de cambriolages, de vols à main armée. La pègre a repris en main le trafic illicite. Les cultures de substitution échouent dans les régions pauvres où la survie des paysans dépend du pavot, du

charrva ou de la coca. L'utilisation des médicaments à dose toxicomaniaque soulage des hommes et des femmes incapables de s'adapter, sans une autre aide, au progrès de l'industrialisation.

Partout la drogue comme une peste avec ses quarantaines, ses prisons et ses morts. Contre ce mal, des hommes luttent avec des moyens souvent désastres. Une poignée de policiers, des équipes de thérapeutes contre une armée de trafiquants, un peuple de toxicomanes. Escarmouches, embuscades, mais on ne touche pas à la racine. Faudrait-il l'arracher au plein champ de notre civilisation, au cœur d'un mal de vivre qui, à d'autres époques, fut autrement meurtrier ? Faut-il courir ce risque pour quelques milliers de jeunes morts ?

Ah, chacun à sa manière sèvre son toxicomane, ses dix toxicomanes, arrête ses dix trafiquants, guérit un drogué quand deux autres le mettent en échec, démantèle un réseau quand d'autres se forment. Des saint-Vincent d'une nouvelle pauvreté. Tant mieux pour ceux qui y gagnent la guérison, pour les malheureux que la prison frappe. Mais combien ne tombent dans aucun filet. Les journaux ne s'étonnent plus. On se fait à tout, à la drogue, comme à la mort. — C.C.

### Le rapport annuel du docteur Curtet

Après la publication du rapport du centre médical Marmottan, à Paris, indiquant une progression nette pour 1982 de la consommation d'héroïne en France (le Monde du 28 janvier), l'association « le Trait d'union » (1) vient de publier ses estimations pour la même année. Les statistiques établies sur six cent trente-cinq nouveaux cas font ressortir que 64,8 % des consultants sont des intoxiqués à l'héroïne.

Parmi les divers produits consommés, l'institution constate une recrudescence de la consommation des hallucinogènes, notamment le L.S.D., qui concerne 8,4 % des consultants. Si on peut observer une légère baisse de l'âge moyen de la première prise de drogue — dix-sept ans en 1981, seize ans en 1982 — en revanche, les statistiques font apparaître une nette augmentation des drogues dures consommées. Le produit de déchet « 46,3 % » ont commencé par le cannabis, 42,5 % par l'alcool, un opiacé ou la cocaïne.

On observe, d'autre part, qu'un quart seulement des consultants n'a jamais commis de délit et qu'environ 25 % des toxicomanes ont été condamnés pour « infraction à la législation sur les stupéfiants ». La moitié environ des consultants ont été condamnés pour d'autres délits comme le vol à la tire, l'escroquerie ou le cambriolage à main armée.

Le docteur Francis Curtet, directeur médical du « Trait d'union », auteur d'un livre récent sur la drogue (2), observe que le fait caractéristique de l'année 1982 est un phénomène de désocialisation. Les milieux défavorisés sont surreprésentés, les jeunes Maghrébins plus nombreux. Pour le docteur Curtet, les structures d'accueil et les centres de post-cure sont encore insuffisants.

(1) 14, boulevard Jean-Jaurès, 93-Boulogne-Billancourt.  
(2) Idées fausses sur la drogue. Ed. Flammarion, 210 pages, 50 F.

### Quatre tonnes d'héroïne sont entrées aux États-Unis en 1981

Le manque de coordination des services officiels entrave la lutte contre le trafic

De notre correspondante

New-York. — La lutte contre les trafics de drogue est devenue une priorité de l'administration Reagan et du F.B.I., mais les résultats de leurs efforts restent maigres : 95 % des personnes arrêtées sont du même fretin qui passe moins d'un an en prison. Pendant ce temps, la quantité de drogue qui entre aux États-Unis ne cesse d'augmenter. Si l'héroïne est quelque peu en régression, les importations de cocaïne ont plus que doublé depuis cinq ans. 10 à 15 % seulement des livraisons de cocaïne et d'héroïne seraient été saisies en 1982. L'Office de la comptabilité fédérale impute cet échec à la faiblesse des moyens engagés et au manque de coordination entre les services chargés de la répression du trafic.

Selon ce rapport, il aurait fallu ajouter 2 milliards de dollars aux quelque 500 millions alloués en 1981 par l'administration à la lutte contre la drogue, pour freiner seulement l'entrée aux États-Unis de la marijuana venant des Caraïbes. On estime à plus de 4 tonnes la quantité d'héroïne entrée aux États-Unis en 1981 (pour près de cinq cent mille utilisateurs connus) et à 60 tonnes celle de la cocaïne, essentiellement en provenance de Colombie (pour une quinzaine de millions de « clients »).

Le succès des trafiquants tient aussi au fait que les filières les plus importantes passent par la Mafia, qui dispose d'un vaste réseau de renseignements implanté jusque dans les services officiels. Selon la police, la moitié des actes criminels graves enregistrés en 1981 étaient liés au trafic de drogue.

La publication de ce rapport risque de provoquer des vagues dans l'administration Reagan alors que le président vient tout juste de repousser la suggestion de plusieurs membres importants du Congrès de charger un membre de son cabinet de coordonner les activités des divers départements intéressés à la lutte

contre la drogue : justice, défense, transports, douanes, Trésor, département d'Etat et C.I.A.

M. Smith, le ministre de la justice, estime que l'entrée officielle, décidée seulement l'année dernière, du F.B.I. dans la lutte contre la drogue devrait avoir rapidement des effets positifs : en janvier 1982, le F.B.I. avait seulement une centaine d'agents en cours ; il en a aujourd'hui plus de mille et a affecté six cents de ses inspecteurs à la lutte contre la drogue ; il s'ajoute aux mille huit cents hommes de l'administration fédérale compétente.

Mais les rivalités entre les divers services continuent. Le service des douanes, en particulier, témoigne toujours d'un état de mauvaise volonté à l'égard des opérations menées aux frontières par d'autres services. Les responsables des douanes font valoir que, à moins de fournir tous les voyageurs qui franchissent les quelque 150 000 kilomètres de frontières et de côtes américaines, ils n'ont guère de moyens d'arrêter toutes les marchandises illicites qui arrivent par bateaux, voitures, avions ou courriers personnels. Au surplus, font-ils remarquer, les profits laissés par le trafic de drogue sont si considérables — ils se montent à 30 milliards de dollars par an — que d'innombrables individus sont prêts à courir les risques qui l'accompagnent.

Dans certains milieux de l'administration fédérale, on estime que Washington pourrait offrir une compensation financière aux gouvernements étrangers qui encouragent le remplacement de la culture de la marijuana et de la coca par des produits alimentaires. Une initiative avait déjà été tentée en Iran et en Afghanistan, jusqu'à ce que les troubles politiques y mettent fin. Mais les spécialistes se font peu d'illusions sur la réussite d'une telle entreprise.

NICOLE BERNHEIM.



## La femme de l'ancien président algérien porte le débat sur le terrain du « racisme »

Rome. — « C'est une nouvelle affaire Ben Bella, un cas politique camouflé sous des... policiers », affirme M<sup>e</sup> Madeleine Lafuze Véron, avocate, depuis la guerre d'Algérie, de l'ancien président, en ouvrant, le 1<sup>er</sup> février, la conférence de presse qu'elle a tenue à Rome. Les quatre perles, expulsés de France, de l'ancien chef de l'État algérien sont que M<sup>e</sup> Ben Bella, veuve de Salsoul, pour l'occasion, ont répondu pendant plus d'une heure aux accusations portées contre eux depuis la perquisition effectuée le 25 janvier dans la maison de M. Ben Bella, à Montmorency (le M... du 28 janvier).

M<sup>me</sup> Ben Bella a dressé un réquisitoire de l'attitude du gouvernement français, n'hésitant pas à déclarer : « Il y a des relents de racisme dans cette affaire. Si Ben Bella avait été un président européen ayant eu des

## Correspondance

ennuis, on ■■■ pas traité  
 ainsi. En 1956, un gouvernement so-  
 cialiste (1) ■ détourné l'avion du  
 « fellagga » ■, en 1963, un gouverne-  
 ment ■ socialiste ■ envahit ■■■■  
 Pour eux ■■■■ a été. ■■■■  
 il restera. ■ La femme ■ l'ancien  
 président, qui ■■■ l'ancienne journalis-  
 te Zohra Selhami ■■■■  
 déclarée convaincue ■■■ Paris ■■ fait  
 qu'■■■ pressions du gouverne-  
 ment algérien : « Tout ça, c'est une  
 affaire de gros sous. Sans les  
 contrats signés ■■■ l'Algérie je ne  
 crois pas que le gouvernement fran-  
 çais ■■■■ ainsi. ■ Elle ■ évoque  
 ensuite des visites d'extrême gauche  
 ministères des relations extérieures  
 en ■■■■ ■■■■ qu'une  
 ■■■■ au préfet Lambert avec le se-  
 crétaire de la commission des droits  
 de l'homme islamiques (2), dont

M. Ben Bella est le président, visites destinées à faire comprendre à son mari que sa présence sur le sol français posait des problèmes. D'où la décision de la famille Ben Bella de partir pour la Suisse il y a un mois.

A propos des accusations portées implicitement **■** M. Ben Bella de propager l'intégrisme musulman parmi les travailleurs immigrés, la femme de l'ancien président a déclaré que son mari « avait toujours été musulman pratiquant mais d'un islam ouvert et tolérant ». Elle a justifié les dons à diverses mosquées par le fait qu'étant des lieux de prières, celles-ci servent des valeurs culturelles arabes pour apprendre l'arabe.

Mohamed Yadi, vivant depuis quatre semaines en tant qu'ami et homme de confiance de M. Ben Bella, dans la maison de Montmorency, a, pour sa part, indiqué que les arrestations furent effectuées clandestinement par des agents de la chambre performante de Ben Bella », toujours accompagné de clic depuis le départ de ce dernier en France, à l'époque où il se fait que les cinq occupants algériens de la maison ignorent totalement l'existence de ces personnes qui font le travail de la police algérienne » : cela est la conclusion de M. Ben Bella et M. M. Yadi, qui ont déclaré que les quatre autres ont été emportés « la villa de nombreux documents, dont des lettres du général qui sont aux mains des autorités d'Alger, pourraient être à l'origine de nombreuses arrestations.

**MARC SEMO.**

(1) N.D.L.R. - Guy Mollet, alors président du conseil en 1956 lorsque fut détourné l'atome par le général de Gaulle.

(2) N.D.L.R. - Emanation du Conseil Islamique, association internationale créée en 1973, ayant son siège à Londres et qui serait soutenue par plusieurs Etats musulmans intégristes ou

### Aux championnats d'Europe

**JEAN-CHRISTOPHE SIMOND**  
**TROISIÈME**

## AVANT LE PROGRAMME LIBRE

Premier pour les figures im-  
 posées, le Français Jean-Christophe Si-  
 monod a rétrogradé la place championnats d'Europe de patinage artistique après le programme court, disputé le 1<sup>er</sup> février à Dortmund. Victime d'une mau-  
 vaise réception lors du double  
 boucle, Simonod n'a pu prendre que  
 la place de programme court, gagné devant le public par l'Allemand de l'Ouest Norbert Schuchman, champion d'Europe l'an  
 dernier à Lyon. Au classement gé-  
 néral provisoire, c'est toutefois le jeune  
 Tchèque-Joseph Sobavok, qui s'est  
 classé à Lyon en gagnant le  
 programme court, qui occupe la  
 première place, devant les deux  
 autres champions du monde, avant le programme libre. Les ché-  
 rissimes, Laurent Depouilly, sont classés  
 respectivement neuvième et  
 dixième.

Les jeunes filles, la Soviétique Elena Vodorezova mène après les figures imposées, devant l'Allemande de l'Est Katarina Witt et la Française Sandra Cariboni. La Française Agnès Gosselin est seizième. En couples, les Allemands de l'Est Thierbach devancent leurs compatriotes Lorenz et Schubert après les figures imposées. Les Français Tortel et Douillard douzièmes.

**FOOTBALL.** — Jean-François Lacombe quitte l'Association sportive de Saint-Étienne. En contact avec M. Paul Bressy, président du club, lui a permis de racheter son contrat le 1<sup>er</sup> février. L'ancien capitaine des « verts » est en contact avec quatre clubs espagnols.

● **RECTIFICATIF.** — La Martini consacre 150 000 F à l'organisation du challenge d'escrime qui porte son nom, et non « 150 000 millions » comme nous l'avons écrit par erreur dans le monde du 1<sup>er</sup> février.

## 95 millions de francs pour l'essor des biotechnologies

En juillet 1982, après étude du rapport qu'il lui avait remis la mission des biotechnologies. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, lançait le programme mobilisateur essor des biotechnologies « destiné à coordonner les actions nécessaires au développement d'une filière industrielle riche d'avenir. Lundi 31 janvier, le ministre présidait la première séance du comité national du programme. Trente-cinq personnalités scientifiques ou représentantes de l'administration, des entreprises, des organisations d'industriels et professionnels, des universités et des associations, se réunissaient afin de contrôler l'action de la petite équipe qui gère le programme.

Pour 1983, la dotation budgétaire prélevée pour les biotechnologies sur le fonds de la recherche atteindra 77 millions de francs, contre 47 millions de francs en 1982. Elle permettra de continuer la banque de données sur les séquences d'acides nucléiques, de créer des banques de souches et de financer des études sur la conservation des souches, des actions de recherche sélectionnées pour leur impact sur la filière biotechnologique, d'amorcer ou de lancer des générations inter-

nationales ~~des~~ des pays comme le Canada, le Japon et nos partenaires de la C.E.E.

Cet effort sera-t-il suffisant ? Ne vient-il pas trop tard ? La France n'a pas fait grand-chose dans les années 70 quand aux Etats-Unis et au Japon se créaient nombre de sociétés d'innovation biotechnologiques. Vice-président du comité, après avoir dirigé la mission des biotechnologies, le professeur Douzou estime, cependant, qu'il n'est pas trop tard pour prendre le train **à marche**.

Certaines initiatives américaines et japonaises semblent **avoir** été prématurées, comme le manifestent quelques facilités. Il y a **eu** du retard sur les produits **les** plus nombreux. Il **est** **encore** **à** l'ordre du jour **au** plan de l'organisme mobilisateur **et** précisément pour la mission **de** combler **les** handicaps. Les jeux ne semblent pas encore faits. **M.** M. Douzou en voit la preuve **et** **il** **se** **voit** **donc** **en** **train** **de** vouloir des pays industrialisés de passer **à** l'accord de coopération bilatérale **et** multilatérale **avec** la France. Mais les jeux **se** **font** **de** **plus** **en** **plus** dans dix ans.

# MÉDECINE

■ M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, vient d'annoncer que, pour 1983, la hausse moyenne des prix de journée des cliniques privées serait de 8,5 % au 1<sup>er</sup> janvier. Cette augmentation pourra être modulée selon les établissements après discussion avec les comités régionaux de sécurité sociale. A la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.) et à l'Union hospitalière privée (U.H.P.), on juge cette revalorisation très insuffisante. compte tenu de l'augmentation des charges des établissements de soins privés.

■ **Jacques Chirac**, qui a reçu l'**Hôtel de Ville** le 31 janvier les responsables « **Etats généraux de la santé** », organisés à Paris 30 janvier (**le Monde** du 31 janvier), a vivement critiqué les projets gouvernementaux relatifs à la réforme du système ■ ■ ■

■ La **société française** ■ ■ ■ prend conscience du marché de dupes qui, progressivement, menace les systèmes de soins et remet en question ■ ■ ■

■ non seulement ■ ■ ■ acquis ■ ■ ■ nouveau de la médecine française, mais encore les conditions mêmes qui permettraient d'assurer l'avenir ■ ■ ■

■ déclare M. Chirac.

**Le Monde**  
D I M A N C H E

Dans son numéro du 6 février

## L'Etat marchand d'alcool fait de mauvaises affaires

Vendre de l'alcool, ce n'est pas forcément  
gagner de l'argent. Qu'il s'agisse de la vigne  
ou de la betterave, l'Etat en perd.

Enquête de Daniel Schneider

# CAMEL

## BRIQUETS



BRIQUET TEMPÊTE RECHARGEABLE, FABRIQUÉ PAR ZIPPO, USA





# LA FRANCE SE LANCE DANS L'IMAGE DE SYNTHÈSE

POINT DE VUE

## Rattrapper le retard

par PHILIPPE QUÉAU (\*)

Le monde de l'image et de l'audiovisuel n'est pas récent. En 1963, la France avait lancé des études sur la génération synthétique d'images et leurs applications en temps réel pour des applications à la simulation.

Actuellement, on peut relever de grandes applications de l'informatique dans le domaine de l'image : des représentations graphiques, dans le domaine de l'analyse, l'ordinateur analyse, restaure, traite des images disponibles, c'est-à-dire déjà saisies à la suite d'une observation réelle. En revanche, on parle de synthèse d'image quand l'ordinateur calcule à partir d'instructions, de données ou de programmes des images qui n'ont pas d'existence préalable. La synthèse concerne des utilisations aussi diverses : la simulation, la conception assistée par ordinateur (C.A.O.) ou la création artistique.

On peut synthétiser de simples graphiques pour des jeux vidéo, la représentation de statistiques, ou produire des images très « réalistes » qui servent de façon positive dans des prises de décision. Bien entendu, il est possible de produire des animations en calculant des séries cohérentes d'images comme dans le cas du cinéma d'animation.

Une des caractéristiques de ces techniques de production d'images est d'offrir une large palette de possibilités d'interaction avec l'image, avec certaines applications spectaculaires : la génération d'images « réelles » qui permet de « se déplacer » à volonté dans les modèles d'univers préalablement définis. Les applications scientifiques, industrielles, militaires, qui ont été le domaine de développement de la recherche-image, qui s'est tenu essentiellement aux États-Unis. Le boom de l'industrie du micro-ordinateur a fait de la synthèse de l'image par ordinateur un fait technique important avec un développement plus de 100 % par an. Les applications dites « artistiques », c'est-à-dire au cinéma, à la télévision, à la publicité, au design, ont profité a posteriori de cet outil technologique et ont commencé à produire des résultats prometteurs. Un grand public comme *Tron*, *Star Trek II*, utilise les techniques les plus avancées des laboratoires de production d'images synthétiques, nombreux publicitaires ont appelé à ces techniques informati-

### L'évasion des budgets

que le développement croît rapidement, on ne peut pas dire qu'il y ait un certain retard de la recherche en France. Les universités disposent de très nombreux moyens graphiques et équipes de chercheurs. En matière de C.A.O., les logiciels haut niveau des grands industriels (Renault, Marcel Dassault, Matra), dans le domaine de l'audiovisuel, on trouve les premiers logiciels de quelques partenaires (C.C.E.T.T., I.N.A., S.F.P., C.S.T., Lactama, Sogitec), le système ne dispose pas de systèmes opérationnels suffisamment performants pour permettre le développement d'une activité de production compétitive sur le plan international. Les besoins croissants des secteurs de la publicité, du dessin animé, des spéciaux cinématographiques, de l'urbanisme, de l'architecture, ne peuvent être entièrement satisfaits par les produits français.

Il est particulier de l'animation assistée par ordinateur, la production industrielle se heurte à un déficit artistique et culturel. Il n'y a pas de florissement des États-Unis différentes de la France, graphique par ordinateur, d'un style personnalisé dû à l'emploi de tel ou tel logiciel. Le savoir-faire technique qui reste à maîtriser se pose donc déjà en enjeux plus qualitatifs : créativité, inventivité, maîtrise des formes, des genres. Faute de trouver place à ces moyens suffisants, on ne peut pas

évasion importante des budgets de production d'autres pays (environ 100 millions de dollars par an).

Face à cette situation, et compte tenu de la prévision d'une croissance du marché européen supérieure au marché mondial, les ministères de la communication, de la recherche et de l'industrie, de la culture, de l'Éducation nationale, ont proposé un « plan image » articulé autour de trois objectifs principaux : renforcement de la recherche existante, développement de systèmes d'actions volontaristes, sensibilisation et formation de milieux utilisateurs. Le 7 décembre 1982, le monde a été présenté les grandes lignes du rapport de MM. Stourdzé. Pour le domaine de l'audiovisuel, il est prévu de créer une structure originale chargée de la mise en œuvre de systèmes de logiciels d'application en vue d'une exploitation de la télévision et du cinéma de conduire une politique de production expérimentale d'associer plus étroitement les utilisateurs au développement de prototypes.

### La communication entre artistes et ingénieurs

Deux axes de recherches complémentaires sont envisagés : le 2 D (deux dimensions), et le 3 D (trois dimensions). Un système 2 D doit pouvoir produire simplement et rapidement des images animées, avec une qualité comparable aux techniques de cinéma d'animation. Le système doit être capable d'établir une communication graphique avec le calculateur et disposer d'une bibliothèque de programmes d'animation et d'effets graphiques et plastiques permettant de simuler des scènes virtuelles.

Pour la simulation de scènes tridimensionnelles, il est prévu de créer un logiciel de base permettant la production graphique de données tridimensionnelles : les données de (parties cachées, données d'itu-

mination, ombres portées, anti-crénelage...) et la génération de données réalistes. D'autre part, il faut mettre au point un logiciel permettant de maîtriser les données d'animation dans un espace tridimensionnel synthétique : interaction gestuelle (ou autre...), analyse de synthèse du mouvement humain, modèles d'expressions (mimiques, animation faciale...).

La plupart des concepts évoqués ci-dessus ont déjà reçu un début d'application commerciale aux États-Unis, et les recherches les plus avancées menées par certains laboratoires de synthèse de l'image laissent déjà entrevoir un début de réalisation de scènes jusqu'alors inimaginables : synthèse de paysages d'acteurs humanisés. Là encore, il convient de souligner que la nécessaire maîtrise technique doit se doubler (plus facile à dire qu'à faire...) d'une égale maîtrise expressive et esthétique. Dans ce domaine, les voies ouvertes sont très nombreuses et il faut encourager la formation, de compréhension de l'outil, reste à faire de la part des créateurs encore rebuts par un accès difficile (problèmes de l'ergonomie des machines, de la souplesse des logiciels).

En outre, ces systèmes sont en l'attente d'équipes de haut niveau technique, la préoccupation principale est d'avancer le plus loin possible dans ce champ en friche avec une sorte de course à la performance technique, que les enjeux de maîtrise de création soient toujours bien compris. C'est peut-être là la tâche la plus difficile qui attend les chercheurs du pôle de recherche-image, dont on annonce la création prochaine : assurer une communication entre la légitime revendication de la transparence de l'outil pour les artistes et la nécessaire recherche de performances et de fonctions nouvelles pour les concepteurs de systèmes.

(\*) Responsable du groupe de recherche-image, Institut national de la communication audiovisuelle (I.N.A.). Philippe Quéau avait écrit dans le *Monde* dimanche un premier texte consacré aux « Ordinateurs à images » dans le *Monde* daté 11-12 janvier 1981.

I.N.A.

## INSTITUT NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Laboratoire pour l'avenir de la Communication audiovisuelle  
Mémoire vivante de la Radio et de la Télévision  
École de Formation aux métiers de l'Audiovisuel  
Lieu de Création et de Recherche en matière de programmes

### LA RECHERCHE IMAGE

- Recherche Technologique : (Système PSYCHO-MIM)
- Recherche Image : Traitement et synthèse d'images par ordinateur, 2D et 3D
- Production Expérimentale : accueil et coproduction : (vidéo, informatique, film)

### LA RECHERCHE MUSICALE

- Création - Formation - Recherche : Prototypes audionumériques
- Concerts : Acousmonium mobile - Trio, I.N.A. Plus
- Patrimoine : Plus de 1 000 titres, disques, publications.

I.N.A. - Relations Extérieures  
23, boulevard Jules-Ferry  
75011 PARIS  
Tél. 355-44-84

Un Forum international des nouvelles images organisé du 2 au 4 février, à l'occasion du vingt-troisième Festival international du télécinéma de Monte-Carlo, qui a lieu dans cette ville du 2 au 12 février. Ce forum est organisé par l'Institut national de la communication audiovisuelle (I.N.A.) en collaboration avec l'International Marketing Film. Il est la première manifestation importante de ce thème depuis la dernière manifestation gouvernementale de développer la recherche et la production dans le domaine de l'audiovisuel images (le 15 décembre 1982).

Les trois journées seront consacrées respectivement : 1) aux applications de la composition visuelle électronique à la télévision et au cinéma ; 2) au son numérique pour les nouvelles images ; 3) à la révolution de l'image interactive ; 4) au traitement et à la synthèse d'images (notamment pour le cinéma animé). Les principaux experts invités seront au nombre des six cents à Monte-Carlo, notamment les Américains, les Japonais, les Allemands... Une journée de formation aura lieu sur place, avec le concours du Fonds de formation des médias du spectacle.

Le Festival international de télévision accueillera d'autre part un Marché international du cinéma et de la télévision et, pour la première fois, un Marché international de la vidéo, réservé aux professionnels producteurs et distributeurs de programmes vidéo. Cette dernière initiative revêt une importance, au plan mondial, qu'occupe maintenant la vidéo dans l'ensemble de la production audiovisuelle.

## Les créateurs et la machine

Il y a un an, lors du premier séminaire organisé à Monte-Carlo par l'Institut national de la communication audiovisuelle (I.N.A.), les nouvelles images n'étaient qu'un thème de réflexion pour quelques chercheurs passionnés et une poignée d'industriels audacieux. Quelques mois après, un groupe de travail dirigé par M. Henri Faise, de l'I.N.A., se voyait chargé de répondre à la demande de cinq ministères : communication, recherche, industrie, culture, P.T.T. et Éducation nationale. Dans le rapport public paru en novembre dernier, les conclusions de ce rapport étaient aujourd'hui sur la création d'un « pôle de développement et d'application » des nouvelles techniques de l'image dans la production audiovisuelle. Ce groupe d'initiés public a été constitué autour de l'I.N.A. à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) et pourra travailler pendant le second semestre de cette année.

### La fuite des cerveaux

Pour une fois, on est allé très vite. C'est qu'on s'est aperçu que la création d'images par ordinateur ne relevait pas de la science-fiction ou de la planification à long terme. La sortie du film *Tron* sur les écrans français a révélé au grand public l'univers des images de synthèse, et le gouvernement l'impressionnante avance américaine dans ce domaine. Depuis le début des années 60, les universités américaines pilotent des projets soutenus par la recherche spatiale et militaire. Ce qui nous aujourd'hui aux États-Unis une position dominante sur le marché mondial des systèmes de traitement et de synthèse, un marché qui connaît une croissance annuelle de 35 à 40 % et qui devrait atteindre 5 millions de dollars en 1985.

Le rapport « Nouvelles images » précise même que la part européenne de ce marché a déjà diminué de 85 % par les États-Unis. Ce qui n'empêche pas les Américains de travailler sur les logiciels par les informaticiens français de venir chercher la main-d'œuvre pour réaliser *Tron*. Cette fuite des cerveaux a été déjà bien réfléchi, d'autant que le rapport « Recherche images » précise jusqu'en 1977 la recherche française était encore influencée au niveau in-

ternational. Mais, privée de moyens, disséminée, ne disposant pas d'une filière informatique cohérente, elle n'a jamais dépassé le stade expérimental. C'est là que le gouvernement très préoccupé des questions de dépendance industrielle : quand elle est double, à savoir, d'une dépendance culturelle, la réaction ne se fait pas attendre.

### Une mutation culturelle

Cet enjeu culturel des nouvelles images n'a rien, à première vue, d'évident. Pourquoi consacrer une centaine de millions de francs pour développer une technologie de pointe alors que, de l'avis unanime, la production audiovisuelle classique est déjà insuffisante ? À quoi servirait les nouvelles images en dehors de quelques trucages compliqués ou de certains films de science-fiction ? Surtout si l'on songe que leur coût de production - entre 100 F et 30 000 F la seconde - est encore largement prohibitif.

C'est là que les nouvelles spécificités du médium interviennent de façon décisive : toutes les autres applications. Le rapport de M. Faise désigne deux secteurs où l'important est la réalisation : la télévision et le film publicitaire. Dans ces deux domaines, les nouvelles images sont déjà très élevées et sont les plus aptes à intégrer l'innovation technologique. D'autant que, une fois les logiciels de programmation maîtrisés, le prix de l'image synthétique baissera rapidement.

Mais au-delà de ces deux premières applications, la synthèse est le traitement des images, appelée à bouleverser complètement la production audiovisuelle. La vidéo, déjà appelée aux nouvelles techniques pour réaliser des génériques, demain elle s'en servira pour réaliser

des images électroniques cessera d'être un simple instrument de diffusion de données pour devenir un véritable médium de création. C'est là que l'enjeu esthétique est le plus prioritaire. Le style d'une image synthétique dépend étroitement du logiciel informatique et de la machine de traitement qui la produisent : dans ce domaine encore neuf, les choix technologiques sont aussi des choix esthétiques. Si l'on ne se contente pas de les laisser à la discrétion des techniciens, que l'on veuille se donner à travers les jeux vidéo, - il est évident que la création française se dote de ses propres instruments. Cette maîtrise est d'autant plus nécessaire que l'esthétique de l'animé détermine en aval une grande partie de celle du jouet, par l'intermédiaire des produits dérivés.

La création visuelle d'ordinateur n'intéresse pas seulement l'univers de l'audiovisuel. Toutes les professions qui travaillent aujourd'hui avec un ordinateur utilisent de plus en plus des systèmes de visualisation. Il est plus facile d'interpréter un schéma ou une image que de lire une suite de données. Qu'il s'agisse d'analyser le cerveau par scanner, de dessiner une voiture ou de simuler un plan de circulation urbaine, l'image synthétique est devenue l'interface indispensable entre l'homme et un univers géré par l'informatique. Un phénomène qui ne peut que s'accroître avec le développement du micro-ordinateur individuel.

C'est dans ce domaine de la conception assistée par ordinateur (C.A.O.) que l'on sent peut-être le mieux l'importance de la mutation culturelle en cours. Pour la première fois, l'image n'est plus un reflet du monde réel, mais la visualisation d'un savoir que l'on a. La lecture de l'image, la place qu'elle occupe dans la culture et l'économie vont s'en trouver complètement modifiées.

### Dynamiser sans monopoliser

À ces enjeux, la France doit à ce développement, la mise en place d'un cadre légal. M. Henri Faise est très clair. Comme dans les autres secteurs de l'audiovisuel, il faut dynamiser sans monopoliser, subventionner sans étatiser. Ce groupement d'intérêt public débouchera sur une structure légère (une trentaine de personnes) et essentiellement éphémère. La dynamique du marché devra, à terme, se substituer à l'aide de l'État.

Regroupant des partenaires publics (universités, centres de recherches, P.T.T., Agence de développement de l'informatique, sociétés de télévision), le « pôle » associera des partenaires privés à chaque contrat de programme. Sa première tâche sera de regrouper les initiatives et un tout cohérent pour passer rapidement du stade de la recherche à celui du développement industriel. Il devra disposer de moyens adaptés à la création audiovisuelle et surtout de logiciels, ces programmes graphiques pré-établis qui contiennent plus de cinquante mille instructions, capables de faire l'essentiel de la production.

La deuxième tâche sera la formation. Celle d'ingénieurs spécialisés en informatique graphique : des D.E.A. (diplômes d'études approfondies) pourraient être mis en place dès l'an prochain. Mais celle aussi des créateurs : l'installation du groupe à Bry-sur-Marne, sein d'un ensemble regroupant la formation, la recherche et l'application des hautes études cinématographiques (IDHEC), n'est pas un hasard. Très préoccupé par le rôle du service public dans ce nouveau secteur, l'I.N.A. a déjà mis pied à terre des réalisateurs pendant le séminaire international de Monte-Carlo.

Enfin, il faudra lancer les premières productions, sachant qu'aucune société, publique ou privée, ne peut supporter aujourd'hui le poids de l'innovation technologique. Le ministère de la culture devrait jouer un rôle prépondérant en subventionnant un certain nombre de productions par ses biais et ses aides à la création audiovisuelle.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### QUATRE EXEMPLES

**Synthèse.** Les téléspéctateurs du 7 janvier ont vu à la télévision une image « LA 2, 22 h 20, Maison vide, un homme animé d'une minute entièrement produit par ordinateur sur un logiciel de la SOGITEC et une réalisation d'André Delbecq. L'ordinateur a saisi un dessin en le décomposant en 1 500 polygones. Puis il a rempli cette image « fil de fer » en calculant les ombres et les reflets. Tout cela pour chaque image, en fonction de la position de l'observateur et du rythme de cinq minutes de calcul par image.

**Générique.** Le générique de la Régie de publicité sur FR 3 a été traité par ordinateur. Le logo de la R.F.P., les éléments graphiques, ont été filmés par une caméra puis animés et colorés par le dispositif de traitement. Le zoom et l'impression de troisième dimension sont ainsi purement artificiels.

**Formation.** La SOGITEC a réalisé pour la formation des pilotes des simulateurs de vol utilisant l'image synthétique. L'ordinateur imite le cockpit du pilote la vue d'un terrain d'atterrissage en trois dimensions, les données de l'éclairage dépendant des conditions météo. Les images changent instantanément en réponse aux manipulations du pilote sur ses commandes.

**Conception assistée par ordinateur.** Les ingénieurs de Renault ou de Peugeot utilisent des systèmes de visualisation graphique pour dessiner de nouveaux modèles de voitures. L'ensemble des données de la conception (aérodynamisme, matériaux, etc.) est enregistré par l'ordinateur et peut être utilisé pour la production de plusieurs images possibles.







# Un festival sans prix

Le fait que les festivals indiens compétitifs - même une année sur deux - n'est pas sans placer ce pays dans une position que rend difficile la multiplication récente des festivals dans le monde. Celui de Manille notamment, proche par les dates, projette désormais une grande ombre sur son concurrent de New-Delhi.

Devant la médiocrité générale des films sélectionnés, le jury, présidé par Lindsay Anderson, a décidé de ne pas attribuer

cette année son grand prix (le Monde du 11 janvier). Anderson, rappelons-le, a déclaré que « le cinéma du tiers-monde n'a besoin d'aucun patronage, mais d'encouragement et d'aide. Inclure des œuvres de qualité inférieure dans une compétition internationale ne va aucunement dans ce sens, ni d'ailleurs des films de bonne qualité professionnels mais de pays ».

paternalisme est l'honneur du *France* et de l'Inde, qui n'a bien entendu aucun intérêt à brader son trophée.

Beaucoup ont trouvé que la sélection des films présentés dans le panorama indien - vingt et un films - manquait de rigueur et de cohérence. C'est que ce cinéma se développe dans une diversité accrue, même si les films d'auteur restent le jour les plus susceptibles d'être observés.

## La vague de la vogue

Malheur au pays qui a besoin de héros, mais que ferez si les pauvres humains ont besoin de gourous ? Ennuye d'eux-mêmes, l'artiste dans leur pays de souffrance, par la réance du corps à la vie, se convertit à la schizophrénie de celui qui les délia. Les artistes servent de modèles : normaux, ils sont les porte-parole des dieux. C'était déjà ainsi dans la Grèce antique, ça l'est toujours dans les cultures péloponnèses, et chez les acteurs désireux d'échapper au « système » qui sécularise l'imagination et banalise les comportements.

Alors, en groupes, pour ne pas être en troupeau, ils se sont tournés vers les pratiques enseignées par leurs inventeurs - mais si quelque chose ne s'enseigne pas, c'est bien le don d'invention. Quand même, on a vu les groupes par milliers se rassembler autour de ces personnalités immenses qui infatigablement le mouvement des arts et modèrent des paysages inconnus. On les a vus, les groupes, à l'Actors Studio, apprendre à jouer, à planer vers les utopies de Jüan

**P**LEUSIEURS films récents ont fait connaître au public français le cinéma indien. Mais, pour l'heure, c'est grâce à un véhicule étrange, *Katha Kabhie* (1982), de Sa Paranjypte, que le cinéma indien ignore généralement la comédie, — qui oppose deux personnages : un jeune homme modeste, travailleur et sérieux, et une jeune femme parasite, hâbleuse, et ambitieuse. Les deux amis, liés le lièvre à la carotte, entrent en compétition amoureuse. La qualité de l'interprétation, la beauté des décors, les dialogues, sur un rythme rapide et non dépourvu d'élégance font de ce film une œuvre assez unique dans la production indienne récente.

**Phaniyamma** (**Phaniyamma**, 1982), des Premis Karanth, « une femme qui talentue », est le résultat de certaines circonstances anciennes : celle des mariages d'enfants. Phaniyamma, petite fille mariée à l'âge de neuf ans, se retrouve ~~nous~~ peu après. Sa vie ~~est~~ sacrifiée, les ~~mariages~~ n'ayant pas le droit de se remarier. Si elle subit son sort sans broncher, elle se montre capable d'évoluer jusqu'à encourager, devenue vieille, la révolte de ~~la~~ places ~~des~~ des circonstances similaires. Cette œuvre est très finie, d'un beau plaisir plastique fondé notamment sur une ~~écriture~~ subtile ~~de~~ leur, met enfin au premier plan le personnage le plus négligé du cinéma indien, la femme.

Financés par le gouvernement de Bengale et l'Ouest, ces films politiques se veulent à la fois témoignage et invitation au militantisme. *Grihadhara* (la Croûte des chemins, 1982), de Buddhadev Dasgupta, peut aller jusqu'à dénoncer pour éveiller, ce soit dire, la corruption qui le ronge. Un journaliste tenace et courageusement de l'enquête : il sera... Le pessimisme de son œuvre — un autre personnage perd sa révolutionnaire — ne se d'intégrer au système s'accorde le peintre d'un Calcutta nocturne, sans suintant, aux venelles et aux immeubles décrépis.

domine une atmosphère de sourde, qui transforme panique quand l'action.

Shyam Benegal, avec *Aravan* (*la Montée*, 1982), poursuit une réflexion abondante. Il s'agit ici de l'épopée d'un paysan qui, pour échapper à un prêtaiqre qui lui a prôprieté du terrain, de quitter la terre qu'il aime. Le film illustre la rapide désintégration de sa famille, qui habite à Calcutta mais le mène à cr le crime. Mais le héros, après des années de luttes et de procès, est finalement que ses droits normaux restés et devient maître de son destin de son village. Tout en étant riche en situations incisives, une situation précise à date d'exploitation d'un terrain rural, le film choisit camp révolutionnaire. Une approche très facile davantage au sentiment qu'à la généralité que d'analyse dialectique : la terre de Benegal

est d'atteindre un public ~~aussi~~ large  
que possible.

**Uppalendun Chakraborty**, né à Calcutta (*les Yeux*, 1982), s'appuie sur un sujet fort : qui, d'un travailleur aveugle ou d'un fils aveugle d'un grand patron, pourra bénéficier des yeux légués par un condamné à mort, leader syndical qui, précisée-t-elle, est injustement exécuté ? Mais par ce thème capitaliste ? Les manœuvres et magouilles d'un côté, la détermination de l'autre, le héros, un jeune ténor, n'est-il pas un peu impuissant à sortir du compte. Si les deux personnages se croisent, c'est au moment par où félonie dernière, finalement détraîts, au moins demeure intact l'esprit révolutionnaire des classes laborieuses. Seul l'indien lui participer à la compétition, *les Yeux*, mais effluve d'une autre dimension, celle du jury, « la force de son expression et son engagement humains ».

Pour le réalisme qui échappent, *Pratikshod* (Représailles, 1982), de Surendra Nath Dhir, avait été élu au panorama indien. Il s'agit pourtant d'une œuvre de grande qualité. Sur un sujet sérieux — un jeune homme pauvre tenté d'entrer dans l'administration indienne le salaire d'un tel à sa femme qui a travaillé un temps et qui n'a pu, pour cause de maladie, lui travailler dans le défilé prénu, — ce film en fait un blanc, cruauté et pauvre, témoins, par sa tristesse même, d'une vraie réalité. Au regard, dans un style qui peut faire penser à Breton. Ni idéalisme ni misérabilisme, il nous montre les hommes qui à l'extrême, dans le monde du film et de la vie, se battent pour s'adresser, une femme sur l'humiliation, de l'intérieur du film tenu, — les longs plans qui le ponctuent à bout en bout.

**Kharij (L'affaire n'est close,** 1982), le dernier film de Minal Saeed, est une rareté. Le réalisateur se livre divers sans grandes restrictions. Son livre parle quelques années à une analyse critique des moeurs indiennes, auxquelles il a toujours dû appartenir. Ici le mot « accident » d'un domestique enfant, ce qui est insupportable dans la fiction, aboutit à mettre à jour sans aucune contradiction les hypocrisies du couple qui l'employait, et dont la responsabilité se trouve d'une certaine manière engagée. Le père de l'enfant, un paysan pauvre, n'obtiendra aucune compensation. L'humiliation encore, d'une force qui s'inspire à la fin du film : Sen s'impose de plus en plus comme un cinéaste à la lucidité d'un journaliste, et son regard se fait

Le cinéma indien d'auteur continue. Il continue aussi à nous étonner. ■ nous de savoir répondre à ses ~~silences~~ ■ ses silences, ~~comme la douleur~~ comme la douleur.

**HENRI MICIOLLO.**  
*Directeur de l'Institut français*  
*de Rome. Auteur de "Dante et Ray."*  
*Editions L'Age d'Homme.*

**A**EROBIC... la France vit l'éclosion d'un nouveau phénomène, le « aerobic » d'outre-Atlantique, connu le plus souvent sous le nom de Gymnastique à l'Américaine. L'aérobic, mélange de danse et d'activité sur une musique disco dans des tenues colorées. Lancée en Californie par l'actrice Jane Fonda, elle a pris par le biais des médias elle-même l'extension du corps. Elle a ses temples, son organe de presse *Vital* et sa messe dominicale sur Antenne 2. Gym tonic. L'aérobic envahit tout et tend à séduire auprès du public la danse, ses techniques plus complexes, centrées sur la prise de conscience du corps.

Discutée, contestée sur le plan de la pratique, en raison de son rythme forcé, l'aérobic pose également un problème de comportement : alors que le danse engage en même temps que le corps, le cœur et l'esprit, l'aérobic ne concerne que le corps. Son enseignement n'est ni l'acquisition d'une technique ni la recherche d'une expression. C'est tout au plus une mise en forme intensive reposant sur une relation pédagogique minimale (reproduction de gestes), passive, qui débouche sur le narcissisme plutôt que sur la communication.

A Figeac et dans sa région, plus d'un millier de salles dispensent cette culture nouvelle ; il s'en ouvre tous les jours dans tout le pays. Cela va du club hoteux, suréquipé, à l'association sportive municipale, qui loue le gymnase du lycée. On estime à environ 100 000 millions et demi les Français déjà inscrits. Coût de l'abonnement : deux millions à trois millions par an, plus les dépenses soixantes vestimentaires, plus les taxes et les cassettes vidéo pour travailler chez soi ; belles sources de profit.

L'origine de cet engouement pour une technique du saut, après des siècles de répression et de roulement, et sa récupération par les États-Unis, les États-Unis étaient bien placés pour vivre ce phénomène. Dans l'Amérique puritaine du début du vingtième siècle, déjà, de jeunes personnes comme Duncan et Ruth Sarn-Dun, puis Martha Graham, s'élevaient par des sauts évolués. Le

talent leur conseil aux ordes et allaient étudier chez Germaine Stebbins une gymnastique harmonique (Travail des principes du Français Del Sarte), ~~immense~~ ~~libre~~ ~~corps~~ ~~un~~ ~~moyen~~ ~~d'émancipation~~ ~~Musique~~

Pour les hippies, la nudité fut le symbole de l'innocence humaine brisée par la civilisation et la consommation soumise aux forces de l'argent. L'artiste Jane Fonda trouvait dans l'eudécia physique un moyen de rétablir un sens compromis par des années de régime amaigrissant et de recours aux éphémères. Avec son ardeur habituelle, elle mettait au point une méthode visant à faire travailler intensément chaque groupe de muscles pour modeler son corps et lui donner de l'endurance. « Travaillez grossièrement, répétez, même jusqu'à la sensation de brûlure », tel qu'elle eut l'idée d'accompagner en musique pop ou folk pour en accruser la rigueur.

Son goût très américain du prosélytisme l'amène à ouvrir un cours, puis à exposer sa méthode dans un livre-démonstration assorti d'un cours en vidéocassette.

La méthode Fonds, véritable leçon d'énergie, connaît un succès fou, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'un discours où le star contestataire décrit son style du « *fly-boy* » à l'être épanoui, résolu, fier, et digne en même temps la pollution, la malnutrition et autres nuisances engendrées par la société. Il ne faudra pas longtemps à cette révolution du corps féminin pour devenir une industrie du muscle. Il est vrai qu'avec l'argent gagné Jane Fonds continuera sa petite guérilla contre l'establisement.

Quelques Français curieux sont allés voir ce qui se passait chez elle. ~~En~~ **En** ont rapporté une méthode, popularisée sous le nom d'aérobic, et qui retient surtout le côté gymnastique dansée sur des musiques disco.

C'est le journal *Vital* qui a donné le ton. Le mensuel, 100 pages, 100 exemplaires, dont le P.D.G. n'est autre que Patrick Thénot, a repris le style *Salut les copains* et fabri-

**CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE**  
111 bis, avenue Daumesnil (75) - 535-73-15

**l'univers magique des  
Indiens Huicholes**

l.j. (et dim.) 10 h-18 h, sams. 12 h-18 h  
du 1<sup>er</sup> au 12<sup>er</sup> mai

**MAIRIE ANNEXE DU X<sup>e</sup> Arrdt**  
130, av. Daumesnil - M<sup>e</sup> Dugommier  
**Du Faubourg Saint-Antoine**  
**au Bois de Vincennes**  
**Promenade historique**  
**dans le XII<sup>e</sup>**  
Du 27 janvier au 20 février  
7 h., sauf lundi, 11 h 30 et 18 h

**BIBLIOTHÈQUE NATIONALE**  
58, rue de Richelieu - I

**JEAN GIRAUDOUX**

Tous les jours de 12 h à 18 h  
Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1983

**LES SALONS**  
**DE LA ROSE-CROIX A.M.O.R.C.**  
189 bis, rue — 271-89-17  
présente :  
**Bertrand Dobrinsky,**  
**Pikolny,**  
**Schreier et**  
**Peintres de Montparnasse**  
**20 Janvier — 1<sup>er</sup> Février**  
T.L. de Dim. Lund. 16/18 h.

**UN ARTISTE COBRA A LA MAISON DU DANEMARK**  
**HENRY HEERUP**  
*ornement et fable*  
*peintures - sculptures - gravures*  
 142, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Métro : Étoile  
 T.J.J. de 12 h à 19 h ; J.S. et fêtes de 15 h à 19 h - Entrée libre  
 LUSOIAUT23 SEVIERE

**GALERIE ARIEL**  
140 bd haussmann paris 8<sup>e</sup>  
**C.H. PEDERSEN**  
FEVRIER

MAIRIE ANNEXE DU XI<sup>e</sup> Arrdt  
place Léon-Blum - M<sup>e</sup> Voltaire

**TOMMASI**  
« SCULPTURES »

28 JANVIER - 14 FÉVRIER  
11 h 30 à 19 h

**T.I. - ENTRÉE LIBRE**

**PREMIER SALON  
DE SCULPTURE  
ESPACE ET MATIÈRE 83**

le cadre de l'Université  
VI. P. 7 une exposition en plein  
air aura lieu du  
24 mai au 16 juin 1983

du dossier de :

**CENTRE CULTUREL AFSIAS,  
2, place Jussieu 75005 PARIS  
entrée gratuite 34 et 44**

Date limite d'envoi de **manuscrits**  
 avant le 28 février

---

**JEUNES CRÉATEURS**  
 Savez-vous qu'un  
**FESTIVAL**  
 vous est **organisé** à Paris ?  
**organisé** **par** **le** **Ministère** **de** **la** **Culture** :  
 P.I.C., 123, **avenue** **de** **la** **Libération**  
 91220 **Evry** **sur** **Yvette**

**ANTONIO PETICOV**  
peintures et sculptures  
Du 2 au 28 février  
**GALERIE 212** • 212, bd ... 75007 PARIS • TEL. 646-43-36

A black and white advertisement for Coach Leatherware. At the top, the text "DALL'ESTATE DEL 1988" is on the left and "DE 100 A 150" is on the right. Below this, a large, stylized Coach logo is centered, featuring the word "COACH" in a bold, serif font with "LEATHERWARE" underneath it. Below the logo is a detailed line drawing of a Coach bag, specifically a shoulder bag with a long strap and a small rectangular tag attached to the strap. The entire advertisement is framed by a thick black border.

NO 1988 — Coach Duffin Bag

Souples et décontractés, les « Coach bag » sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir « pleine fleur » qui, à l'usage, se patine et vieillit «*»* beauté.

Ce sont les «*»* les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. — des «*»*

aujourd'hui à Paris.

**Galerie Coach Bag**

23 Rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>  
326.29.17

**AUX SOURCES  
DE LA  
COULEUR**

**FILMS COLOURIES AU POCHOIR  
(1897 - 1920)**

*Films sauvés et restaurés  
par le Service des Archives du Film  
grâce à l'aide de la*  
**FONDATION KODAK-PATHE**

*Ces films seront projetés  
à la Cinémathèque Française  
Palais de Chaillot  
Au. Albert de Mun Paris 16°*

**le mercredi 9 février 1983  
à 21 heures**

**FONDATION  
KODAK-PATHE**

le plus grand  
**L'ŒIL  
DU TIGRE**  
MICKY R





# ITALIE

# Les espaces prolongés

Dans deux semaines, Giorgio Strehler annon-  
cera officiellement ce que le Théâtre de l'Eu-  
rope que Jack Lang, ministre de la culture, lui  
demandé créer et qui occupera la scène de  
l'Odéon moitié l'année.

Giorgio Strehler, qui continue à faire ses mises en scène et à diriger le Piccolo Teatro pour lequel la ville de [REDACTED] fait construire un nouveau bâtiment. [REDACTED] secondé par Maurizio Scaparro, également metteur en scène — on a vu son *Cyrano* à Chailfort en 1981 — et responsable des [REDACTED]

carnavalesques de Venise. On espère ■ venue de Luca Ronconi ■ Paris, ■ ■ ■ derniers spectacles. Les Italiens sont de retour. Si toutefois, tout ■ ■ ■ ■ ■ comme prévu.

On a souvent l'impression qu'en Italie les choses se passent à l'envers. Ici, c'est le monde qui attend un bang imprévisible, tandis qu'en France, on attend ailleurs. Cela tient beaucoup à ce qu'en France, les choses se passent par paquets, avec de grands intervalles de vide. Et pourtant elles existent, perdurent, le spectacle est vivant et on connaît mal.

gies de l'illusion, ainsi Gian Carlo Sepe. Lui non plus, on ne le connaît pas en France. Pourtant, depuis 1963, il gravite dans l'avant-garde, qui, d'ailleurs, semble marquer le pas et attendre en vain des hommes nouveaux. Soit ils ne sont plus intéressés, soit ils manquent d'invention. En tout cas, les caves et petites salles et workshops dans les maisons tu seras pour la plupart fermées. Ceux qui les tentent vivent précé-

rent aujourd'hui les grands moyens. Même Perlini a aménagé entre dans un quartier excentrique de Rome, Piern' Alli met en scène à Scala... *L'Oncle Vania*, Gian Carlo Scpe a présenté un petit théâtre romain, reprise, date cinq... Son plus récent spectacle, une production importante, *A chacun sa vérité*, vient d'être au Nuovo di Milan.

### *Les faux semblants de la lumière*

[illegible]

placent en rang d'oignons le long des  
marchés, qu'ils se  
détachent et se  
détachent à la même  
tringle, et dont les fils se so-  
lent embrouiller. Ils ont l'air  
d'être leurs vêtements, les  
saccadés, glapissent, exagèrent les  
rires et les mimiques, se dissimulent  
derrière les autres hyperboliques.

Le système est tout simple : grâce à un chassé-croisé de miroirs et d'éclairages, les comédiens se tiennent à un endroit et sont vus à un autre, d'où le décalage des voix et des images, qui disparaissent et apparaissent ailleurs, au moindre déplacement. C'est le truc, dans les films, de la femme à la tête couverte d'arabesques, des diadèmes de perles les plus raffinés. Il n'y a pas de mirage dans *chacun son côté*, mais le même effet d'attrait pour les personnages de leur réalité immédiate. Le décor ressemble à l'intérieur d'un magasin prolongé par la salle et qui s'ouvre sur l'air libre – un ciel vide – par un immense escalier. Les acteurs se

[illegible]**COLETTE GODARD.**

## A LONDRES

## Succès et fermetures

**S**i l'on en juge d'après la fréquence avec laquelle il se trouve parmi les plus grandes cellas de la Royal Shakespeare Company et du National Theatre, le théâtre, à Londres, se porte bien. A la R.S.C., on vient de reprendre *Peter Pan* ou l'enfant qui ne voulait pas grandir : une féele plutôt qu'un drama, une fantaisie où J.M. Barrie confie au début du siècle ses rêves d'enfance, sa fenêtre — loin du monde adulte et d'un intérieur vicorien étriqué. Les spectateurs s'enthousiasment pour les caprices de Tinkerbell et les exploits de Peter, interprété par la même enfant, et non par une jeune femme, par

putation d'être difficile à manier — il se dégage de son spectacle certaines caractéristiques remarquables, une volonté manifeste de déployer ses forces avec toujours, même pas toujours, à la point de vue esthétique, avec un grand sens de l'économie. La poésie en poésie, la technique avant l'émotion, l'évidence avant la poésie.

[illegible]

La profession s'émue, précisément, de la nomination du nouveau directeur du Arm Council, le toutou-jupéjupé « politique » et « social » de l'Armée rouge, Lukash Ritzner, jusqu'à lui reprocher de ne pas être un membre de l'organisme gouvernemental britannique d'aide aux réfugiés.

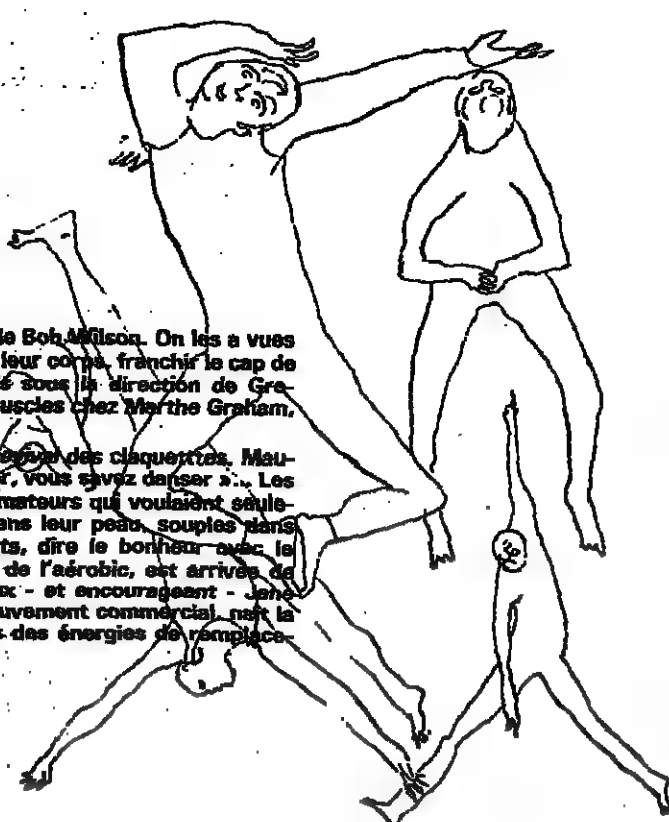
L'homme, certes, n'est pas si fréquent passé à aux milieux d'affaires, s'attache à Londres la portée de cette décision : on voit l'annonce d'une attitude plus sûre, surtout, fond, une remise en l'indépendance du Arm Council.

même si l'expression figure de gallicisme - de service public.

**MARC PERRL**

■ exemple, positif celui-là.  
■ navigation d'un ■ par

Pau d'imagination pourant dans la création de ce classique de la scène anglo-saxonne : après le succès historique de *Nicholas Nickleby*, le R.S.C. offre une pâle démonstration de ses possibilités. Après l'écœurante "enfance éternelle", c'est l'adulte qui se présente, mais sans grand intérêt. Merveilles du National Theatre, où le *Brave Soldier Schweyk* ne désemplit pas depuis le mois de septembre. Grâce à l'interprétation de Bill Paterson, et l'originalité des décors : silhouettes géantes de Hitler et du trio de Yalta, Churchill, Roosevelt, les spectateurs se penchent sur un spectacle au premier abord sournoisement ironique. Mais la mise en scène est si musicale qu'elle gomme les synapses, les ruptures, les trébuchements, qui font le sel du personnage : la force dramatique : la pièce de Brecht. Peut-être un peu causeuse des salles - le Barbican comme le Olivier Theatre ont le ré-



# aérobic

Jeck, étirer le temps du rêve à la suite de Bob Wilson. On les a vues faire le voyage à Wrocław pour dompter leur corps, franchir le cap de la douleur, et se connaître elles-mêmes sous la direction de Grewski. Les danseurs ont exercé leurs muscles chez Martha Graham, Merce Cunningham.

Le goût du disco amène au zénith, **l'ère des claquettes**. Maurice Bejart a dit : « Si vous savez marcher, vous savez danser ». Les jours de danse ont proliféré, pour les amateurs qui voulaient également se rêver. Fred Astaire, être bien dans leur peau, souples dans leurs vêtements, bagués et bien portants, dire le bonheur dans le corps... Puis une autre vérité, la vérité de l'aérobic, est arrivée en Californie, portée par un modèle fameux - et encourageant - Jani-o-ne. Ainsi, soutenue par un grand mouvement commercial, naît la rogue de l'énergie furieuse - au temps des énergies de remplacement - et qui remplace quoi ?

notifier et regrouper la plus d'adeptes possible autour d'un même modèle de vie. Nutrition, sports, loisirs, sexualité, mode, santé, horoscope (astrofobie), s'ordonnent dans une nuance aséptisée en tant que école, prônant le naturalisme. Être bien dans sa peau est l'objectif numéro un de Vital, qui va jusqu'à la ferveur religieuse la suite du corps. L'aséptic et ses dévotions sont promus au rang de catholicisme : « Notre journal devient la maison entre le temple et la nouvelle cité ».


[illegible]

Éric Siméon est le grand docteur de cette fête du muscle. Cheux blancs, physique à la « Babel », abandonné à la gymnastique traditionnelle pour les méthodes californiennes : « On me copie beaucoup, il-l. Moi je suis allé chez Janeonda. J'ai choisi l'aérobic parce que 'est gai ; mes professeurs ont tous un brevet d'État de culture physique. Ce n'est pas partout le cas. L'aérobic peut être aussi enseigné ar des danseurs, et, comme il existe pas de diplôme dans cette rofession, n'importe qui peut ouvrir n cours avec les risques d'écouter

les gens comme moi-même une salle en [ ] qui me tienne pas deux garçons de café. Chez moi, d'ailleurs, on ne peut s'inscrire qu'avec un certificat médical. On pourrait définir l'aérobic comme un travail du muscle en phase d'oxygène. Le rythme ne s'arrête pas ; les correcteurs sont dans [ ]

Quand on suggère à Monserat Simón que cet entraînement intensif présente un véritable risque d'ajouter encore au stress de la vie citadine, il en appelle au témoignage de quelques participants : un médecin (femme), deux secrétaires, un agent immobilier. Tous [ ] que l'exercice entraîne, efficace, en [ ] de la vie. Il ne s'agit pas de leur agressivité, il admettent qu'ils ont le cours d'œuvre pas sur la réflexion (ce le temps [ ] passer sur [ ]

## Les Californi

La nouvelle a éclaté brutalement : les Californiennes arrivent pour enseigner l'aérobic en France. Formées à l'Institut de Motif Ganter, ex-professeur de  Fonds, viennent réanimer l'impulsion. Elles sont jolies, annonciatrices d'une vague déficiente qui entend couvrir le monde entier et même le Japon, jusqu'ici grand exportateur des arts du corps.

« Depuis que je suis à Paris, confesse-t-elle, j'ai l'impression de répondre et de danser à la demande d'une "musique musicale" ». Sandra, la blonde, la plus glamour, se réjouit des bonnes dispositions des femmes françaises : « Je trouve cette attitude magnifique, car elle montre à quel point les

Gym tonique, diffusée le dimanche, matin, Antoine D., le beaucoup contribué à populariser l'aérobic. On estime à 1 500 000 le nombre de télé-spectateurs qui suivent l'émission. Remue-ménage dans les foyers : on casse les meubles, on marche, on danse, on s'étire, on fait des sauteries, avec Davina et Véronique, qui proposent, tout sourde dehors, des exercices rapides, longuement répétés, le rythme est soutenu qui en fait, cependant pour provoquer des courbatures. L'extension à la colonne vertébrale, le mouvement des bras, les conseils de vos deux gendarmes, mise en forme et la bonne hu-

**ennes arrivent**

femmes ■■■■■ plus exigeantes à leur égard que par le passé. Elles sont simplement en train de prendre en main leur destin. Ce que nous leur apportons en tant que professeurs californiennes, c'est la rigueur d'une méthodologie qu'elles semblent attendre.

Depuis le début de l'année soixante et un nouveaux cours d'aérobic se sont ouverts, mais cela pose un problème de salles. À Paris, on

**MARCELLE MICHEL:**

(1) *Jane Fonda: ma méthode*, traduit de l'anglais par Bernard Ferry, Paris, Seuil, 1978, 128 pages, Ed. Seuil 251 pages, 120 F.

(2) *Vital*, décembre 1982, n° 27.

### *Les Californiennes arrivent*

## R LIGNES PROGRAMMES

[illegible]

**JOCKEY**  
127, bd du Montparnasse  
320-63-02  
comme les autres  
on - amuse !...

**CIE RENAUD-BARRAULT**



**THEATRE DU ROND-POINT**

création  
**DYLAN**  
de Sidney Michélin  
mise en scène Jean-Pierre Gruauval  
avec  
**Marcel Maréchal**  
**Marie-Christine Barraut**  
et **Alain Guillemin**

**LES STRAUSS**  
de Georges Coulonges  
mise en scène Jean-Louis Barraut  
avec  
**Pierre Arditi**  
**Mireille Delcroix**

**PETIT/ROND-POINT**  
**L'AMBASSADE**  
Laurent Terzieff  
location  
par tél. 256.70.80 ■ agences

# Succès et fermetures

**S**il'on en juge d'après la fréquentation de deux années parmi les plus grandes, celles de la Royal Shakespeare Company et du National Theatre, le théâtre, à Londres, se porte bien. À la R.S.C., on vient de reprendre *Peter Pan* ou l'enfant qui ne voulait pas grandir : une férie plutôt qu'un drame, une fantaisie où J.M. Barrie confiait au début du siècle ses rêves d'évasion — par la fenêtre — loin du monde souillé et d'un intérieur victorien étouffant. Les spectateurs s'enthousiasment pour ses caprices de *Théâtre* et les exploits de Peter, interprété ici par une jeune femme, non par une jeune femme, non par une jeune femme.

Peu d'imagination pourtant dans la création de ce classique de l'enfance — après la succès historique de *Nicholas Nickleby*, la R.S.C. offre une pâle démonstration de ses possibilités. Après *Lolita* et l'enfance érotique, c'est l'innocence sexuelle, mais sans grand succès public au National Theatre, où le *Brave Soldat Schwejk* ne désemplit pas depuis le mois de septembre. Grâce à l'interprétation de Bill Paterson, et l'originalité des décors : silhouettes géantes de Hitler et du trio de Yalta, Churchill, Roosevelt, les spectateurs penchés sur les scènes aux lèvres un sourire ironique. Mais la mise en scène et la musique ont gommé les gypsoes, les ruptures, les trébuchements, qui font le sel du personnage : la force dramatique, la pièce de Brecht. Peut-être un peu la cause des selles — le Barbican comme le Olivier Theatre ont la réputation d'être difficiles à manier — il se dégage de ces spectacles certaines caractéristiques communes, une même volonté de s'employer sans faiblesse avec les moyens qui sont toujours, en tout lieu, une esthétique, avec un souci constant de l'économie. La mise en scène utilise la technique avant l'émotion, l'événement avant la poésie.

Autour des deux théâtres cependant, le paysage change, et les fermetures à Londres reviennent comme sur un terrain difficile. Ici la R.S.C. et le National Theatre bénéficient de deux des près de 100 millions de l'aide que l'Etat verse au théâtre, la solution, pour les autres, est la fermeture temporaire. Après la disparition du Old Vic l'an dernier et la quasi-fermeture du Routhouse, les récentes menaces de fermeture de l'actrice du *Hamlet* ont montré la fragilité de ces subventions. L'équilibre doit être maintenu dans un dosage subtil — politique et financier — entre les différentes formes de financement : le P.O. (Paris Council), la Ville de Londres (Greater London Council), et parfois même la municipalité de Hammermith a manqué, dans le cas du Riverside, de jeter le Théâtre d'opéra conservatoire, la majorité du conseil local a reporté ses faveurs sur le Lyric Theatre, plus commercial, plus proche du *Wing End* et plus traditionnelle du G.L.C., tous les quatre mois, Riverside continue, et fait appel au soutien des compagnies étrangères et du public.

Autre exemple, posait celui-ci, la navigation d'un théâtre par le conseil local : à Kingston, dans le sud de Londres, le Theatre Alcega a réussi à rouvrir d'un vieux bâtiment du milieu du siècle dernier, comparé par les Anglais au Théâtre du Bouffes-du-Nord à Paris. Avec l'aide de bénévoles partenaires en œuvre de la municipalité, où le Labour domine, Alcega s'occupe du théâtre par ses activités, ambitieuses, et d'invitation de spectacles, et a même devenir un centre privilégié pour les troupes françaises à Londres. Pour explorer un territoire entre l'Europe et Londres — celui du théâtre de recherche, et l'ouverture vers l'étranger, — Alcega cherche prochainement avoir une aide permanente du G.L.C., même du conseil local.

La profession s'émue, précisément, sur la réduction de ce nouveau directeur du Arts Council, aux beaucoup jugent « politique ». Les artistes ont cru dans le siècle de Lita Rittner, jusque dans les services de l'organisme gouvernemental, mais davantage qu'à l'homme, à certains moments, on a passé à eux milieux d'affaires, on s'attache à Londres à la portée de cette décision : on y voit l'annonce d'une attitude d'indépendance plus affirmée, surtout, on fonde, une remise en cause de l'indépendance du Arts Council — et même si l'expression « figure ici de gallicisme — de service public.

MARC PERRI,



## FORMES

### Hérétiques et Cie

Papazian

**S**AMUEL PAPAZIAN, il y a plus de six ans que le monde de l'art lui a ouvert ses portes. Le voici qui s'affirme à nouveau avec une puissance singulière. (1). Le thème commun à ses toiles, c'est celui de l'immortalité, avait de quoi inquiéter. On sentait pas le risque de l'attente, le désarroi du Passager, la fuite vers l'inconnu... Allions-nous être confrontés à l'expressionnisme bourré d'intentions, somme littéraires ? Pas du tout. Evidemment, l'angoisse y règne en maîtresse, proche du paroxysme. L'autre Samuel : Beckett. La dernière toile s'appelle d'ailleurs : *En attendant Godot*. Seulement, l'atmosphère est traduite par une peinture, l'écart à toute tendance et d'une qualité telle que le détresse humaine s'y incorpore pour ainsi dire naturellement. Sombre bien sûr, que l'on voit vives comme la trainée d'une glorieuse qui lien dérisoire au dialogue des sourds du *Telephone rouge* ne parviennent pas à égarer. Et lorsque le rayon intemporel d'une lumière pose son visage d'une voyageuse, projeté par un invisible soleil, il rend plus sinistre encore le visage vide vu à travers la vitre. Les estompés

fantômes d'allégories, même la femme abandonnée dans un parc, celle qui morfond *Loin de Cythère*.

Pranas

**E**ST-CE une hérésie que de juger le figuratif à l'abstrait ? Pranas n'en a pas. Ses gravures du moins. Les vants estampages, la Série oblique, le blanc crémeux du papier, le parer d'éclatantes lueurs, s'accompagnent de vignettes résolument hors du sujet. C'est en ce sens que le clin d'œil graveur qui prend ses distances avec l'œuvre, met lui-même en scène parmi des figurines pleines d'humour. Ces prouesses taillées d'acier, d'une technique très particulière, avaient maintes reprises frappé l'admiration des grands livres illustrés, qu'on voit heureusement ici (2) : la Suite lithuanienne, la composition O.V. del Milosz, et *D'un bel Orient*, poème de Gérard Willemetz d'après Omar Khayyam, vingt planches en couleurs format Jésus, où la calligraphie se rehausse de formes voluptueuses et de lèvres rouges. Abstrait, Pranas le demeure dans ses sculptures et dans les soixante-douze aquarelles les Lub-

Aucune de ses transcriptions d'un climat lumineux ne saurait laisser indifférents, mais plus elles sont grandes plus nous touchent. Pranas a su se faire oiseau pour avoir un tel espace. Un seul trait bleu, un seul trait noir, quelques graphismes suffisent à le peupler, à le dilater, avec une légèreté et un pouvoir suggestif dignes de la peinture chinoise.

Jean-Yves Langlois

**J**EAN-YVES LANGLOIS (3) risque de faire hurler le ténor d'une certaine orthodoxie plastique. Comme pour donner une démonstration de spectacle total, il fait coexister les procédés les plus hétéroclites assemblés en ordre dispersé, en équilibre instable, la surface d'un mur non, de deux sans parler de formats plus modestes. Toile froissée, peinture, fusains colossaux, crisps, corps musculeux, zingogravures géantes d'où se détache, se décolle du papier, se déroule la plaque de verre. Rien de commun à première entre ces éléments disparates. Il faut s'y faire, collaborer avec l'auteur. A chacun de prolonger les séquences interrompues, recréer mentalement un univers en miettes, une belle

Barbançon

**C**HRISTIAN BARBANÇON n'est pas un débutant. Il y a dix ans qu'il se produit un peu partout, à même qu'il a fondé le groupe OKTO. Enfin, il a sa première exposition personnelle à Paris, ne déplaise à une vraie galerie (4). Cette chance, il la mérite. Les visiteurs ont d'accord, moi, moi, moi, dissipe l'impression de... qui n'occulte pas longtemps l'émotion picturale d'un art pur tout élément étranger. Les motifs répétés, étagés, l'occasion par un cadre, en bref, compositions maîtrisées d'armatures à des accords de couleurs fort convaincants. Nul à dire la bouche devant les harmonies de gris, par exemple, et n'en pas apprécier.

JEAN-MARIE DUNOYER

- (1) Bellin, 28 bis, boulevard Sébastopol.
- (2) Lambert, 62, rue La Boétie.
- (3) Regarde, 81, rue de l'Université.
- (4) La Galerie, 67, Saint-Amand.

## SÉLECTION

CINÉMA

« Deep End » de Skolimowski

Education sentimentale et sexuelle, passions, tragédie dans une piscine. Skolimowski découvre un Londres cafardeux, où il l'odeur, le sang, l'humour polonais, l'humour anglais, joignent pour un admirablement dur et à l'ère.

ET AUSSI : *Hiroshima mon amour* d'Alain Resnais (souvenir de Nevers). *Tempête*, Paul Mazursky (Prospero). *Manhattan*, Woody Allen (le héros de la byzantine cannibale). *La Rivière de la mort*, de Koichi (les enfants du Japon noir). *Un gentilhomme*, de Taylor Hackford (allons enfants).

THÉÂTRE

« Ida » à l'Athénée

Sur le roman de Gertrude Stein, Viviane Theophilides fait voyager une jeune fille démultipliée, Ida, et sa jumelle imaginaire, et ses femmes, quelle ne sera jamais. Les mots déchirent l'espace sur une musique d'Anne-Marie Fijal, entraînant des images enchanteresses. Images wilsoniennes mais tournées vers la lumière, véritable clarté d'un univers équivoque où résonne le rire coupant de Gertrude Stein.

MUSIQUE

Softi, Eschenbach Rostropovitch

Trois événements symphoniques marqueront les prochains jours : le retour de Georg Solti, à qui France-Musique a consacré de nombreuses heures samedi, pour fêter son soixante-dixième anniversaire : à la tête de l'Orchestre national, il dirigera le *Concerto pour la mémoire d'un ange*, de Berg (avec Pierre Amoyal), la *Symphonie héroïque* de Beethoven (Champs-Élysées, le 5). L'Orchestre de la Tonhalle de Zurich, institution vénérable que l'on n'entend guère à Paris, vient jouer Mozart, Beethoven et Berg, sous la direction de Christoph Eschenbach, que l'on ne connaissait que comme pianiste (T.M.P., Châtelet, le 7). Le bouillant Rostropovitch nous promet, les chœurs de l'Orchestre de Paris, côté de Lalo et Mendelssohn, une superbe interprétation d'*Alexandre Nevsky*, de Prokofiev, dont la soliste Nadine Denize (Pleyel, les 9, 10, 11).

Côté opéra, on retiendra *Faust*, réalisation N. Joel, direction M. Plasseon (Toulouse, les 4, 6, 9), *Les Indes galantes*, de Rameau (Rouen, les 4, 5, 6), *Didon*, de Purcell, et le *Dell'Ingrate*, de Monteverdi, par Pierre...

W. Christie (Strasbourg, les 4, 5, 7, 8, 11). *Tristan et Isolde*, en concert (Pleyel, le 11 à 17 h 30), *W. Zimmermann* (Bruxelles, les 9, 11, 13), *L'Amour des trois oranges*, de Prokofiev, mis en scène par Daniel Mesguich (Opéra-Comique, du 9 février au 4 mars).

JAZZ

Barry Altschul au New Morning

Percussionniste compromis, les aventures inventives de ces vingt dernières années. Barry Altschul se produit au New Morning avec des musiciens : le trompettiste italien Enrico (jusqu'au 6), Mark Helias, un trio à suivre pour faire le point des trouvailles actuelles, plus simplement pour la présence de la musique improvisée (au New Morning, les 11 et 13 février).

ET AUSSI : *Dollar Brand Quartet* au Centre Jacques-Prévert du Villepinte (Jazz au Aulnay, le 4), *Jimmy Gourley* au Pierre Michélot et Ph. Combelle au Petit-Opportun (jusqu'au 6), *Eddie Lockjaw* au Jazz au Méridien-Jazz, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr (jusqu'au 19).

VARIÉTÉS-ROCK

Randy Newman

Le plus inspiré des compositeurs actuels de la musique populaire américaine. Un arrian qui joue brillamment avec le rythme et la rime, c'est lui, et offre des « show-stories », des histoires spectaculaires sur des personnes ordinaires ou sur des endroits où les villes américaines (Casino à Paris, les 11 et 12 février, à 11 heures).

ET AUSSI : *Charlotte Coulture* à l'Olympie, Guy à Nancy, le théâtre de Gymnase, *Pierre Vassiliu* à l'Éclorador, *Gilles Langlois* au théâtre Dejazet.

DANSE

Noureev au Théâtre des Champs-Élysées

Entouré par la troupe du Ballet de Nancy, il présente *Maïa*, un ballet expressionniste. Birgit Cullberg rarement à France.

Pina Bausch et le Tanztheater de Wuppertal au Théâtre de la Ville

On jouera à bureaux fermés : personne ne plus à Bausch ; d'Allemagne, d'Italie, partout le public fasciné écarquille les yeux sur l'image décolorée et dérisoire qu'elle lui renvoie au rythme essoufflé du bandonion.

En v.o. : MARIGNAN PATHÉ - 7 PARNASSIENS  
QUINTETTE PATHÉ - GAUMONT HALLES - MAYFAIR PATHÉ  
En v.f. : FRANÇAIS PATHÉ - MAXVILLE - LES MONTFARVILLE  
GAUMONT CONVENTION - LES MONTFARVILLE - LES NATION - MISTRAL  
PATHÉ BELLE-ÉPINE - PARLY 2 - GAUMONT ÉVRY - ORSAY  
GAUMONT QUEST Boulogne - GAMMA Argenteuil  
4 TEMPS La Chapelle - PATHE Champigny  
C2L Saint-Germain - AVIATIC Le Bourget.

GRAND PRIX DU FESTIVAL  
DU FILM D'HUMOUR  
CHAMROUSSE 1982



ELYSEES LINCOLN • SAINT-GERMAIN VILLAGE  
LES PARNASSIENS • CINE BEAUBOURG LES HALLES

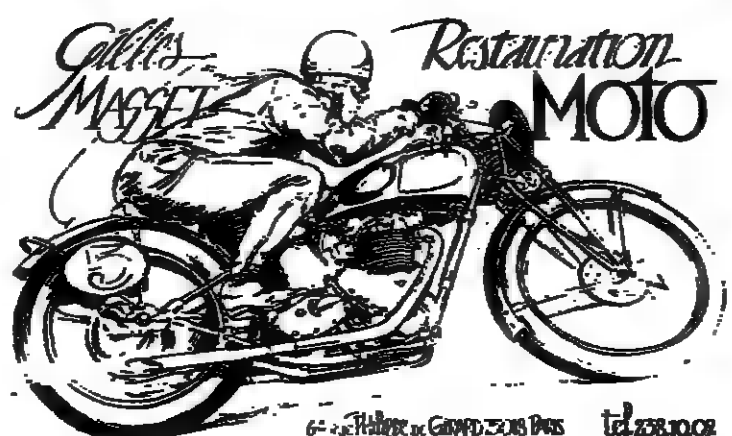


CHAILLOU  
SHAKESPEARE  
hamlet  
LE SONGE  
D'UNE NUIT D'ÉTÉ  
RESERVATIONS : 727 8115

Centre Georges Pompidou  
du 24 janvier au 28 février 1983  
"... des écritures scéniques contemporaines"  
du 29 janvier au 2 février : Les Toto-Logiques  
le 2 février : Rencontre Josef Svoboda avec Denis Rabllet  
le 7 février : Débat animé par Anne-Marie Duguet  
du 9 au 13 février : Groupe Perspekt  
du 21 au 28 février : Sortie de secours - André Léonard Léonard  
Rens. 277.11.12 - loc. 11 jours à l'avance - 11h de 14h à 18h

jusqu'au 27 février  
**LES TROIS MOUSQUETAIRES**  
d'Alexandre Dumas  
mise en scène  
MARCEL MARÉCHAL  
Théâtre National de Marseille / La Criée  
avec concours du Conseil Général du Val-de-Marne  
MAISON DES ARTS / CRÉTEIL 899.94.50

ROSE BRIGITTE ROUAN  
LES ÉPINES DE LA PASSION  
22 h 30  
A DÉJAZET 41, Boulevard du Temple, 75003 Paris 887.9734



THEATRE DE LA COMMUNE TCA  
DU 7 JANVIER AU 27 FÉVRIER  
**DIDEROT A PETERSBOURG**  
UNE HISTOIRE DE LÉOPOLD DE SACHÉ-MASOCH  
MISE EN SCÈNE DE MAX DERES  
Square Saint-Jacques, avenue de la République 833.16.16

GAITE MONTPARNASSE  
**LA CHIENNE DACTYLOGRAPHE**  
ou Modes de France 1940 - 1944  
de Gilles Roignant  
Mise en scène : Daniel Benoin  
COMPAGNIE ISABELLE EHNI COMÉDIE DE SAINT-ETIENNE













ONDE DES  
CINEMA

## ET DES SPECTACLES

**LES AVENTURES DE PANDA** (Imp.).  
Gaston Richelien, 6 (239-56-70);  
V.F.: Toupniers, 8 (272-84-50); Ambasade,  
36 (359-19-08).

**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE  
PERDUE** (A. v.a.): George-V, 8 (562-  
41-06). (V.I.): Trois Hansmann, 9  
(770-45-57).

**LA BALANCE** (Fr.) : Marignan, 6 (359-  
92-82); Paramount Opéra, 36 (742-  
56-31); Montparnasse Pathé, 14e (322-  
19-23).

**BLANE RUNNER** (A. v.a.) (\*) : Rialto,  
10 (507-47-61). - V.L.: Opéra Night, 25  
(720-58-65).

**LA BOUM 2** (Fr.): Bonitz, 25 (742-  
60-33); Biarritz, 6 (729-63-29); La  
Fayette, 115 (331-60-74); Camaracq,  
14e (322-37-37).

**LE BRACONNIER DE DIEU** (Fr.) :  
Cinéma Opéra, 14e (322-01-63); Montparnasse  
Pathé, 14e (320-12-08); Gloria, 18e  
(627-60-20).

**BREUSY, LE SECRET DE NIMH** (A. v.a.)  
Ambassade, 36 (359-19-08); La Fayette,  
115 (331-60-74).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS  
DE COSTARD** (A. v.a.) : Elysée Lin-  
coln, 6 (359-36-14).

**CLEMENTINE TANGO** (Fr.) : Morcia,  
14e (320-12-08); Hantefeuille, 6 (633-  
79-38); U.G.C. Boulevard, 9 (770-  
10-41).

**COMEDIE EXOTIQUE D'UNE NUIT  
CHAUVE** (A. v.a.) : Studio Médica, 35  
(662-52-25).

**COMMANDO** (Angl. v.a.) : Biarritz, 6  
(729-63-23).

**LA COURTESSE** (A. v.a.) : Bonaparte,  
15 (326-12-12).

**LE CROQUANTAMOUR** (Fr.) : Mirca, 4  
(278-47-86).

**DANTON** (Franco-polona) : Forum, 1er  
(291-53-74); Bonitz, 25 (742-60-33);  
63-20; Breusy, 25 (722-67-97); Han-  
tefeuille, 6 (633-79-38); Cinéma,  
(359-29-46); Pagoda, 75 (705-12-57);  
Saint-Laure Paquebot, 6 (337-35-43);  
Camarcacq, 14e (322-37-37); Chichy Pathé,  
14e (322-46-01).

**DE MAD A MOZART** (A. v.a.) : Epile  
de Bois, 9 (337-57-47); Pagoda, 75  
(705-12-15).

**LES DEUX ROIS TOMBES SUR LA  
TERRASSE** (A. v.a.) : Gaumont-Halles, 11  
(297-45-70); Quirin,  
15 (359-92-82); Parisienne, 18e (322-  
56-31); Grand-Cour, 14e (720-72-86);  
France, 9 (770-33-38); Nelson,  
12 (343-04-71); Mistral, 14e  
(359-52-43); Montparnasse, 14e (322-  
19-23); Opéra, 36 (742-56-31);  
42-27; Mayfair Pathé, 15e (527-  
07-06); Images, 18e (527-67-94).

**DIVA** (Fr.) : Capit., 25 (508-11-69); Fin-  
tation, 35 (334-15-04); Ambassade, 36  
(359-19-08).

**DOCTEURS IN LOVE** (A. v.a.) : Man-  
best, 6 (223-18-45).

**E.T. L'EXTRA-TERRESTRIE** (A. v.a.) :  
U.G.C. Danon, 6 (328-62-43); Empress,  
14e (326-04-30); (V. Ang.), 14e  
U.G.C. Opéra, 35 (261-50-52);  
Gaumont-Richelien, 25 (233-56-70);  
Mancory, 6 (562-75-90); Normandie, 6  
(562-75-90); Grand-Cour, 14e (720-72-86);  
35-31; Paramont-Galaie, 15e (580-  
18-03); Gaumont-Sud, 14 (327-84-30);  
Chichy Pathé, 14e (322-46-01).

**L'ETAT DES CHOSSES** (Al. v.a.) : St  
Augustin, 14e (322-46-01).

**FIREFOK L'ARMEE ABSOLUE** (A.  
v.f.) : Paramont-Montmarre, 18e (606-  
34-25).

**LA FULTE EN AVANT** (Fr.) : Lacem-  
père, 14e (344-57-4).

**GISELLE** (Bel. v.a.) (\*\*): Paramont-  
Marivauz, 25 (296-90-40); Paramont-  
Odéon, 6 (325-59-43); Paramont-Od-  
Montparnasse, 14e (329-06-10).

**LA GUTTER** (Fr.) : Lezeu-  
ville, 14e (344-57-4).

**HECATE** (Fr.) (\*) : Epile de Bois, 9  
(337-57-47).

**HILLER UNE CARRIÈRE** (AIL. v.a.) :  
Epile de Bois, 9 (337-57-47).

**L'HONNEUR D'UN CAPITAINE** :  
Paramont-Marivauz, 25 (296-90-40).

**IDENTIFICATION D'UNE FEMME**  
(It. v.a.) : Hantefeuille, 6 (633-79-38)  
(359-29-46); Paramont, 14e  
(329-43-11).

**LAPORTE FRANCOIS REICHEN-  
BACH** (Fr.) : Bonaparte, 35 (271-  
55-36).

**LE JOURNAL DE CAMPAGNE**  
(Franco-lorrain) : Saint-Severin,  
(354-50-91) (H.p.).

**MAYA L'INVINCIBLE** (Angl. v.l.) : Saint-  
Augustin, 14e (322-46-01).

**LES MISÉRABLES** (Fr.) : Rotonde, 6  
(633-08-22); Trois Hansmann, 9 (770-  
47-55).

**LA MORT AUX ENCHÈRES** (A. v.a.)  
(\*) : Gaumont-Halles, 11 (297-45-70);  
Gaumont-Champs-Elysées, 14e (322-  
06-47); Parisienne, 14e (329-43-11); -  
V.L.: Impérial, 15 (742-72-52);  
Mirca, 4 (720-72-86); Nelson, 12 (343-  
04-71); Grand-Cour, 14e (720-72-86);  
Magio-Conventione, 15 (828-20-64);  
Chichy Pathé, 14e (322-46-01).

**LA NUIT DE SAN LORENZO** (It.  
v.a.) : Bonaparte, 35 (271-55-36);  
58-00; Marbois, 6 (225-18-45).

**OFFICIER ET GENTILHOMME** (A.  
v.a.) : Gaumont-Halles, 11 (297-45-70);  
24 (342-43-5); (359-79-17);  
U.G.C. Odéon, 6 (325-59-43);  
U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Biar-  
ritz, 6 (729-63-29); Colisée, 35 (359-  
29-46); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15  
(329-43-11); Ren, 35 (359-  
83-93); U.G.C. Boulevard, 9 (770-  
66-44); U.G.C. Gobelin, 15 (336-  
25-59); (329-43-11); (320-89-52);  
14e (322-46-01); (651-59-73); Paramont-  
Maillois, 17 (758-24-34).

**LOUIS DU TIGRE: ROCKY III** (A.  
v.a.) : Paramont-Odéon, 6 (325-  
59-43); Paramont-Paquet, 6 (337-35-43);  
(720-76-23). - V.F.: Paramont-  
Marivauz, 25 (296-90-40);  
City, 6 (562-45-76); Paramont-Opéra,  
36 (742-56-31); Max Linder, 9 (343-  
40-06); Paramont-Grand-Cour, 14e (720-  
72-86); Paramont-Gobelin, 15 (707-  
12-28); Paramont-Montparnasse, 14e  
(322-19-23); Paramont-Orléans, 14e  
(540-46-81); (359-29-46); (359-29-46);  
15 (579-53-00); Paramont-Maillois, 17  
(758-24-34); Paramont-Montmarre, 18e  
(606-34-25).

**PINK FLOYD: WALL** (A. v.a.) :  
Quintess, 35 (833-79-38).

**PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS**  
(Fr.) : Arcades, 25 (233-58-34).

**LE PREX DU ...** (Fr.) (\*) Rec. 25  
(236-43-90); U.G.C. Opéra, 35 (261-  
50-52); (329-43-11); (296-90-40);  
14e (322-46-01); Cine-Banquiers,  
14e (322-46-01); Studio-Alpha, 35 (354-39-47);  
U.G.C. Odéon, 6 (325-59-43); U.G.C.  
Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C.  
Rotonde, 6 (633-08-22); Publicité,  
14e (322-46-01); (359-29-46);  
Masignon, 6 (359-17-97); Normandie,  
(359-15-71); Normandie, 6 (319-  
41-18); U.G.C. Boulevard, 9 (770-  
66-44); (359-29-46); (359-29-46);  
15 (579-53-00); U.G.C. Gobelin, 15  
(336-25-59); Magio-Conventione, 15  
(828-20-64); 14-Juillet-Beaugrenelle,  
(329-43-11); (329-43-11); (329-43-11);  
59-75; Paramont-Maillois, 17 (758-  
24-34); Images, 18e (527-67-94); Secus-  
tan, 19e (241-77-99).

**LA REVANCHE DES HUMANOÏDES**  
(Fr.) : Paramont-Odéon, 6 (325-  
59-43); Paramont-City, 6 (562-  
45-76); Paramont-Opéra, 35 (742-  
56-31); (359-29-46); (359-29-46);

## LES FILMS NOUVEAUX

**A LA RECHERCHE DE LA PANTHERE ROUGE.** film américain de Blake Edwards. V. : Forum, 12 (227-53-74) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Magnolia, 3 (529-62-82) ; U.F.C. 12 (262-41-62) ; Adonis, 1 (589-42-14) ; Saint-Jacques, 14\* (583-58-24) ; V.F. : Saint-Lazare Pasaquin, 8\* (387-34-43) ; Maxwelline, 5 (770-46-22) ; Paramount, 12 (262-46-01) ; 15\* (44-25-22) ; Gaumont Convention, 15 (823-42-47) ; Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

**LE BATTANT.** film français d'Alain Delon. Gaumont Halles, 15 (787-46-01) ; U.F.C. 12 (262-41-62) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Chiny Palace, 5 (354-07-76) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Odéon, 11 (522-46-01) ; Météor, 3 (62-82) ; Publicis Champs-Élysées, 12 (770-76-23) ; Ambassade, 8 (339-19-06) ; Saint-Lazare Pasaquin, 8 (246-49-81) ; Météor, 3 (246-49-81) ; 7\* (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-72) ; France 13 (351-60-60) ; Paramount Gaiety, 13 (589-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Biévenette Montparnasse, 15 (44-24-52) ; Gaumont Convention, 15 (823-42-47) ; Pécop, 16 (288-62-34) ; Paramount Mafiosi, 17 (758-24-24) ; Wexler, 19 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (606-49-01).

**ÊTES-DE NOS QUINZE ANS.** film français de Marcel Jouhan.

**U.G.C. Opéra.** 26 (261-59-20) ; Chiny Palace, 5 (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6 (323-59-83) ; Le Paris, 8 (359-53-99) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; Maxwelline, 5 (770-76-23) ; U.F.C. 12 (262-41-62) ; Paramount Galaxie, 13\* (580-18-03) ; Paramount Orfèvre, 14 (540-55-81) ; Météor, 14 (320-46-01) ; 15\* (44-25-22) ; Grand Rex, 14 (46-85) ; 14 Juillet Beaumarchais, 15 (575-79-79) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; Images, 18 (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 19 (606-24-25).

**LE PREMIER AMOUR.** film iranien d'Urfel Feroz. V. : Météor, 3 (278-47-86).

**LE RETOUR DES ENDAIMÉS EN POLIE.** film français de Michel Verrier. U.G.C. Opéra, 26 (261-59-20) ; 32\* (323-56-43) ; 33\* U.G.C. Danton, 11 (329-62-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Bastille, 12 (343-79-72) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (326-23-44) ; Météor, 11 (329-62-62) ; 12 (329-62-62) ; 13 (329-62-62) ; Magic Convention, 15 (823-20-64) ; Clichy Pathé, 18 (522-46-01) ; Sélectia, 19 (246-49-01).

**TRIPTYQUE.** film soviétique. Film Kluge. V. : Gaumont 8 (28-80).

[illegible]

22 h; dim., 14 h  
Producteurs : j  
26 h, 20 h

**FESTIVAL D'ENTROUILLE.**  
**DÉCLATÉ C'EST CINEMA BRÉSILIEN**  
(v.a.) **Dezembre, 1970** (321-41-01) **mar.**,  
18 : *Le Lago de Itaipu* (1968) 18 h.  
**Polonais, mar.**, 21 : *Aspettando* de  
Ogum ; **jeu.**, 15 h. : *O Cafageiro* ; **jeu.**,  
18 h. : *Giffamento progressivo do plâster* ;  
**ven.**, 15 h. : *As Deuses do Locustes* ; **ven.**,  
15 h. : *Two Gars* ; **dim.**, 15 h. : *Os*  
*Zeca, Noro* ; **ven.**, 18 h. : *Rio Zeca*  
*Noro* ; **ven.**, 21 h. : *Lucio Flavio, o per-*  
*seguido da Agonia* ; **sab.**, 15 h. : *Par-*  
*queiros* ; **mar.**, 18 h. : *Os Gars* ; **mar.**,  
21 h. : *Tudo Bem* ; **dim.**, 15 h. et  
21 h. : *A Lira do Desleixo* ; **dim.**, 18 h. *Rio*  
*Zeca Noro* ; **lux.**, 15 h. : *Amelio do*  
*Noro* ; **mar.**, 18 h. : *Os Gars* ; **mar.**,  
21 h. : *O Honca* que virou *Zeca* ;  
**mar.**, 15 h. : *Cronica de um Industrial* ;  
**mar.**, 18 h. : *O Subliminante* ; **mar.**,  
21 h. : *O Cassete*.

**CINEMA FRANÇAIS.**

**25 JEANES DANS LA NUIT** : *Olympic*,  
16, (342-67-42), **mar.**, 15 h. 20 h. : *Vera*  
*Baxter* ; **mar.**, 18 h. 22 h. : *Le Navire*  
*Night* ; **jeu.**, 18 h. 20 h. : *L'As 01* ; **jeu.**,  
18 h. 22 h. : *La Dérive* ; **ven.**, 15 h. 20 h. :  
*Le Navire Night* ; **ven.**, 18 h. 22 h. :  
18 h. 22 h. : *Les Paraphrases de Cherborg* ;  
**sab.**, 14 h. 16 h. 18 h. : *Muriel* ; **sab.**,  
16 h. 20 h. 22 h. : *Shuerre est fille* ; **dim.**,  
14 h. 16 h. 22 h. : *Le Petit* ; **dim.**,  
16 h. 20 h. : *Le Petit du Nord* ; **lux.**,  
15 h. 20 h. : *Femmes Femmes* ; **lux.**, 18 h.  
22 h. : *Passo montage* ; **mar.**, 15 h. 20 h. :  
*Le Navire Night* ; **mar.**, 18 h. 22 h. : *Le*

**FESTIVAL JUSTICE JEANOT** : *Marius*

### Les grandes reprises

**AGENT** ■ (A. v.a.), Action-Christine ■  
■ (325-47-40), Mac-Mahon, 17  
■ (380-34-61).

**LES ARISTOCHATS** (A. v.a.) : Arachne,  
2 (234-53-54), La Royale, 8 (265-  
82-66); Napoléon, 17\* (380-41-46). So-  
crates, 19 (797-48-99).

**LE BAT DES VAMPIRES** (A. v.a.) : C.  
■ (325-41-61).

**LA BELLE AU LANCER** ■ (A. v.a.)  
v.f.) : Napoléon, 17\* (380-41-46).

**CARABET** (A. v.a.) : Nocamblus, ■  
■ (334-43-34).

**LES CHARLOTS DE FEU** (A. v.a.) :  
U.G.C. Marbeuf, 8 (225-16-45).

**COUP DE CEIL** (A. v.a.) : Escorial,  
12 (707-23-54).

**DEEP END** (A. v.a.) : Studio de la  
Harpe, 5 (634-52-52).

**DELIVRANCE** (A. v.l.) (v.), Opera-  
Night, 2 (286-62-64).

**LA DÉRIVÉE** (F.v.) : Lumière, 8 (246-  
40-07).

**DES GENS COMME LES AUTRES** (A. v.)  
■ (325-41-61), Pédon, 19 (202-02-55).

**EASY RIDER** (\*) (A. v.a.) : Tempêtes,  
3 (272-94-56).

**■ ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) ■  
■ (288-44-46), 16 (288-64-44).

**ERASERHEAD** (A. v.a.) : Emiviral,  
17 (325-41-61).

**LA FIEVRE DANS LE SANG** (A. v.a.) :  
A. ■ (337-74-39).

**LE FAUCON MALTAISE** (A. v.a.) :  
■ (325-47-46), ■ (764-97-43).

**FRANKENSTEIN** (Fr. v.f.) : Opéra-  
Night, 2 (286-62-64).

**GEORGIA** (A. v.a.) : Palace Cinema,  
17 (374-93-04).

**GILDA** (A. v.a.) : Olympia-St-Germain,  
17 (325-41-61); Olympia-Balzac,  
17 (561-10-40).

**HIROSHIMA MON AMOUR** (Fr.) : C.

seigne Beauprébourg, 1271-53-36); Sa-  
vignac (111) Village, 13 (633-63-20); Ely-  
sées Lincoln, 11 (259-36-14);  
Parassacelles, 14 (329-43-11).

LA MOULONNE AU PAYSAN ■■■ CIRE  
(A. v.o.): Action-Rivie Gausche, 53 (354-  
47-62).

■■■■■ QUI VOULUT ÊTRE ROI  
(A. v.o.): ■■■■ 19 (607-87-61).

LE SILE SUR LE TOST DU MONDE (A. v.o.): U.G.C. ■■■■ (335-71-08);  
U.G.C. ■■■■ (335-71-08); U.G.C. ■■■■  
Montparnasse, ■■■■ (544-14-27); Erru-  
ment, ■■■■ (359-15-71); U.G.C. Gobelins,  
13\* (336-23-44); Mitzral, 14 (539-  
32-43); Magic Conversation, 11 (829-  
20-64); Muzik, 16 (651-99-75); Napo-  
léon, 17 (380-41-46).

■■■■■ JEREMIAH ■■■■ (A. v.o.)  
Opéra-Night, 25 (296-52-56).

■■■■■ NAZARETH (1<sup>re</sup> partie) (Il.,  
2<sup>e</sup> partie, v.f.): Grand Paris 19 (554-  
46-85).

LE LAUREAT (A. v.o.) Querrien-Louis,  
53 (326-84-25).

■■■■■ MAD MAX I (\*\*) (A. v.o.): Marignan,  
11 (359-92-52); Parassacelles, 14 (329-  
43-11); V.F.: Berlioz, 25 (544-14-27);  
Richelieu, 25 (233-56-70); Favenet, 13  
(331-56-86) (en série); Gaussoni Sud,  
14 (321-66-50) (au club); Pictet, ■■■■ (522-  
46-01).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.):  
Olympic, 16 (542-67-42).

■■■■■ MEXIQUES (Fr.): ■■■■ Logos  
(H.S.P.), 53 (354-26-42).

LA MELODIE DU BONHEUR (A.  
v.f.): Grand Paris 19 (554-46-85).

MÈRE JEANNE DES ANGES (Pol.  
v.o.): Olympic Halles, ■■■■ (278-34-15)  
Olympic Entrepôt, ■■■■ (524-67-42).

LA MOUCHE NOIRE (A. v.o.): ■■■■  
Entrepôt, 53 (325-78-37); Calypso,  
19 (542-67-42).

■■■■■ MOUVER A TRENTE ■■■■ (Fr.),  
14-Juillet Parassac, 63 (326-58-00).

LE POINT DE LA RIVIÈRE KWAI (A.  
v.o.): Escorial, 13 (707-28-04).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A.  
v.o.): Action-Christine, 63 (325-47-46).

■■■■■ REPTILES ■■■■ (Fr.), Saint-Gervais, 13  
(354-50-10).

RETOUR (A. v.o.): Espace ■■■■ 14  
(327-95-94).

■■■■■ TATTOU (Il. v.o.):  
Gervais, 63 (63-10-82).

■■■■■ YATTAH (v.) (All. v.o.): Chany  
Ecoles, 53 (354-20-12).

■■■■■ TOM ■■■■ (Ang. v.o.): Olympic  
Luxembourg, ■■■■ (653-97-77); Olympic  
Balzac, 53 (361-10-82).

UN TRAMWAY NOMME DESIR (A.  
v.o.): Olympic-Luxembourg, ■■■■ (653-  
97-77).

LES VIKINGS (A. v.o.): Actiões Ecoles,  
53 (361-70-07); Olympic Balzac, ■■■■  
(561-10-82).

WANDA (A. v.o.): ■■■■ Otite-Cauze,  
■ ■■■■ (326-80-25).

■■■■■ WILHELM (A. v.o.): Olympic Entrepôt,  
14 (342-67-42).

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes au  
«LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»  
704.78.20 (lignes groupées)  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf ■■■■ dimanches et jours fériés)

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes au 704.70.20  
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**  
**704.70.20 (lignes groupées)**  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf dimanches et jours fériés)

## VOTRE TABLE CE SOIR

■ Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J., H. : ——— bonbons

### DINERS AVANT SPECTACLES

**FLORA DANICA** ELY. 1941 11 h à 22 h. Vue agréable sur jardin. Spécialités danoises et scandinaves  
142, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> Ts 1.jr Hors-d'œuvre danois. Festival de saumon. Mignon Canard.

## DINERS

[illegible]

### SOUPERS APRES MINUTE

**LA CHAMPAGNE** 10 h., pl. Clichy  
676-64-79 J. 3 h.  
Huîtres - Coquillages  
Grande Brasserie de L.A.

**LE LOUIS XIV** 209-56-56/200-19-90  
J. tous les J.  
10 bd St-Denis. Salons. Fruits de mer. Crudités.  
Rôtis. Glaces. Past. petit assorti par volonté.

**WEPLER** 14, place   
723-53-34  
SON BANC D'HUITRES  
Fois gras frais - Poissons

**Chez HANSI** 3, pl. 10-Juin-1949  
548-06-42.  
F. Tour Montparnasse. J. 3 h., mat.  
~~CASINO DE PARIS~~ ~~10, bd de Malesherbes~~

**L'ALSACE A PARIS** 336-89-36  
F. marc.  
Charcuterie, Grillades, Potages, Coquillages  
9, pl. St-André-des-Arts, par. Exot. médecine

**LA TOUR D'ARGENT**  
pl. place de la Bastille. 344-32-15  
Cadre élégant et confort. Tl. J.irs  
de 12 h à 1 h 15 mat. Grill. Poissons  
BANC D'HUITRES

**LA CLOSERIE DES LILAS**  
171, boulevard du Montparnasse  
224-71-07 et 354-21-68  
Au piano : Yvan MEYER.

**AU PETIT RICHA** 770-68-70/50  
25, r. Le Peletier.  
F. dim. Serv. ass. jusqu'0 h 15.  
Huîtres. Menu à 9,5 € et 12 €.

SEUL au STUDIO DE LA HARPE

Bon dieu, que ça fait plaisir à voir  
du cinéma... et sens  
Tout y est vigoureux... original.

J.-L. BO... Nouvel Observateur

**DEEP END**

un film de  
JERZY SKOLIMOWSKI  
L'AUTEUR DE  
"TRAVAIL AU NOIR"

REDÉDITION  
EXCLUSIVE









## Mercredi 2 février

## Jeudi 3 février

## TRIBUNES ET DÉBATS

**JEUDI 3 FÉVRIER**

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 11 h 55 Tribuna libre.  
P.S.U. (Parti socialiste unifié).
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 11 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Cinéma 16 : Le jour le plus court.  
De P. Kaut, avec C. Spaak, H. Belcan.  
D'un quart, la Résistance, le Jura. Un homme et une  
femme se rencontrent. Naissance et développement d'une  
passion dans un climat d'été et de précipité. C'est gai.

seront présentées dans le cadre  
de la librairie.

des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	11,00	11,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressif selon surface ou nombre de publications.

### emploi international (et départements d'Outre-Mer)



#### Ministerie van Defensie

Bij het vertaalsbureau van de Landmachtstaf te 's-Gravenhage, werkzaam voor het eigen krijgsmachtdeel en opdrachtgevers van het ministerie van Defensie en de Koninklijke Marine, bestaat plaatsingsmogelijkheid voor een

#### vertaler/vertaalster frans (± 30 uur per week)

De vertaalsbureau bestaat uit:  
• vertalers in het Nederlands in het Nederlands gestelde taakstellingen algemeen en militair-technische onderwerpen.

Voor deze functie wordt gevraagd:  
• opleiding op academisch niveau of een daarmee gelijk te stellen vertaalsopleiding;  
• bij voorkeur enige beroepservaring als vertaler/vertaalster, met name kennis van militair of technisch gebied;  
• Frans als moedertaal, inhoudende een zeer ruime uitdrukingsvaardigheid in de taal;  
• goede beheersing van het Nederlands;  
• kennis van terminologie (wenselijk).

Het salaris bedraagt, afhankelijk van opleiding en ervaring, maximaal 14893,- bruto per maand (bij volledige dagtaak). De vakantietoelage is 7,5% per jaar. Het aantal vakantiedagen bedraagt minimaal 23 dagen per kalenderjaar.

Inlichtingen omtrent de functie en de selectieprocedure kunnen worden ingewonnen bij de heer J.C. Vermeulen, tel. 19-317021561.

Sollicitaties worden voor 24 februari 1981 met belangstelling tegemoet gezien door het Huis van de Afdeling Burgerpersoneelszaken KL, Postbus 20701, 2500 ES 's-Gravenhage.

### EMPLOYMENT OPPORTUNITIES IN SAUDI ARABIA

REPUTABLE COMPANY OPERATING IN SAUDI ARABIA IS SOLICITING EMPLOYMENT APPLICATIONS FROM FRENCH NATIONALS FOR THE FOLLOWING POSITION:

#### PLANS AND PROGRAM SPECIALIST

DUTIES: Applicants must be able to assist in the formulation of training doctrine for application to current and projected training programs and in preparation of the master training plan.

QUALIFICATION REQUIREMENTS: Applicants must have two years French military experience on planning staff of formally constituted training organization such as division schools, post, camp or station central training activity or service organization. Should have been in a technical service in the military or in a civilian organization. Should have experience in a technical training program in a developing country. Should be familiar with French army ordnance material. Fluency in English language is mandatory.

The offer includes employment benefits and assistance with relocation and benefits to qualified applicants.

Applications with detailed C.V. in English may be sent to:

MANAGER, CRG  
P.O. BOX 2731  
RIYADH 11161  
SAUDI ARABIA

For its  
based international headquarters  
AMNESTY INTERNATIONAL  
requires a

#### FRENCH LANGUAGE PROGRAMME ATTACHE

JOB DESCRIPTION:  
English to French translation of the monthly newsletter and press releases; revision of other official texts; assisting decentralized French publishing programme; coordinating further work.

REQUIRED:  
French mother tongue.  
Professional experience as a translator or reviser. Capable to work in small team. Acquaintance with legal and diplomatic language an asset.

SALARY:  
£8.750 (index).

Write to personnel office  
AMNESTY INTERNATIONAL  
10, Southampton Street  
WC2E 7HF - LONDON  
Before Feb. 18.

Los Angeles  
recherche  
PROFESSEURS:  
français, philosophie, mathématiques, géographie, sciences naturelles, physique-chimie et institutrices.

Envoyer C.V. et photo, 10000 Overland Avenue, Los Angeles California 90034.

#### Organisation Internationale Pharmacien

recherche pour création d'une petite unité industrielle.  
AGRONOME  
GESTIONNAIRE

Durée minimum du contrat: 1 an. Salaire, assurance, retraite, pris en charge par l'Organisation. Cédulaire, connaissance des problèmes du tiers-monde souhaitée.

Adressez C.V. et photo à: SOLIDARITE, 1, rue Jourdan, Agues, 31000 TOULOUSE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE  
recherche pour postes  
Afrique Noire Francophone

1) CHEF D'ATELIER  
MECANIQUE GENERALE  
RESPONSABLE ENTRETIEN  
groupes électrophores  
B.T.S. avec expérience  
outre-mer.

2) RESPONSABLE GESTION  
Magasin pièces détachées.  
Expérience dans la fonction.  
Connaissances mécaniques  
et véhicules lourds.

3) JEUNE TECHNICIEN AGRICOLE  
Titulaire B.T.A. ou B.T.S. spécialisation mécanisme agricole avec si possible première expérience professionnelle dans développement rural en

Ces postes sont à pourvoir rapidement. Adressez lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et présent sous réf. 8.777 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75008 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Pour direct, maison enfance (Pyrénées-Orientales), avec logement, pension libre. Recherche couple, dont un diplômé, soit A.S.S. infirmière, kinés, gestion, etc. Ecrire avec C.V. détaillé et indic. diplômes sous

à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

### OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE  
COMPTABLE PARISIEN  
recherche  
**AUDITEURS**  
Titulaires du D.E.C.S.  
Expérience de cabinet.  
Formation assurée.  
Promotion possible dans le Cabinet.  
Ecrire avec C.V. et prétentions à  
No 59.863 PUBLICITE 20, avenue  
de l'Industrie 75013 Paris Cedex 03, qui transmettra.

### emploi régionaux

**Chef de service  
formation-information**  
UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR MÉCANIQUE, 2.300 personnes, 5 usines, leader dans son domaine et rattachée à un grand groupe international, recherche pour son usine principale à Pays de Loire, un **Chef de service Formation-Information**.  
Compte tenu de la fois de l'évolution des technologies et de l'organisation du travail dans les 10 prochaines années, il devra adapter les niveaux de qualification du personnel en conséquence:  
• par une formation interne et/ou externe dont il sera le maître d'œuvre,  
• par une orientation du plan d'embauche à moyen et long terme.  
Connaissant bien ainsi l'ensemble des activités de l'usine, il sera responsable de la communication interne et externe qu'il aura à développer, à l'aide de supports modernes.  
Peu à peu son service s'étendra aux 4 usines.  
Ce poste conviendrait à un **ingénieur** dynamique, d'excellent contact, réalisateur, diplômé d'une grande école, ayant une première expérience de la fonction formation.  
La réussite dans ce poste ouvrira de larges perspectives de carrière, dans la fonction Personnel, (pour un ingénieur) dans des postes de responsabilités opérationnelles.  
Écrire sous réf. MY 352 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

**GRENOBLE  
LABORATOIRE D'ÉLECTRONIQUE**  
recherche  
**INGÉNIEUR  
FORMATION GÉNIE PHYSIQUE**  
Débutant ou quelques années d'expérience, par l'expérimentation pratique et le développement de la technologie des capteurs dans le domaine de l'instrumentation scientifique et médicale (ultra-sons).  
Adressez C.V. détaillé, prétentions et photo sous référence 60.002 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

### L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE L'ARMÉE

Établissement industriel de Mécanique  
dépendant du Ministère de la Défense  
recherche pour son

#### BUREAU INFORMATIQUE et ORGANISATION

Un ingénieur CHEF DE PROJET pour la gestion de la production, chargé de concevoir et mettre en place les applications informatiques concernant les stocks et les approvisionnements.

Formation: Diplôme d'ingénieur avec spécialité informatique de gestion ou maîtrise d'informatique appliquée à la (M.I.A.).

Débutant: Première expérience sur matériel IBM - CICS serait appréciée.

Les candidats, de nationalité française, enverront leur C.V. et leurs prétentions à:

A.R.E. B.P. 504, 42328 ROANNE.

Établissement public à NANCY  
recherche  
COLLABORATEUR

de haut niveau, titulaire d'un D.E.C.S. ou équivalent, d'expérience dans le développement de logiciels, pour occuper le poste de Directeur administratif.

Écrire: 17, rue de la République, 54000 NANCY, qui transmettra.

Pour direct, maison enfance (Pyrénées-Orientales), avec logement, pension libre. Recherche couple, dont un diplômé, soit A.S.S. infirmière, kinés, gestion, etc. Ecrire avec C.V. détaillé et indic. diplômes sous

à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

### OFFRES D'EMPLOIS

Groupe **TRT**  
poursuivant expansion, recherche  
**A - Pour les Départements RADARS et RECONNAISSANCE AÉRIENNE de sa filiale OMERA (Argenteuil)**  
1/ **INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN**  
Expérimenté, chargé spécialement des études d'ASSERVISSEMENT au sein d'une équipe responsable de développement de radars aéroportés.  
2/ **INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN**  
Débutant ou ayant une première expérience. Pour l'étude au sein de la même équipe de projets dans les domaines TRAITEMENT DE L'INFORMATION-VISUALISATION.  
3/ **INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN**  
Débutant ou ayant une première expérience. Chargé dans le département Reconnaissance Aérienne études relatives au TRAITEMENT NUMÉRIQUE des images.  
• logique rapide  
• enregistrement magnétique.  
4/ **INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN**  
Débutant.  
Chargé dans le département d'études relatives à l'ACQUISITION D'IMAGES en optique électronique - aspect système.  
**B - Pour les Laboratoires d'Études de CENTRE TECHNIQUE (Le Plessis-Robinson)**  
**INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS**  
Débutants ou ayant une première expérience.  
Ils participeront à l'étude et au développement de matériels de télécommunication dans les domaines suivants:  
5/ Systèmes de transmission par FIBRES OPTIQUES HERTZIENS.  
6/ Équipements de RADIOCOMMUNICATIONS et de TRAITEMENT DU SIGNAL.  
7/ Applications matérielles dans des systèmes de RESEAU de transmission de données et TELEMATIQUE.  
8/ SYSTÈMES OPTIQUES de vision nocturne (caméras, jumelles) faisant appel à différentes spécialités: optique instrumentale, électronique, mécanique.  
Adressez C.V. à TRT 5, avenue Réaumur 92300 LE PLESSIS-ROBINSON, en précisant la référence du poste recherché.

### MERLIN GERIN

15.000 personnes, 5 milliards de C.A. les biens d'équipements électriques et électroniques, recherche pour sa DIRECTION FINANCIÈRE, un

#### ANIMATEUR DE RECOUVREMENT

auprès de ses grands clients français (industriels, administrations, installateurs).

Il est chargé en liaison avec la Force de Vente, les Banques et les Fournisseurs grenoblois, de:

- d'accélérer le règlement de ses créances;
- de détecter et résoudre les litiges éventuels.

Le candidat devra avoir:

- une formation BTS-DUT finances/comptabilité;
- le sens du service et un esprit d'initiative poussé;
- des qualités d'analyse et de synthèse;
- une aptitude marquée au travail en équipe;
- des capacités de diplomatie et de persuasion;
- de grandes qualités rédactionnelles.

Une première expérience dans la fonction n'est pas indispensable.

Lieu de travail: NEUILLY, déplacements fréquents.

Envoyer C.V. à MERLIN GERIN  
Service du Personnel, B.P. 142, 92202 Neuilly Cedex.

### The Chase Manhattan Bank NA

#### Jeunes Diplômés Grandes Ecoles

Après une période de formation théorique et pratique de 18 mois à Londres et à Paris, essentiellement orientée vers l'analyse de crédit, les candidats aborderont une carrière internationale dans des postes de responsabilités.

Une parfaite maîtrise de la langue anglaise, une ouverture internationale, un bon esprit analytique et le sens de la négociation sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Véra GAISS, 41, rue Cambon - 75001 PARIS.

### COMPTABLES

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
recherche pour son siège social  
Formation B.E.P. Bac G2 ou équivalent acquis par

Informations séparées. Adressez C.V. détaillé, photo et prét. à réf. 888 à l'Union P.A. Jonction - 34, bd Hausmann, 75009 Paris, qui transmettra.

3 ans d'expérience cabinet. D.E.C.S. COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES recherche  
**COLLABORATEUR**  
Envoyez une exp. professionnelle. J.-P. GOLFÉ, 12, rue Berlioz, 75140 Villette.

STAGIAIRE DÉBUTANT  
40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

STAGIAIRE DÉBUTANT  
40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS, qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE

	le m²	la m²
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

	la m²	la m²
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressif selon surface ou nombre de périures.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## CIBA-GEIGY

DEPARTEMENT PIGMENTS

recherche deux

### INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

PARIS ou LYON

Ils promouvront plusieurs lignes de produits à usage industriel supérieures d'une gamme de secteurs encres, peintures, plastiques. Ils devront effectuer des déplacements fréquents dans l'intérieur du territoire national.

Le profil souhaité est celui d'ingénieur chimiste avec une formation complémentaire du type IAE, ICG...

Une expérience dans le milieu industriel serait appréciée mais nous recherchons tout des personnes dynamiques et entrepreneurs, capables de mener des négociations de long terme, et dotées d'un bon équilibre général.

Nous remercions d'adresser lettre, CV, photo et rémunération à :  
M. MONTEIL, Département du Personnel  
2 et 4, Lionel Terry - RUEIL MALMAISON

Importante Entreprise  
d'installations électriques  
(1200 personnes - C.A. 300 millions F.)  
recherche pour son Agence  
PARIS, ILE DE FRANCE  
située à Plaisir (78)

### INGENIEUR D'AFFAIRES

ingénieur diplômé  
(ETP, INSA, ESME, IDN...)

possédant dans le domaine électrique, industrielle et bâtiment, au moins 3 années d'expérience acquise d'abord aux études puis au chantier.

Le candidat aura :

- la responsabilité totale des affaires ;
- négociations commerciales ;
- étude et suivi des travaux ;
- gestion financière, administrative et humaine.

- des perspectives d'avenir dans une entreprise qui sait reconnaître les qualités humaines, techniques et positionner une large délégation de responsabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération à :  
E.T.D.E.  
9, avenue Malabrous - 92500 Neuilly-Malmaison

SOCIÉTÉ DES VINS DE FRANCE  
leader sur son marché  
(1,5 milliard C.A., 2.000 personnes)

recrute

### 2 ANALYSTES- PROGRAMMEURS

PARIS - MARSEILLE

DUT ou équivalent.  
Expérience DOS-V.S.E.-C.I.C.S.  
pour développement DB/DC (gestion de la force de vente, analyses statistiques commerciales, contrôle budgétaire, personnel).

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo, et travail et salaire souhaité à :  
S.V.F., Boîte Postale 151,  
92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

Importante société  
FABRICANT PEINTURES  
ET REVELLEMENTS  
MURAUX  
recherche pour  
REGION PARISIENNE

### 1°) JEUNE CADRE VENDEUR

d'un secteur de clientèle  
forte et en croissance

### 2°) JEUNE DELEGUE TECHNICO COMMERCIAL

chargé de la vente des entreprises  
généralistes, bureaux d'études  
maître d'ouvrages BTS ou DUT  
option Bâtiment souhaité

Adresser lettre manuscrite C.V. et  
photo N° 59.770 CONTEXTE  
Publié 20, av. de France,  
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

## ÉTABLISSEMENT FINANCIER

TOUR MAINE-MONTPARNAISE

recherche

POUR SON INSPECTION GÉNÉRALE

### UN CONTROLEUR SENIOR

35 ans environ.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur Technique ou Commercial, le candidat devra justifier d'un minimum 5 ans d'expérience acquise au sein de la Direction Financière d'une entreprise ou d'un établissement financier.

Sa responsabilité sera l'évaluation du risque encouru par la société, réalisée au travers des diagnostics d'entreprise et du contrôle de l'application des procédures définies par le contrat.

Il aura en outre la charge de la formation des Contrôleurs Juniors.

Pour ce poste, sont indispensables :

- Une connaissance approfondie de la P.M.E.
- Une pratique de l'analyse financière ou de l'audit d'entreprise, ainsi que des procédures informatiques utilisées dans ce cadre.
- Sans de la rigueur, diplomatie et discrétion.

Adresser C.V., présentations et photo à :  
FACTOFRANCE BELLE  
Service du Personnel - Tour Maine-Montparnasse  
75734 Paris Cedex 15.

## CILAS

Alcatel

pour son Service Commercial Militaire

### ingénieur II

ayant une formation supérieure en électronique (CNAM - BTS ou Brevet Militaire équivalent).  
Expérience 5 ans minimum de maintenance en matériel électronique, Anglais obligatoire.  
Service après-vente : maintenance de téléphones à laser, stages d'instruction, démonstrations de matériels. Prévoir nombreux déplacements à l'étranger.  
réf. SCM

pour son Service Commercial Militaire

### ingénieur II

ayant une formation technique supérieure (Ingénieur électro-mécanicien). Connaissances acquises en électronique et commandes numériques. Expérience de 2 à 5 ans en P.M.J.  
Fonction : réalisation de projets dans le domaine de machines industrielles de technologie nouvelle.  
réf. SID

Adresser votre candidature (C.V., photo et rémunération) en repaquetant à :  
Mme SUSINI Chef du Personnel  
Rue de la République 91480 MANDUZZE

## SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

recherche

● Un(e) attaché(e) de presse  
expérimenté(e) familiarisé(e) avec le monde industriel

● Un(e) chef d'agence  
pour diriger une petite équipe dans le midi de France

● Un(e) jeune chef de dossier

● Une secrétaire confirmée

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations à :  
Sylvie Zdanek, 28 rue Poissonnière Paris 9°, qui transmettra. Discretion assurée.

## SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

pour son DÉPARTEMENT PRODUITS  
SPÉCIAUX (cosmétique pharmaceutique,  
cosmétique et parfumerie)

### UN ADJOINT AU CHEF DE DÉPARTEMENT

Nous souhaitons rencontrer un candidat disponible et dynamique, possédant une formation chimiste ou commerciale, une première expérience réussie dans l'un des deux domaines.

Connaissances de l'anglais appréciées.

Poste évolutif à moyen terme.

Siège de la société : banlieue Sud-Ouest Paris.

Adresser C.V. et présentations à HAVAS  
45200 Montargis, n° 3238, qui transmettra.

## BIMP

Banque Industrielle de Montparnasse

Dans le cadre de notre développement nous recherchons pour compléter notre Direction Entreprises,

### UN RESPONSABLE DE CLIENTÈLE

Entreprises grandes et moyennes

- Diplômé de l'enseignement supérieur,  
- Ayant environ 4 ans d'expérience dans l'exploitation.

Au sein d'une équipe disposant d'une large autonomie, il aura la tâche de maintenir et développer la clientèle.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) à la Direction du Personnel de B.I.M.P. 22, rue Pasquier - 75383 Paris Cedex 08.

## AÉROPORT DE PARIS

recherche

### COMPTABLE

(HOMME ou FEMME)

pour animer son service de comptabilité analytique (5 personnes)  
B.T.S. - DUT - D.E.C.S.  
Expérience d'un an minimum en entreprise ou cabinet

Il (ou elle) sera chargé(e) du contrôle de la comptabilité analytique.

Adresser lettre et curriculum vitae à :  
Monsieur CARRIÈRE  
111, boulevard Raspail, 75014 PARIS.  
Ou téléphoner au 320-15-00.

## IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE RÉGION PARISIENNE

recherche

### INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

CENTRALE, A.M., ou ÉQUIVALENT  
40 ans minimum  
ayant expérience confirmée acquise dans l'industrie mécanique à la

### DIRECTION DE PRODUCTION

Cet ingénieur aura un rôle essentiel au sein d'un département dynamique et effectuant des recherches dans le domaine de la production

et apportant une aide technique aux entreprises.

Ce poste implique :

- d'être un homme de réflexion et de terrain ;
- de savoir animer une équipe d'ingénieurs ;
- la connaissance de l'anglais lu et parlé.

Adresser C.V., photo et présentations à n° 59.567, Publiété, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société Informatique  
méto PONT DE NEUILLY

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou ayant une 1<sup>re</sup> expérience en MICROPROCESSEURS pour département recherche développement.

Adresser votre dossier de candidature à S.R.S.A. 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.

Préciser références sur enveloppe : 32 LM.

Paris-Centre  
Conseil en publicité  
recherche pour secondar  
son Directeur du  
Développement

### ASSISTANTE COMMERCIALE

Elle est chargée de prendre des rendez-vous par téléphone auprès d'une clientèle d'entreprises et de tenir à jour le fichier prospect.

Une première expérience de la vente ou de la prospection par téléphone est indispensable. Les candidats devront être dynamiques, rigoureux, et dotés d'un bon équilibre général.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération à :  
M. 11.222  
EGOR PROMOTION  
63, rue de Valenciennes,  
75004 PARIS.

Billet d'un groupe  
portant sur la fabrication de  
câbles électriques de haute  
tension à l'information  
industrielle. Dans le  
cadre de notre développement  
nous recrutons un poste d'

### INGENIEUR ÉTUDES

pour conception de nouveaux  
matériaux.  
Nous recherchons un ingénieur diplômé (mécanique - électrique) 5 ans d'expérience acquise. Débuts possibles. Connaissances en transmission appréciées, anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et présentations à :  
M. 11.222  
EGOR PROMOTION  
63, rue de Valenciennes,  
75004 PARIS.

VILLE SUD REGION PARISIENNE

### 1 ANIMATEUR (TRICE)

pour donner raison de quartier  
envoyer candidature  
Bar, n° 7884 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### SERVICE CULTUREL MUNICIPAL SUD REGION PARISIENNE

recrute

### 1 ANIMATEUR (TRICE)

de quartier  
Envoyer candidature  
Bar, n° 7884 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### ASPRIGA

2 INGENIEURS ELECTRONIQUE

Tél. : pour région parisienne

### RESPONSABLE OPERATIONNEL (LE)

Société renommée  
d'équipements pour magasins  
de prêt-à-porter mode  
recherche

### ATTACHE GCIAL

RESPONSABLE DE  
Homme ou femme, connaissant milieu grande distribution et détaillants.  
Région Parisienne  
Tél. : 781-85-17.

On recrute  
DIRECTEUR ADJOINT  
entre 5000 et 10000 F  
net, bonne expérience et diplôme :  
DEFA, CAPASE, DECEPI

Envoyer C.V. et présentations à :  
Centre Culturel Communal, 102,  
avenue du Général De Gaulle  
94850 Chevilly-Larue.

## PROF. D'ECONOMIE

2 après-midi par semaine.  
Entre sous le n° 7038 160 M  
RÉGIE-PRESSE  
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE AGRO-ALIMENTAIRE

INGÉNIEUR POSSEDERANT  
QUELQUES ANNÉES D'EX-  
PÉRIENCE DANS LE DO-  
MAINE DE LA CONCEPTION  
ET DE LA RÉALISATION  
D'UNITÉS AGRO-INDUS-  
TRIELLES (BIOL., USINES  
D'ALIMENTATION DU BÉTAIL,  
PHYSIQUES, ETC.).

pour intégrer à une équipe  
technico-commerciale d'une  
classe de personnes

Age souhaitable 30 - 40 ans  
disponible pour fré-  
quents voyages à l'étranger.  
Savoirs connaissances de l'en-  
seignement de l'ÉCOLE  
de l'ÉCOLE : PARIS.

Adresser lettre de candidature,  
C.V., photo et photo à :  
M. 11.222  
EGOR PROMOTION  
63, rue de Valenciennes,  
75004 PARIS.

### INGENIEUR ATTACHE COMMERCIAL

de haut niveau  
Rémunération motivante.  
Adresser C.V. et photo à :  
M. 11.222  
EGOR PROMOTION  
63, rue de Valenciennes,  
75004 PARIS.

### SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

### INGENIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

LOGICIEL  
pour réalisation sur  
micro-processeurs et  
mini-ordinateurs.  
Spécialisation : informatique,  
système électronique.

Écrire ou téléphoner à :  
70, 80, avenue Gallieni  
(Tour Gallieni)  
93174 BAGNOLET Cedex  
360-13-54/55/56.

### secrétaires

IMPORTANT GROUPE  
DE PRESSE  
Paris (2.000 personnes)  
recherche une

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour son directeur général  
chargé des problèmes informa-  
tiques et de la coordination des  
activités du groupe.  
Excellent secrétaire de haut ni-  
veau familiarisé à possible au  
niveau informatique.

Envoyer C.V. et photo à :  
C.C. 300 à  
Espace et communication  
n° rue Balu, 75009 PARIS,  
qui transmettra.

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BTS  
Expérience complémentaire  
cave et charges sociales  
informatique de bureau.  
Contrat à art.

Embauche immédiate.  
Écrire avec C.V. et présen-  
tations sous le n° 038.134 M  
RÉGIE-PRESSE  
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.







# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### CUISINES EN KIT

Acheter des éléments de cuisine en pièces détachées, à monter soi-même, est un mode d'équipement nouveau.

Parti de Grande-Bretagne et de Scandinavie, ce phénomène des cuisines en kit a gagné la France il y a deux ans. L'intérêt qu'il suscite a provoqué une rapide progression des fabrications et des ventes. Dans le marché un peu vacillant de la cuisine intégrée (éléments juxtaposés et appareils encastrés) installée sur mesure, le « prêt à monter soi-même », a des atouts pour se faire une place, en raison des différences de budget. Si les services ne sont pas comparables, l'économie réalisée avec la solution kit est de l'ordre de 30 à 40 % par rapport à une cuisine installée par un spécialiste.

Autre avantage : la rapidité. Les éléments, vendus à plat dans des cartons, sont immédiatement disponibles : on les emporte et la cuisine peut être montée sans délai. De plus, en cas de changement de résidence, ces éléments se démontent facilement. En revanche, la cuisine en kit demande un réel effort de la part de l'acheteur. Il faut d'abord faire un plan très précis de la pièce et calculer le nombre et l'implantation des éléments. Leur montage est certes simplifié par des notices explicatives mais il faut du soin et de la méthode pour juxtaposer correctement toutes les pièces de ce puzzle géant.

Deux sortes de clients semblent particulièrement intéressés par la cuisine en kit : les jeunes qui, soit logés en location, et d'autres, qui ont déjà une cuisine mais souhaitent la changer. Le marché de renouvellement s'avère important. La principale raison du succès du kit, outre son prix, est le choix étendu des dimensions et des décors des éléments. On peut s'équiper aussi bien en rustique classique qu'en bois clair ou stratifié, agrémenté ou non de bois.

La qualité est remarquable : celle des cuisines sur mesure. Des fabricants d'éléments traditionnels ont d'ailleurs un département consacré au kit, comme Chabert et Duval qui propose une gamme de vingt-deux éléments à rassembler en pièce de pin réminiscent de style rustique, avec encastrement en chêne massif et panneaux en placage de chêne. Telsco, qui s'appelle désormais Tel-Kit, a un programme Kitga très complet (vingt-neuf éléments) décliné en quatre styles, du chêne rustique

## PARIS EN VISITES

**VENDREDI 4 FÉVRIER**

« Paris gallo-romain présenté aux jeunes », 14 h 30, parvis Notre-Dame, M<sup>re</sup> Brussa.

« L'UNESCO », 14 h 30, Cambroune, M<sup>re</sup> Legrégo.

« La maison », 15 heures, 47, rue Raynaud, M<sup>re</sup> Bache.

« La ville La Roche », 15 heures, métro Jamin, M<sup>re</sup> Guillier.

« L'abbaye bénédictine Sainte-Marie », 15 heures, 5, de la Source, M<sup>re</sup> Pennec Caisse nationale des monuments historiques).

« Dossier Delacroix », 14 h 30, du Louvre, pavillon de l'Approche de l'art).

« Fantin-Latour », 15 heures, Grand Palais (Connaissance d'ailleurs).

« La ville de Lausanne », 17 heures, métro Pont-Marie (P.-Y. Jais).

« Les chefs-d'œuvre du Louvre », 15 heures, entrée du musée, porte Denon (Paris et son histoire).

« Quartier Bonne Nouvelle », 14 h 30, 21, boulevard Bonne Nouvelle (Paris pittoresque et Hic).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Le Marais », 14 h 30, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

## CONFÉRENCES

18 h 30 : musée Rodin, 19, boulevard des Invalides : « La République populaire de Mongolie ».

15 heures, 6, quai Bourbon (M<sup>re</sup> Hager) : « La fabuleuse histoire des bijoux depuis les Romains ».

19 h 30, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor Cousin, M<sup>re</sup> Flak : « Consommer autrement son énergie en éliminant l'opposition du corps et de l'esprit » (Université populaire de Paris).

20 h 15, 11 bis, rue Kepler : « Les pouvoirs dynamiques de la pensée » (Logo unie des Tchécoslovaques).

14 h 30 et 16 h 45, 107, rue de Rivoli, M<sup>re</sup> R. Percheron : « Six et Talyan. Le temps des Tang ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 3 février :

**UN DÉCRET**

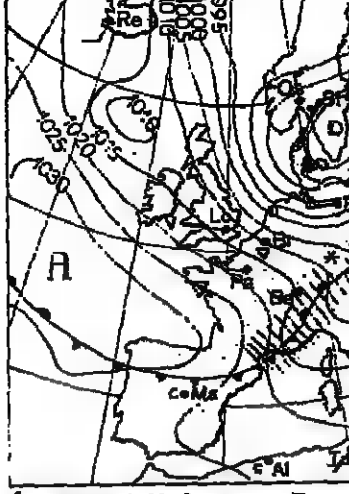
« Faisant application de l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite (enfants recueillis) ».

**UN ARRÊTÉ**

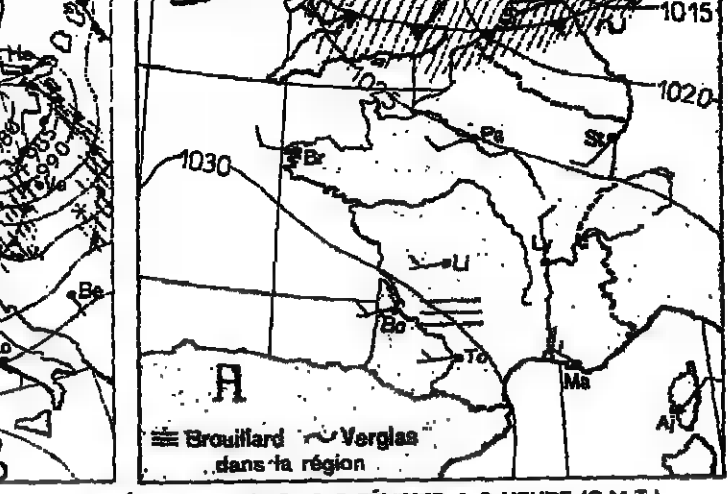
« Pris en application du décret du 15 décembre 1982 portant réorganisation des décisions de l'État en matière d'investissement dans les services d'investissement pour les investissements de l'économie nationale ».

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 FÉVRIER À 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3 FÉVRIER À 0 HEURE (G.M.T.)



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 2 février à 0 heure et le jeudi 3 février à 0 heure.

De l'air froid et plutôt stable recouvre la France, mais une nouvelle perturbation atlantique, précédée de neige, abordera le Nord-Ouest du pays dans la nuit de jeudi à vendredi.

Jeudi, un temps froid, sec et peu nuageux prédominera le matin. Les gelées se généraliseront et atteindront des moyennes de - 3 à - 4 degrés, excepté au sud-est, où les températures resteront légèrement positives. Quelques bancs de brouillard apparaitront du nord de l'Aquitaine au Limousin.

L'après-midi, malgré quelques passages nuageux parfois accompagnés d'averses, les températures se réchaufferont. Les vents seront faibles, sauf au sud-est où ils pourront atteindre des maxima de 10 à 15 km/h.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 janvier; le second le minimum de la nuit du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février) :

Alger, 15 et 6 degrés; Biarritz, 14 et 6; Bordeaux, 13 et 3; Bourges, 12 et 1; Brest, 8 et 3; Caen, 8 et 3; Cherbourg, 7 et 5; Clermont-Ferrand, 13 et 1; Dijon, 12 et 1; Grenoble, 11 et 1; Lille, 10 et 2; Lyon, 13 et 1; Marseille, 16 et 6; Nancy, 11 et 2; Nantes, 12 et 2; Nice-Côte d'Azur, 14 et 8; Paris-La Bourne, 11 et 3; Pau, 13 et 1; Perpignan, 13 et 2; Rennes, 10 et 1; Strasbourg, 13 et 2; Tours, 11 et 1; Toulouse, 11 et 3; Poitiers, 11 et 1.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 22 et 4 degrés; Amsterdam, 8 et 1; Athènes, 11 et 4; Berlin, 12 et 3; Bonn, 12 et 0; Bruxelles, 10 et 3; Le Caire, 19 et 6; Las Canaries, 23 et 20; Djerba, 18 et 11; Genève, 11 et 2; Jérusalem, 14 et 3; Liabona, 14 et 8; Londres, 7 et 0; Luxembourg, 8 et 0; Madrid, 17 et 13; Moscou, 1 et - 4; Nairobi, 27 et 13; New-York, 7 et 0; Palma-de-Majorque, 18 et 9; Rome, 15 et 10; Stockholm, 0 et - 4; Toulon, 20 et 6; Tunis, 18 et 8.

**L'ÉVOLUTION DU TEMPS JUSQU'AU 3 FÉVRIER**

Après une nuit calme accompagnée d'un rafraîchissement nocturne, la circulation perturbée d'ouest reprendra progressivement sur la plus grande partie de la France.

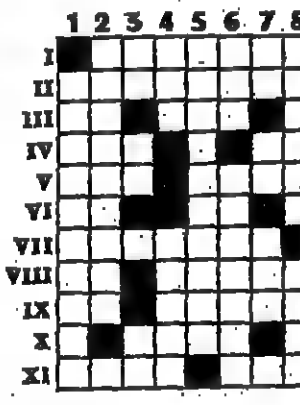
Jeudi, le temps froid et dégagé le matin avec des gelées dans l'intérieur, surtout de l'Aquitaine au Centre-Est, des courants de brises de l'ouest et du sud-ouest, surtout de l'Aquitaine au Centre-Est, des courants de brises de l'ouest et du sud-ouest, surtout de l'Aquitaine au Centre-Est.

Alger, 22 et 4 degrés; Amsterdam, 8 et 1; Athènes, 11 et 4; Berlin, 12 et 3; Bonn, 12 et 0; Bruxelles, 10 et 3; Le Caire, 19 et 6; Las Canaries, 23 et 20; Djerba, 18 et 11; Genève, 11 et 2; Jérusalem, 14 et 3; Liabona, 14 et 8; Londres, 7 et 0; Luxembourg, 8 et 0; Madrid, 17 et 13; Moscou, 1 et - 4; Nairobi, 27 et 13; New-York, 7 et 0; Palma-de-Majorque, 18 et 9; Rome, 15 et 10; Stockholm, 0 et - 4; Toulon, 20 et 6; Tunis, 18 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3377



### HORIZONTALLEMENT

1. Des poons qu'on peut trouver dans le lit. — II. On y a de la mauvaise humeur. — III. Un affluant de l'Érythrée. Rendue par celui qui vient de passer. Possessif. — IV. Peut être un objet de culte. La langue du nord. — V. Un petit grain. Mien qui peut évoquer le portrait d'un lauréat. — VI. Préposition. Peut ouvrir la phrase. — VII. Au sud-ouest de Riga. — VIII. Article. Mit dans de bonnes dispositions. — IX. Qui a donc pu nous enrichir. Regarder comme un œuf. — X. Fait circuler. Fut envoyée par. — XI. Gros légume. Traverse plusieurs lacs.

### VERTICALEMENT

1. Avoir une attitude de cochon. — 2. Un jeune homme pas encore armé. — 3. Redevenir neutre quand on arrive au bout. Pronom. Abréviation indiquant qu'il y aura pas de mise en balla. — 4. Au nord de Perpignan. Montée et descendue en jouant. — 5. Peut être très grave quand il y a beaucoup de... qui coulent. — 6. Même pas cultivée. Qualifie une très... mine. — 7. En France. Coule en Sibérie. Est parfois sous le bonnet. — 8. Fut tué avec ses sept fils. Matière dont on fait des... — 9. Un faubourg. Hambourg. Deux points opposés.

Solution du problème n° 3376

**Horizontalement**

I. Cardaque. — II. Adam. PS. — III. Tom. Sagan. — IV. Atonal. — V. Dillig. — VI. Hicran. — VII. Orné. Rol. — VIII. Pion. Océ. — IX. TC. Tan. Il. — X. Réa. Idéal. — XI. Essoreuse.

**Verticalement**

1. Catadioptr. — 2. Adorations. — 3. Ramolino. As. — 4. DM. Mient. — 5. Salés. Air. — 6. Avator. Onda. — 7. G.I. Arc. En. — 8. Upea. Norias. — 9. Essentielle.

GUY BROUTY.

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4297-23

**ABONNEMENTS**

3 mois 110 F 12 mois 360 F

**FRANCE**

519 F 715 F 910 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS**

PAR VOIE NORMALE

1 039 F 1 495 F 1 910 F

**ÉTRANGER**

(par messagerie)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

344 F 600 F 835 F 1 070 F

2. SUISSE, TUNISIE

436 F 744 F 1 032 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'impôts.

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4297-23

**ABONNEMENTS**

3 mois 110 F 12 mois 360 F

**FRANCE**

519 F 715 F 910 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS**

PAR VOIE NORMALE

1 039 F 1 495 F 1 910 F

**ÉTRANGER**

(par messagerie)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

344 F 600 F 835 F 1 070 F

2. SUISSE, TUNISIE

436 F 744 F 1 032 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'impôts.

## PRESSE

A Dijon

### UN ACCORD ENTRE M. LIGNEL ET LE SYNDICAT DU LIVRE C.G.T.

Un accord a été signé lundi 31 janvier, entre la direction du Progrès de Lyon et les représentants du Livre C.G.T., au sujet du quotidien des Dépêches de Dijon.

Les grandes lignes, l'accord reprend en complétant le protocole d'accord du 10 janvier 1983, visé par la reprise en copartenance ouvrière de production des « Presses nouvelles de l'Est » — éditrices du journal dijonnais — mises en liquidation le 29 juillet dernier par M. Jean-Charles Lignel, actionnaire à 91 % et propriétaire du Progrès.

M. Lignel s'est engagé à la mise à disposition gratuite de l'imprimerie des Presses nouvelles de l'Est — de son activité jusqu'au 30 juin 1983. D'ici cette date, la coopérative aura la possibilité d'acheter l'imprimerie et la rotative, et disposera d'une période allant jusqu'au 30 septembre 1983 pour la mettre à jour. Le Progrès de Dijon, hebdomadaire lancé le 1<sup>er</sup> octobre 1981 par la C.G.T., sera de paraitre.

Rapportons que des ouvriers du Livre C.G.T., occupant l'imprimerie des Dépêches de Dijon depuis le mois d'août 1982.

par M. S.A.R.L. le Progrès de Dijon.

Gérant : André Laurent, directeur de la publication.

Ancien directeur : Hubert Beauve-Méry (1944-1980).

Jacques Faure (1980-1982).

Reproduction interdite sans accord avec l'administration.

Commission paritaire : 11 437.

ISSN : 0026 - 1141.

# ABONNEZ-VOUS A AIR INTER

**30% DE RÉDUCTION**

**DÈS LE PREMIER VOL**

### CARTES D'ABONNEMENT

**FORMULE ①**

Carte donnant accès à tous les vols rouges, blancs, bleus, (amortissement entre 5 et 7 aller-retour selon lignes).

**FORMULE ②**

Carte donnant accès exclusivement aux vols bleus (sur certaines lignes seulement) (amortissement entre 5 et 7 aller-retour selon lignes).

Le prix de la souscription est variable selon les lignes choisies.

Pour renseignements, adressez-vous à l'Agence AIR INTER PARIS - Tel. (1) 320.13.60

**AIR INTER**

NOTRE MONDE C'EST LA FRANCE



### Correspondance

## Une concurrence

Il existe actuellement deux catégories d'intermédiaires financiers en France : les banques traditionnelles et les sociétés financières.

La réforme en cours va permettre aux banques étrangères d'exercer leur activité en Australie en y libérant l'épargne locale. Elles vont créer une concurrence directe au système bancaire local dans lequel même enserré dans de nombreux aspects qui l'empêchent de s'améliorer. L'intérêt à long terme des banques étrangères est évident, l'Australie,

● Le taux de la rta en R.F.A. a augmenté en janvier de 0,2 % selon les estimations provisoires publiées par l'Office fédéral des statistiques. En un an, de janvier 1982 à janvier 1983, la hausse a atteint 3,9 %. C'est la première fois depuis juin 1979 que le taux d'inflation annuel est inférieur à 4 %. En décembre et en novembre 1982, le taux avait été respectivement de 4,6 % et 4,7 %.

Les données définitives pour janvier seront publiées dans les prochains jours.

**Effectifs : 1.44 % en 1981**

Comme prévu, le **syndicat** **CGT** est également engagé une **réflexion** sur la **réhabilitation** du **syndicalisme**, en **avancant** une **opposition** manifeste, plusieurs **propositions** (le **Monde** du 11 janvier). « Si nous ne prenons garde », a souligné M. Hureau, la **crise** peut **four** **voir** le **syndicalisme** ». Et, dit la C.F.D.T. dans un communiqué paru au 31 décembre 1981, elle comptait 1 030 050 adhérents (actifs et retraités) et 730 270 cotisations régulières. Par rapport à 1980, le nombre de synd. adhérents s'est diminué de 1,44 %. Pour l'année 1982, une régression du même ordre est à attendre.

M. N.

M. N.

La plupart des **ouvriers** qui ont travaillé à Talbot ont été citroëns, les **ceux de ces derniers** mais les **Renaudi** qu'à l'inverse des grèves au printemps dernier, celles des saïnes de Filis et de Billancourt, plus politisées qu'à Poissy et surtout qu'à Anzin, n'ont pas fait l'union avec l'Island. Une éventuelle manipulation extérieure — soit par l'Iran, par les Frères musulmans, soit par les agents de la C.I.A., comme le **bruit en cours**, n'appartient guère crédible pour

M. N.

bien rémunérés avec ou sans diplômes H et F. Demandez une doc. gratuite sur la revue spécialisée  
**FRANCE-CARRIÈRES (VN)**  
B.P. 402-09 PARIS



# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## Les Dix adoptent un projet de budget proche des positions de l'Assemblée européenne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Le conseil des ministres des Dix a adopté, le 1<sup>er</sup> février, le projet de budget devant permettre l'ajustement de la contribution britannique au financement de la Communauté pour 1982. La décision a été prise à l'unanimité de la majorité qualifiée qui a recueilli les votes négatifs de la France et du Danemark. L'Assemblée européenne doit se prononcer la semaine prochaine sur le nouveau schéma envisagé par les États membres.

Un contentieux avait été ouvert, en décembre, avec les Dix et la Commission sur cette affaire de contribution britannique. En refusant le budget supplémentaire 1982, présenté par le conseil, l'Assemblée demandait que les sommes prévues pour la compensation (850 millions d'ECU, soit 5,5 milliards de francs) soient classées en dépenses « non obligatoires » (D.N.O.), ce qui aurait pour effet d'accroître ses pouvoirs budgétaires. Elle souhaitait, en outre, que les remboursements effectués au profit du Royaume-Uni s'accompagnent de la mise en place de nouvelles politiques communes.

En adoptant le projet élaboré à la mi-janvier par la Commission, les Dix sont allés de façon sensible au-devant des préoccupations de l'Assemblée : 40 % des crédits seront inscrits en D.N.O. et 400 millions d'ECU (2,5 milliards de francs) seront destinés à financer des opérations énergétiques. La quasi totalité de remboursement à l'Allemagne fédérale (240 millions d'ECU, soit 1,5 milliard de francs) - qui bénéficie également de compensation afin de ne supporter que partiellement l'effort consenti en faveur de la Grande-Bretagne - servira aussi à des financements dans le secteur de l'énergie.

A l'issue des travaux, M. Chandonner, ministre français chargé des affaires européennes, a déclaré que, « pour la France, il n'est plus question de recourir à des mesures transitoires pour régler le problème britannique ». Autrement dit, le gouvernement français considère, à la suite de la décision de mardi, que l'accord intervenu à l'automne entre les États membres est rompu et qu'en conséquence il n'accepte pas les solutions actuelles pour les compensations accordées au Royaume-Uni pour 1983 et 1984.

De ce point de vue, Paris rejette l'Assemblée qui demandait aux Dix de ne pas consentir de versements forfaitaires aux Britanniques. M. Chandonner a déclaré que les exigences de l'Assemblée sur la définition de nouvelles politiques communes, « si elles sont fondées, elles ne peuvent pas être prises en compte ». Le ministre a déclaré que les objectifs et les moyens financiers n'ont pas été fixés au préalable par des décisions politiques.

La délégation française s'est trouvée relativement isolée sur l'autre dossier ouvert le 1<sup>er</sup> février par les Dix, celui concernant les mesures protectionnistes à l'intérieur de la C.E.E. En dehors de la complexité des mesures à envisager, il reste à savoir si l'achèvement du Marché commun doit s'accompagner ou non

d'une meilleure protection aux frontières communautaires. Pour M. Chandonner, par son collègue italien, la réponse est : « Le renforcement du marché unique que constitue la définition d'une nouvelle politique commerciale est à la fois un objectif et un moyen ». Celle de M. Lamberto, ministre allemand de l'économie, est tout aussi claire, mais à l'opposé : « Le renforcement du Marché commun ne doit pas avoir pour effet de pénaliser les pays tiers ».

MARCEL SCOTTO.

# CONJONCTURE

## Les commissaires-priseurs ont fait une mauvaise année en 1982

Le produit total des ventes de la Compagnie parisienne des commissaires-priseurs pour 1982 a atteint 892,3 millions de francs au lieu de 903,5 millions de francs en 1981. C'est ce qu'a annoncé, le 1<sup>er</sup> février, M. Michel Rostand, récemment réélu pour la sixième fois président de la compagnie.

Cela n'est pas brillant. Il est vrai que les deux principaux concurrents - britanniques - ont subi des pertes nettes plus lourdes, de l'ordre de 15 %, avec un chiffre d'affaires global de 423 millions de francs (plus de 4,6 milliards de francs). Malgré une légère reprise en fin d'année, le marché de l'art continue à subir les conséquences de la crise internationale.

Une des causes du ralentissement des ventes françaises serait, selon les commissaires-priseurs parisiens, le poids de la fiscalité et les mesures contraignantes qui provoquent la réserve des vendeurs. L'exonération des antiquités de l'impôt sur la fortune a provoqué un phénomène de rétention d'événements vendeurs qui préfèrent conserver leurs biens. De plus, l'obligation de paiement par chèque au-dessus de dix mille francs (pour lutter contre la fraude fiscale) a freiné l'activité des acheteurs en salle des ventes.

En 1982, c'est la firme Christie's qui s'en est le mieux tirée, parvenant même, au cours du dernier trimestre, à dépasser son concurrent direct pour la première fois depuis cinquante ans. Le chiffre d'affaires de Christie's pour l'année s'élève à 187 millions de francs, dont 85 millions pour le dernier trimestre.

Selon M. John Floyd, président de Christie's International, cette progression relative est due à la réduction des taux d'intérêt aux États-Unis, qui a permis des reports financiers sur des achats de biens artistiques, et aussi à la décision prise en début d'année de réduire à 8 % (au lieu de 10 %) les frais prélevés sur les vendeurs. Il faut aussi que Christie's a bénéficié d'une partie de la clientèle de Sotheby, inquiète des bruits alarmistes répandus l'été dernier sur la solidité de cette société.

### Disparité fiscale

De son côté, le directeur général de Sotheby reste optimiste en dépit des pertes enregistrées. Il estime que la réorganisation financière en cours et des signes de reprise qui se manifestent sur le marché de l'art permettront à son entreprise de se maintenir à la tête des ventes mondiales. Le chiffre d'affaires de Sotheby pour 1982 est de 235 millions de francs dont 80 millions pour le dernier trimestre.

En 1960, le produit des ventes de l'École Drouot dépassait encore les deux concurrents britanniques. C'est à partir de cette date que l'internationalisation du marché de l'art et le dynamisme des Britanniques ont complètement renversé le rapport des forces. La principale cause de l'écart entre Paris et Londres tient à une disparité fiscale au détriment des Français. Frais d'acquisition, droits de suite, impôt sur les plus-values - déduit en 1982 - et l'aggravation récente de la T.V.A. rendent impossible toute concurrence à armes égales avec les grandes maisons d'outre-Manche.

De côté du ministère de la justice, qui encadre sa tutelle sur les officiers ministériels, aucune mesure n'est envisagée pour modifier le statut des commissaires-priseurs, pas même l'abolition de la Bourse commune (instituée en 1689) promise par M. Giscard d'Estaing et dont on pouvait attendre la disparition depuis l'installation d'un gouvernement qui se dit soucieux de mettre fin à des inégalités et privilèges d'un autre âge.

NICOLE BERNHEIM.

FRANÇOIS GERSAINT.

# AFFAIRES

## Matra s'associe à Renault dans le secteur de l'automobile

Le Matra n'est pas brillant, mais elle n'est pas mauvaise. M. J.-L. Lagardère, P.D.G., s'est employé à faire, le 1<sup>er</sup> février, le point sur les activités de la firme. L'entreprise pour démontrer que « bon l'emportait sur le mauvais ». Les résultats, a-t-il déclaré, ont été des réalités. Pour résumer sa pensée, Matra, « affaire de droit privé », malgré sa participation de l'Etat de 50,97 %, des bénéfices (- 12,3 %) pour un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs (+ 24 %). Ce résultat, à ses yeux, est le plus significatif de la santé des activités de la firme (militaire, espace). Il lui a fallu quand même (part du groupe) était « mauvais » : 23 millions de francs (85,6 %). Oui, la majorité des filiales en pertes, a glissé M. Lagardère en précisant que 150 millions de francs en créances avaient été constatés (120 millions pour 1983) et qu'une provision de 150 millions (50 millions en 1983) avait été constituée pour déprécier les titres. En outre, « ce résultat acquis après avoir payé 350 millions de francs d'impôts à l'Etat, Matra est dans le premier des grands groupes français ».

D'entrée de jeu, M. Lagardère a annoncé la couleur : « 130 millions de francs de profits pour la société mère Matra (- 12,3 %) pour un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs (+ 24 %). Ce résultat, à ses yeux, est le plus significatif de la santé des activités de la firme (militaire, espace). Il lui a fallu quand même (part du groupe) était « mauvais » : 23 millions de francs (85,6 %). Oui, la majorité des filiales en pertes, a glissé M. Lagardère en précisant que 150 millions de francs en créances avaient été constatés (120 millions pour 1983) et qu'une provision de 150 millions (50 millions en 1983) avait été constituée pour déprécier les titres. En outre, « ce résultat acquis après avoir payé 350 millions de francs d'impôts à l'Etat, Matra est dans le premier des grands groupes français ».

### L'indépendance financière

Après les jours sombres de 1982, l'électronique automobile a été un jour devant elle. « Jaeger Solex ont, dans leur domaine, monopolisé le fait de France », a déclaré l'horlogerie victime de la débauche de l'industrie asiatique, doit se relever.

Enfin et surtout, M. Lagardère a mis l'accent sur l'indépendance financière de Matra. « La situation (était-elle en équilibre ?). Sans imprévu (rachats d'une entreprise intéressante), Matra ne fera pas d'appel au peuple », a-t-il déclaré. Durant l'année 1982, les réserves ont augmenté de 13 millions de francs. A la fin 1982, l'Etat avait amélioré ses fonds propres de 11 millions de francs. Le rendement était de 1 milliard de francs le 31 décembre dernier. D'ici 1986, les investissements poursuivis à très vive allure et passeront à des amortissements de 500 millions.

Bref, M. Lagardère prévoit pour Matra des jours meilleurs. « Qu'attendons-nous de l'Etat ? Rien. Son soutien seules quand une stratégie coïncide avec la sienne ». Matra dépendra toujours des prêts participatifs (580 millions) pour les sociétés en difficultés dont les activités sont profondément réorganisées. « Je pense nous les obtiendrons ».

ANDRÉ DEBOST.

## LES COMMANDES A L'EXPORTATION DE 75 % EN 1982

« C'est l'étranger qui, en 1982, a permis la croissance du groupe ». Présentant, le 1<sup>er</sup> février, les résultats du groupe nationalisé C.G.E. devant l'Association des journalistes économiques et financiers, M. Georges Pébereau, directeur général, affichait sa satisfaction. Reconnaisant que le C.G.E. n'est pas une entreprise sociale appliquée depuis 10 mai (trente-neuf heures, cinquante semaines) son chiffre d'affaires d'environ 115 %, il a ajouté : « Je ne sens pas de perte de compétitivité de mon usine par rapport à celles de l'étranger ».

En 1982, le chiffre d'affaires de la C.G.E. a été de 115 % et les commandes enregistrées de 75 %. Un score qui contribue aux polémiques sur la compétitivité de l'industrie française... qui singulièrement aussi le C.G.E. n'est pas une entreprise nationale bénéficiaire. Elle aura réalisé de 500 à 600 millions de francs de profit net pour 66 millions de chiffre d'affaires.

Dans son plan quinquennal, les pouvoirs publics, le C.G.E. compte plus que doubler ses ventes : atteindre 135 milliards de francs en 1987, soit une croissance en volume de 50 %. Son programme d'investissements et de prises en participation, sur la période, dépasse 11 milliards de francs. « C'est un programme de trois secteurs : énergie, télécommunication, entrepris », a-t-il relevé - trois points de vue - le groupe : la SAFT (piles), la C.E.A.C. (accumulateurs) et Ceravac (céramique) qui vient de créer de nouvelles personnes.

### LOGEMENT

Les loyers de H.L.M. majorés au 1<sup>er</sup> février de 5,3 % du loyer pratiqué au 31 décembre 1982. Rappelons que la hausse (qui a lieu habituellement le 1<sup>er</sup> janvier) sera suivie d'une seconde, le 1<sup>er</sup> juillet (décret du 25 décembre 1982 publié au Journal officiel du 1<sup>er</sup> décembre).

# ÉNERGIE

EN 1982

## Les compagnies pétrolières ont accru de 25 % les importations en France de produits raffinés

« Il y avait un risque grave à se fixer un programme énergétique rigide à très longue échéance et à s'y tenir ». Il est souhaitable que, sauf erreur majeure - telle qu'en 1973 - les décisions d'investissement ne soient définitivement prises qu'au plus près du moment où ceux-ci seront nécessaires », a déclaré M. Bizard, président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, mardi 1<sup>er</sup> février, en présentant les résultats de l'année 1982.

Alors que l'évolution récente du marché pétrolier laisse entrevoir la possibilité d'une baisse des prix durable, la profession pétrolière souhaite que soit pris en compte dans l'élaboration, en cours, des objectifs du 2<sup>e</sup> Plan des hypothèses sensiblement différentes de celles, jusqu'ici envisagées, notamment en matière de coût comparé des différentes énergies. L'année 1982 a été en effet pour l'industrie pétrolière française celle d'une difficile adaptation aux nouvelles données du marché pétrolier. La chute de la consommation de 6 % en France, due pour l'essentiel à la régression des ventes de combustibles, et la baisse des prix du brut et des produits pétroliers sur le marché libre ont conduit les groupes opérant

en France à diminuer leurs importations de brut (67,7 millions de tonnes, soit - 18,4 %) et la production française de produits raffinés (32 millions de tonnes, soit 15,5 % de moins qu'en 1981).

Les exportations de produits pétroliers ont diminué (de 26 %) de la construction des débouchés. En outre, les importations de produits finis ont progressé (+ 25 %), dépassant 18 millions de tonnes, ce qui a entraîné une dégradation de la balance commerciale des produits pétroliers. La production des pays de l'O.P.E.P. serait actuellement tombée à 11 et 12 millions de barils par jour, ce qui est un niveau extrêmement bas (en janvier elle était évaluée à 17,5 millions de barils par jour). Le déstockage nécessaire pour combler l'écart entre cette offre et la demande réelle de pétrole O.P.E.P. - estimée entre 12 et 19 millions de barils par jour - est donc à nouveau très important.

La situation des pays producteurs devient donc de jour en jour plus difficile. Ainsi le Nigeria a-t-il vu sa production tomber de près d'un tiers en janvier (800 000 barils par jour, soit le niveau le plus bas depuis 1981, lorsque les tensions sur ce pays avaient conduit un paroxysme.

## Les fluctuations du marché pétrolier

(Suite de la première page.)

Ces mouvements ne sont pas cependant significatifs, dans la mesure où les Soviétiques, comme les compagnies américaines, ont continué de suivre fidèlement les évolutions du marché libre - l'U.R.S.S. réajustant ses prix mensuellement.

En revanche, si la Grande-Bretagne, ni le Mexique, ni les pays de l'O.P.E.P. n'ont annoncé de baisse de prix officielle, bien que les enlèvements - et donc la production - en ce qui concerne ces derniers soient « au plus bas depuis vingt ans », assure un observateur londonien. La production des pays de l'O.P.E.P. serait actuellement tombée à 11 et 12 millions de barils par jour, ce qui est un niveau extrêmement bas (en janvier elle était évaluée à 17,5 millions de barils par jour). Le déstockage nécessaire pour combler l'écart entre cette offre et la demande réelle de pétrole O.P.E.P. - estimée entre 12 et 19 millions de barils par jour - est donc à nouveau très important.

La situation des pays producteurs devient donc de jour en jour plus difficile. Ainsi le Nigeria a-t-il vu sa production tomber de près d'un tiers en janvier (800 000 barils par jour, soit le niveau le plus bas depuis 1981, lorsque les tensions sur ce pays avaient conduit un paroxysme.

VERONIQUE MAURIS.

**SCHILZ**  
SELLIER

Sacs exclusifs  
Bijoux sport - Foulards  
Gants - Porte-Documents  
BAGAGES DE QUALITÉ  
CABEAUX D'ENTREPRISES  
RAFFINES  
ET  
Son parfum  
**BALZANES TROIS**  
30, RUE CAUMARTIN  
Tél. 266.46.48  
parking gratuit  
7, RUE CAUMARTIN



# SIAS FRANCE

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT AU CONTACT DE LA CLIENTÈLE

MET AU SERVICE DE SA CLIENTÈLE UNE GAMME DE PRODUITS COUVRANT TOUS LES SECTEURS D'UTILISATION D'ACIERS FINS ET SPÉCIAUX

## LES USINES PRODUCTRICES

Homologuées par les plus grands  
- Pour Nuova Sias « Società Italiana Acciai Speciali p.A. »  
- Sesto San Giovanni (ex-Brada)  
- (ex-Naz Cogne)  
- Scafati (ex-Tecnocogno)  
- Pour « Industrie Acciai Speciali S.p.A. »  
- Condove/Turin (Vertek)  
- Turin.

## LES PRODUITS

- Aciers de construction.  
- Aciers inoxydables.  
- Aciers rapides et

Toutes sections et nuances  
- Forges.  
- Laminés.  
- Fil machine.  
- Tiges de forage.  
- Plâques sur plan.  
- Parachutes à froid y compris :  
- Aciers à ultra-haute résistance  
- Barres chromées.

SIAS FRANCE tient en outre à la disposition de sa clientèle les dépôts de Mions (région lyonnaise) et Senlis



SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DES ACIERS SPÉCIAUX

FILIALE FRANÇAISE DE NUOVA SIAS

« Società Italiana Acciai Speciali p.A. » - MILAN - GROUPE FINSIDER

A repris sur le marché français à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1982 la commercialisation des produits longs en aciers spéciaux importés précédemment par TEKSID FRANCE

## AFFAIRES

Les « boutiques de gestion » ont créé plus de 2 000 emplois « différents » en un an

L'antagonisme pas mortel ? Malgré la crise et les deux millions de chômeurs qui renouent à plus tard la définition d'un nouveau modèle économique, malgré l'orientation privilégiée donnée par le gouvernement de la gauche pour les grands projets industriels publics, les « boutiques de gestion » ont pu prouver qu'il est encore possible de travailler « autrement ».

Il y a les années 70, l'aventure tentait beaucoup. Des ex-soixante-huitards, des écologistes, des adeptes du « retour au pays », des militants syndicalistes en général proches du C.F.D.T. et des « alternatifs » de tout style, se sont lancés dans la création de « boutiques de gestion ». En 1979, s'ouvraient les « boutiques de gestion », dans la revue spécialisée par des diplômés en gestion attirés par le virage du « savoir-faire comptable, économique et financier à la disposition des nouveaux postulants. S'adressant aux « travailleurs sociaux », aux « coopérateurs ouvriers de production », aux associations, les boutiques de gestion se sont multipliées un peu partout en France sous des noms d'associations, en 1981. On compte aujourd'hui 35, voire 40 cours de création. Animées par des permanents (en moyenne trois), au profil « militant », elles acceptent des faibles et aléatoires, ces boutiques forment et suivent le développement des jeunes entreprises, prêtes à intervenir à tout moment.

Les études réalisées l'an passé montrent que les perspectives sont plus larges : « l'emploi des jeunes en milieu rural », ou « une typologie d'entreprises nouvelles en Loire-Atlantique », au plus cocasse, comme « la valorisation des peaux de lapin dans la Tarn ». Elles veulent toujours pratiques et toujours proches du terrain : « la théorie », l'application. La formation, plus traditionnelle, concerne le droit des affaires, la comptabilité, les techniques, etc. Bref, ce qu'on enseigne plus ou moins à H.E.C., mais dont les créateurs craignent cruellement.

En fait, au fonctionnement, les boutiques ont recruté 75 stagiaires en formation, ce qui a permis par ailleurs l'acquisition d'un maigre financement. Les entreprises n'ayant guère de quoi payer les salaires et les études, les prévisions de l'association des boutiques de gestion (1) font apparaître pour cette année un déficit de quelque 10 ou 15 millions de francs. Les boutiques verront d'un bon œil une subvention publique. En contrepartie, promettent-elles, elles s'engagent à créer en 1983 4 500 emplois. « Voilà un chiffre qui rappelle fort bien », dit G. Gaudin.

L'année passée peut plaider en leur faveur. Les quinze boutiques de gestion opérationnelles en 1982

sont intervenues sur 2 276 emplois, dont 1 107 créations, 645 consolidations et 524 dossiers en cours. Le calcul est rapide : chaque permanence a réussi en moyenne à créer plus de 60 emplois. Un score excellent qui étonne, étant donné les faibles moyens financiers mis en œuvre, tous les organismes officiels de création d'entreprise ? Travailler « autrement », est-il est vrai, souvent synonyme de rémunérations faibles, et, de ce fait, le calcul perd de sa signification. Mais les boutiques de gestion sont néanmoins assez sèches de leur succès. Leur aventure est marginale et ne peut sans doute que le rester. Elle appelle toutefois que la motivation des hommes pour le « son échelle être plus compétitive », que les grands projets centralisés.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Comité de liaison des boutiques de gestion : 559, avenue de la République, 97700 Marquigny-Batilly.

## Rhône-Poulenc s'associe avec Dai Nippon dans les silicones

Le groupe Rhône-Poulenc a conclu un accord d'association avec la firme japonaise Dai Nippon Ink and Chemical dans le domaine des silicones, produits chimiques employés dans de nombreuses industries à cause de ses qualités hydrofuges et de sa forte résistance au vieillissement et à l'usage.

Les deux sociétés ont convenues de créer une filiale commune à 50/50, Nippon Frasil, qui fabriquera et vendra au Japon des produits à base de silicones. Son démarrage est prévu pour l'été 1983. Rhône-Poulenc lui fournira les matières premières nécessaires à son fonctionnement et lui accordera le droit d'utiliser dans ce pays sa technologie pour la formulation des élastomères siliconés utilisés dans la vulcanisation à chaud et la technique de conditionnement des mastics siliconés.

Les silicones trouvent leurs applications dans le bâtiment, l'industrie électrique, la fabrication de prothèses en caoutchouc, le traitement des papiers,

des tissus et des cuirs, la production des caoutchoucs, enfin dans la pharmacie et dans les cosmétiques (lubrifiants). Rhône-Poulenc est le premier producteur européen de silicones.

Cet accord permettra au groupe français de poursuivre ses implantations au Japon. C'est le quatrième du genre réalisé dans ce pays depuis 1973 et le second depuis la nationalisation de la firme chimique. Rhône-Poulenc n'est pas néanmoins la première société française à s'allier à Dai Nippon, troisième producteur mondial d'encre. En janvier 1981, Ripolin (groupe C.D.F.-Chimie) a conclu à cette entente avec la firme nipponne dans le domaine des encres d'imprimerie. Singularité : notons pour la petite histoire qu'en 1979 Dai Nippon avait bécoté la route à Rhône-Poulenc aux États-Unis pour la prise de contrôle de la firme américaine Polychrome.

## PRIX

Hausse des prix de détail en décembre : + 0,9 %

	des 12 derniers mois (déc. 82/déc. 81)	des 6 derniers mois (déc. 82/juillet 82)	des 3 derniers mois (déc. 82/oct. 82)	du dernier mois (déc. 82/nov. 82)
● ENSEMBLE	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,9
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,8
Produits à base de céréales	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8
Vianes de boucherie	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,7
Pois et charcuterie	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,8
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,3	+ 1,3
Produits de la pêche	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,1
Lait, fromages	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Œufs	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6
Corps gras et beurres	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,7
Légumes et fruits	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3
Autres produits alimentaires	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4
Boissons alcoolisées	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4
Boissons non alcoolisées	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,3
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,7
1) Habillement et accessoires	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,6
Vêtements de femme	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4
Autres vêtements et accessoires	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,7
Articles chaussants	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,8
Autres articles textiles	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,4
2) Autres produits manufacturés	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,8
Mobilier et tapis	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,8
Autres articles d'équipement du ménage	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5
Savons de ménage, produits ménagers et produits d'entretien	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,5
Articles de toilette et de soins	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2
Véhicules	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,3
Papeterie, librairie, journaux	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1
Photo, optique, électro-acoustique	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,1
Autres articles de loisir	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,8
Combustibles, énergie	+ 0,6	+ 0,9	+ 0,7	+ 1,5
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,6
● SERVICES	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,2
Services relatifs au logement	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,2
dont : loyers	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,2
Solus (1)	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,7	+ 0,3
Services de santé	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,6
Transports publics	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,3
Services d'entretien de véhicules privés (2)	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,1
Hôtels, cafés, restaurants, cinémas	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,4
Autres Services (3)	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,6

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 330,1 en décembre contre 327,3 en novembre. En rythme annuel calculé sur 12 mois (novembre, décembre), l'inflation revient à 9,9 %.

(1) Le poste « solus personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, de coiffure, de nettoyage, de teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.  
(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.  
(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, mais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redonne O.R.T.F.

## RUGBY : TOURNÉE DES CINQ NATIONS

Match Irlande-Irlande à Dublin le 19-2-1983

2.890 F (entrée stade, assurance).

AIRCOM (S.E.T.), 25, rue Boétie, 75008 Paris - Tél. : 268-15-70, Lic. A962.

FABRICANT - VENDEUR  
**COUVERTS ORFÈVRE**  
liste de mariage  
Garantie 25 ans argent  
**FRANOR**  
70, RUE AMÉLOUT  
75011 PARIS  
catalogue gratuit M sur demande  
Tél. 700.87.94 - en décembre ouvert le samedi

(Publicité)  
**LE SPÉCIALISTE EN PORTUGAIS DU BRÉSIL**  
- Formation professionnelle  
- Cours dans les entreprises  
OU  
**PROGRESSIO 783-40-36**  
27, rue Breteuil, 75007 Paris

LE 10 FÉVRIER  
**TOUS À LA SAMBA**

**SAMBA CABRIOLET**  
6 CV, 1360 cm<sup>3</sup>, 3 vitesses, 157 km/h.  
Sans apport initial, roulez plein ciel et avec plaisir.  
Consommations aux 100 km (normes UTAC) : 5,5 l à 90 km/h, 7,2 l à 120 km/h et 8,4 l en parcours urbain. (Jantes en alliage léger en option.)

**SAMBA RALLYE**  
2 carburateurs double corps, 176 km/h compte-tours, 5 vitesses... Sans apport initial, roulez "à fond la SAMBA".  
Consommations aux 100 km (normes UTAC) : 5,5 l à 90 km/h, 8,7 l à 120 km/h et 9,8 l en parcours urbain.

**SAMBA GLS**  
1360 cm<sup>3</sup>, 6 ou 7 CV, 159 ou 168 km/h.  
Sans apport initial, roulez avec brio.  
Consommations aux 100 km (normes UTAC) : Samba GLS 6 CV : 5,4 l à 90 km/h, 7,0 l à 120 km/h et 8,4 l en parcours urbain. Samba GLS 7 CV : 5,9 l à 90 km/h, 7,5 l à 120 km/h et 9,3 l en parcours urbain. (Jantes en alliage léger en option.)

**SAMBA LS et GL**  
4,6 litres aux 100 km à 90 km/h, 6,3 litres à 120 km/h, 5,8 litres en parcours urbain... Sans apport initial, roulez à l'économie et dans le confort.

Crédit possible de 6 à 60 mois maximum  
Valable jusqu'au 10/02/83 - Sous réserve d'acceptation du dossier par DIN ou CRÉDIAVIA.  
Renseignez-vous chez concessionnaire Peugeot-Talbot.

Modèle présenté SAMBA GL

**TALBOT SAMBA**

...les constructeurs sont les griffes

Op. 1120 150







# TRANSPORTS

## Air Inter fait des bénéfices et lance une série d'initiatives régionales

Les résultats d'Air Inter en 1982 ont, une fois de plus, dépassé les espérances. La compagnie aérienne intérieure, qui s'attendait à réaliser un trafic à peu près égal par rapport à l'année précédente, a, en définitive, transporté 600 000 passagers de plus, soit un total de 9 240 000. Tout porte à croire que le cap des 10 millions de voyageurs sera dépassé cette année. Bien que les tarifs aient augmenté moins vite que l'inflation - et il devrait encore en être de même cette année avec une hausse de 7 % - le chiffre d'affaires (4,19 milliards de francs) s'est accru de 16,8 % en un an, la marge d'auto-financement demeure forte (373,5 millions contre 369,1 millions en 1981) et le bénéfice net après impôts est passé de 36,5 à 40 millions de francs.

Tout en se félicitant de résultats qui contrastent avec ceux du reste du transport aérien mondial et de l'économie en général, le nouveau président-directeur général d'Air Inter, M. Marcoux Long, n'a pas manqué, en présentant, mercredi 2 février, le bilan de son entreprise, d'évoquer quelques motifs de préoccupations. Le coût du carburant, bien sûr, dont l'évolution est toujours incertaine (+ 20,3 % en 1982). La conjoncture aussi : « Une récession qui atteindrait le pouvoir d'achat des entreprises et des ménages ne finirait-elle pas par toucher sérieusement notre trafic ? », s'est demandé M. Long. Mais la plus grave inquiétude vient du train à grande vitesse (T.G.V.), qui a entraîné pour Air Inter, en 1982, un « manque à transporter » de 256 000 passagers : sur Paris-Lyon, la courbe de croissance prévue s'est infléchie de 28,3 %, sur Paris-Grenoble de 7,6 %, sur Paris-Marseille de 6 %, sur Paris-Nîmes et Paris-Montpellier de 9 %. Le choc sera certainement encore plus rude à l'automne prochain, après la mise en service de la ligne nouvelle Paris-Sud-est dans sa totalité, ce qui permettra de gagner encore près de trois quarts d'heure sur le temps de parcours. En attendant la création du T.G.V. Atlantique - à l'horizon 1987, - qui menace directement

tous les trafics d'Air Inter entre Paris, l'Ouest et le Sud-ouest...

La compagnie veut cependant réagir en utilisant les arguments qui ont fait sa réussite. Elle entend redonner quelques faveurs aux voyageurs professionnels et aux passagers pleins tarif qui constitueront longtemps sa seule clientèle et qui, sous l'effet de tarifs réduits, n'en représentent plus que 45 % l'an passé : la flotte va s'accroître, cette année notamment, de trois Airbus pour mieux faire face aux pointes de trafic. « Mais cet effort commercial vers la clientèle de « haut de gamme » ne se fera pas, a dit M. Long, au détriment de la démocratisation du transport aérien ni de l'aménagement du territoire. » En particulier, la politique régionale de la compagnie s'affirmera à travers une coopération accrue avec les petites compagnies régionales dans des opérations de rabattement de trafics sur les aéroports régionaux et de sous-traitance de petites lignes inadéquates à ses avions et à ses coûts.

### « L'avion à la portée de tous »

Air Inter lance d'autre part, dès maintenant, une initiative de « contraction tarifaire » qui permettra de réduire sensiblement le prix des liaisons entre deux villes de province, via Paris. Par exemple, le voyageur allant de Mulhouse à Toulouse ne paiera plus la somme des prix des deux tronçons Mulhouse-Paris et Paris-Toulouse, soit 1 225 francs en plein tarif, mais 1 028 francs. Sur soixante-dix huit liaisons de région à région, la réduction sur les prix de base atteindra ainsi, en moyenne, 12,3 % pour les tarifs réduits, 21,3 % pour les tarifs pleins. « C'est, a dit M. Long, la solution concrète que nous proposons pour aider à la rationalisation du réseau, en évitant les vols directs de ville à ville lorsqu'ils ne sont pas économiquement justifiés, et pour mettre davantage l'avion à la portée de tous. » Le P.D.G. d'Air Inter marque ainsi son opposition à la tactique de dessertes régionales par ligne directe prônée notamment par T.A.T., l'autre compagnie intérieure. Ce n'est, au demeurant, que l'une des nombreuses pommes de discorde qui séparent les deux seurs ennemies.

JAMES SARAZIN.

**ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE**  
23, bd Vial-Bouhot, 92 de la Jette, 92, Moully  
Téléphone : 747-61-35  
**Alain GOUTHIER**  
Centre officiel d'examen - Marins marchands  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

# TOURISME

## Les « 2 étoiles » résistent mieux à la crise que les palaces

A leur tour, les professionnels de l'hôtellerie et de la restauration connaissent des difficultés. La situation n'est pas catastrophique.

Le bilan pour l'année 1982, établi par l'Observatoire économique de la Chambre nationale de la restauration et de l'hôtellerie (C.N.R.H.) et présenté le 1<sup>er</sup> février, fait, en effet, apparaître un tassement de la clientèle, un glissement d'une partie de celle-ci vers des établissements plus modestes et une situation financière dégradée.

Pour la première fois dans l'histoire de la profession, un observatoire économique permet de faire le point sur les activités de l'hôtellerie et de la restauration en France. « Dans une période où la conjoncture économique devient de plus en plus incertaine et où un certain nombre de mesures gouvernementales modifient les équilibres d'exploitation des entreprises hôtelières, il était indispensable que la

profession se dote d'un outil lui permettant d'analyser ses propres évolutions », estiment les responsables de la C.N.R.H.

Pour établir ce bilan, deux types d'informations ont été retenus : le taux d'occupation des établissements et la recette moyenne par chambre, pour l'hébergement ; le nombre de couverts et la recette moyenne par couverts, pour la restauration.

L'année 1982 a connu une chute du coefficient d'occupation des hôtels 4 étoiles et 4 étoiles luxe de plus de 3 %, une stagnation des établissements 3 étoiles et une augmentation de plus de 7 % pour les 2 étoiles. Mais, selon les résultats globaux, cette dernière augmentation ne compense pas la perte de clientèle enregistrée sur l'ensemble des chaînes hôtelières françaises. En France constants, les chiffres d'affaires des hôtels 4 étoiles luxe (- 13,6 %) et des établissements 4 étoiles (- 4,5 %) régressent non seulement à Paris, mais sur l'ensemble du territoire (- 5,7 %). - J. P.

## Faits et projets

### 5 milliards pour les lignes S.N.C.F. de banlieue

Le compte prévisionnel d'exploitation de la S.N.C.F. banlieue, qui s'élève pour 1983 à 5,093 milliards de francs, vient d'être approuvé par le conseil d'administration du Syndicat des transports parisiens.

L'équilibre de ce compte, en hausse de 11,3 % par rapport à 1982, sera réalisé par l'attribution à la S.N.C.F. de 1 850 millions de francs au titre du versement-transport (supporté par les entreprises) et de 1 303 millions de francs au titre de l'indemnité compensatrice (accordée par l'Etat).

Le Syndicat des transports parisiens a approuvé également l'avant-projet de parc de stationnement de Bobigny (Seine-Saint-Denis) de trois cent trente-six places (1) et les conventions d'exploitation conclues entre le département de la Seine-Saint-Denis, la R.A.T.P. et la société des transports par autobus T.R.A. (le Monde du 5 janvier).

(1) Pour tenir compte du prolongement de la ligne de métro n° 5.

### MONTSEUR EN DANGER

Les fouilles clandestines dans l'enceinte de l'ancienne forteresse cathare de Montségur (Ariège) viennent d'être interdites par un arrêté du maire de la commune.

Cette décision a été prise à la suite d'un dépôt d'une plainte contre X... pour acte de vandalisme, par le groupement de recherche archéologique de Montségur. Des membres de ce groupement, qui a régulièrement entrepris depuis plusieurs années une campagne de restauration et de mise en valeur de ces ruines, ont en effet constaté récemment plusieurs déprédations tant dans l'enceinte qu'aux abords de la citadelle.

Dernier bastion de la résistance cathare et symbole de l'indépendance occitane, le château de Montségur, qui passe selon la légende pour avoir abrité le trésor de la secte, devait tomber entre les mains des croisés du Nord au terme d'un long siège en 1244. La totalité des prisonniers qui l'occupaient furent brûlés vifs.

# MONNAIES

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Rec. -	Rep. -	Rep. -	Rep. -
S.E.U. ....	7,0330	7,0330	+ 170	+ 360
S. can. ....	5,6940	5,6940	+ 70	+ 230
Yen (100) ...	2,9220	2,9220	+ 125	+ 230
DM ....	2,8340	2,8340	+ 135	+ 310
Flora ....	2,5850	2,5850	+ 145	+ 320
F.R. (100) ...	14,4950	14,4950	+ 140	+ 370
F.S. ....	5,6530	5,6530	+ 230	+ 545
L. (1 000) ...	4,9480	4,9480	+ 280	+ 720
F. franc ...	10,6930	10,6930	+ 70	+ 345

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	3 1/8	3	2 3/4	2 1/2	2 1/4	2 1/8	2 1/16	2 1/32
S.E.U. ....	5 7/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/16	5 1/32	5 1/64	5 1/128	5 1/256
DM ....	5 7/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/16	5 1/32	5 1/64	5 1/128	5 1/256
Flora ....	5 7/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/16	5 1/32	5 1/64	5 1/128	5 1/256
F.R. (100) ...	11	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128	10 1/256
F.S. ....	11	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128	10 1/256
L. (1 000) ...	11	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128	10 1/256
F. franc ...	11	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128	10 1/256

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SODEXHO

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 février 1983, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1982, qui font apparaître un volume d'affaires consolidé de 2 674 000 000 F, en progression de 39 % sur celui de l'exercice précédent, et un résultat net, part du groupe de 44 121 000 F, en augmentation de 115 %.

Par ailleurs, une assemblée générale extraordinaire se tiendra le 7 mars 1983 pour approuver l'apport des titres Jacques Borel International. Cette opération permettra à Sodekho de bénéficier de 7 millions de couronnes suédoises pour 1982 contre 5,5 millions en 1981.

Au cours de cette même assemblée, les actionnaires auront à ratifier une augmentation de capital en numéraire à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes.

Compte tenu de cette augmentation de capital, un dividende par action qui sera mis en paiement à compter du 16 mai 1983 sera de 36 F net.

Sodekho demandera à la commission des opérations de Bourse que ses actions soient admises au dépôt du mois de mars 1983 à la cote du second marché de la Bourse de Paris.

### VOLVO GROUPE

Le chiffre d'affaires prévisionnel du groupe Volvo pour l'exercice 1982 est estimé à 75,4 milliards de couronnes suédoises (SEK) contre 54,407 milliards pour l'exercice 1981, la structure comparable, soit une augmentation de 39 %.

Les bénéfices avant impôts du groupe Volvo sont estimés à 2,84 milliards de couronnes suédoises pour l'exercice 1982 contre 1,67 milliard pour l'exercice 1981, soit une augmentation de 70 %.

Le secteur automobile a très largement contribué à l'évolution positive des bénéfices. Non compris les crédits non utilisés, les liquidités du groupe s'élevaient à 7 milliards de couronnes suédoises pour 1982 contre 5,5 milliards en 1981.

La rentabilité du capital investi s'établit, pour le groupe Volvo, en 1982, à 17 % contre 15 % en 1981.

### CESSATION D'ACTIVITÉ

L'ASCORATT, 26, rue Vernat, 75008 Paris, fait savoir que la garantie confiée depuis le 1<sup>er</sup> juin 1982 par la compagnie les Assurances du Crédit, à Compagnie, pour le compte de la société Satellite 1, villa Gagliardini, 75020 Paris, dans le cadre de l'article L. 124-8 du code de travail, a pris fin le 31 octobre 1982, pour cessation d'activité.

ET SI JE CONSULTAIS MON ORDINATEUR PERSONNEL ?



Ça y est. IBM lance un ordinateur personnel.

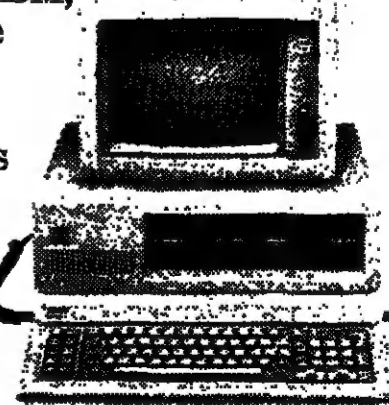
Avec lui, un petit écran va entrer chez les commerçants, artisans, professions libérales, entreprises petites, moyennes et grandes.

Grâce à lui, chacun peut accéder à l'efficacité informatique IBM, améliorer sa gestion et faciliter son travail quotidien.

L'ordinateur personnel IBM, c'est la solution informatique à l'échelle personnelle.

Un vrai professionnel vous conseillera dans l'un des nombreux points de vente spécialisés agréés par IBM.

**IBM**  
IBM FRANCE DIFFUSION



**IBM lance l'autre petit écran : l'ordinateur personnel IBM**

Liste des points de vente  
7 jours sur 7, de 7 h à 22 h :  
**722.22.22**



## PARIS

## Légère hausse des actions

### Le linot à 115 400 F

**Journal J à la Bourse de Paris où était inauguré le mardi 1<sup>er</sup> février le second marché qui remplace au pied levé l'ancien compartiment « spécial » du marché hors cote.**

A ce sujet, la chambre syndicale des agents de change vient de confirmer que les actions des Ets Genty-Cathiard seront admises le 7 février prochain au second marché de la Bourse de Lyon, le jour même de l'introduction de Zodiac au second marché de Paris.

Une bonne journée pour la bourse des valeurs et, pourtant, une fois de plus, c'est au sous-sol que se déroule véritablement l'événement, là où le lit-got continue à grimper allègrement de record en record.

A 115 400 F, le seul cours coté, le kilo d'or gagne 2 900 F sur la veille entraînant le « jaunai » à 712 F (+18 F) dans son sillage. Cette forte hausse est toujours à mettre au compte de la nouvelle ascension du cours de l'or international. Celui-ci s'est négocié à 508,50 dollars l'once, mardi midi contre 503 dollars la veille en fin de semaine.

Côté actions françaises, le ton est relativement favorable si l'on en juge par l'indicateur instantané, en progrès de 0,3 % à l'approche du son de cloche fi-

Quelques titres tels A.D.G., Générale de Fonderie, D.M.C., Métal s'adjugent près de 8 %, tandis que Schneider, Gaumont-Industrie, Crédit National enregistrent aux environs de 4 %.

A l'inverse, la distribution fait grincer et Promodès, Guyenne-Gascogne, Docks de France perdent 3 % à 4 %, tandis que les écarts en baisse avoisinent 5 % à 6 % sur Lyonnaise des Eaux, Saurines et Moteurs Leroy-Somer.

Le dollar-titre s'est négocié de gré à gré à 8,52/55 F contre 8,46/49 F lundi.

## NEW-YORK

## Recherche

Après quatre séances de hausse, Wall Street a reculé assez brutalement mardi. D'abord en nouvelle progression, le marché s'est stabilisé pour s'orienter très nettement à la baisse, et, en clôture, l'indice des industrielles enregistrait une perte de 15,91 points à 1 059,79. Amex faisait la veille, l'indice s'est accéléré et 82,75 millions de titres ont changé de mains contre 67,14 millions précédemment.

Le bilan de la journée a été très négatif puisque sur 1 957 valeurs traitées, plus de la moitié (1 012) ont baissé, 589 seulement ayant monté et 336 restant inchangées.

Juillet 1981, sans grand effet sur le marché, l'empêcher des déficits budgétaires a posé de tout son poids, le plus grand nombre redoutant qu'il n'ait eu définitive un impact inflationniste non négligeable.

D'après plusieurs analystes, le marché restera en attente de la décision du Congrès et de l'administration sur les moyens à adopter pour réduire ces déficits ne sera pas adopté. Autre élément haussier : la baisse quasi généralisée des prix du pétrole avec le risque de déstabilisation monétaire qu'il entraîne. Les investisseurs ont également tenu compte des facteurs favorables : augmentation de 4,8 % des commandes à l'industrie en décembre (le plus important depuis juillet 1981), affirmation par plusieurs ministres responsables du gouvernement

[illegible]

## L'INAUGURATION DU SECOND MARCHÉ

Destiné à accueillir les petites et moyennes entreprises tentées par le recours au statut officiel et à l'horizon 2000, le second marché a été officiellement inauguré mardi 1<sup>er</sup> février à la salle Pleyel en présence des principaux auteurs de cette réforme (M. Yves Flornoy pour la Compagnie des agents de change, M. M. Bernard Tricot, pour la Commission des opérations de Bourse), d'un représentant du patronat et la personne de M. Guy Bresson, l'un des vice-présidents du C.N.P.F., et de M. Jacques Bayrou, président de la C.A.P. Les agents de change, appelés à égaliser les agents de change tant pour les introductions de sociétés sur cette nouvelle structure d'co-

On ne peut pas discuter d'accueil sur le principe de l'écoulement des finances, qui présiderait au forum consacré à la « La Bourse et l'entreprise ». M. Flornoy a notamment insisté sur ce point en déclarant que les sociétés qui feront leur apparition sur le second marché pourront « s'entourer de la compétence d'intermédiaires financiers qui assureront le classement de leurs titres, la création, l'entretien et la liquidation de ces titres ».

On ne peut que constater des sociétés dont l'existence, la maturité de leur marché boursier bien assurée, elles puissent, à leur gré, vivre leur vie financière avec les actionnaires dont elles auront su gagner la

Pour en part, M. Jacques Delors a tenu à rappeler les efforts entrepris par le gouvernement au cours des derniers mois pour « permettre d'orienter l'épargne vers les marchés financiers et les capiteux à risque », qu'il s'agit de mesures de simplification pour les augmentations de capital ou de la possibilité de verser les dividendes en actions, voire de la création de certificats d'investissement ou de produits financiers nouveaux (comme l'épargne à action, les fonds communs de placement à risque) et de la facilité apportée au développement ainsi qu'aux fonds propres des entreprises grâce aux prêts participatifs et de leur formule simplifiée.

## INDICES QUOTIDIENS

	28 janv.	31 janv.
Valeurs françaises .....	105,3	105,5
Valeurs étrangères .....	104,7	104,9
<b>C<sup>e</sup> DES AGENTS DE CHANGE</b>		
	31 janv.	1 <sup>er</sup> fév.
Indice général .....	104,6	104,9

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**

Effets prisés du 2 février .....		123/4 %
<b>COURS DU DOLLAR A TOKYO</b>		
1.3-8-2 (au comptant)	1 <sup>er</sup> fév.	2 fév.
	740 00	739 05

1 dollar (en yens) .....	246,80	239,35
--------------------------	--------	--------

Compte tenu de la brièveté du film qui nous  
dans nos dernières éditions, nous pourrions  
derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figurent

Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
--------------	---------	-----------------	---------------	---------------

2198	4.5 % 1975 ...	2273	2300	2294
3030	C.N.E. 3 % ...	3036	2990	2981
470	Amesha Hens...	487	487	487

**BOURSE DE PARIS Comptant**

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			1/2		Émission		Rachet	
	%	% de		Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier						
	du jour	cotation		préc.	compt.		préc.	compt.		préc.	compt.						
3 %	1018		Changement	102 50		Novig. Belg. del	53 00		S.L. Mergins	7 25							
4 %	1014		Changement S.A.	110	114 40	Novig. Bel.	322	328	S. Ag. Internat	81	430 D						
4 1/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
5 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
5 1/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
5 1/2 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
5 3/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
6 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
6 1/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
6 1/2 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
6 3/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
7 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
7 1/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
7 1/2 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
7 3/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
8 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
8 1/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
8 1/2 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
8 3/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
9 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
9 1/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
9 1/2 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
9 3/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
10 % 1983	101 20		Changement S.A.	160	160 40	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180						
10 1/4 % 1983	101 20		Changement S.A.	160													

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			1/2		Émission		Rachet	
	%	% de		Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier						
	du jour	cotation		préc.	compt.		préc.	compt.		préc.	compt.						
Actual (del. com.)	188		Novig. Belg. del	53 00		S.L. Mergins	7 25		S. Ag. Internat	81	430 D						
Actual (Prestat)	102	60 26	Novig. Belg.	322	328	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	180	Novig. Bel.	181	180						
A.E.S. (del. com.)	167	185	Novig. Belg.	70	70	Novig. Bel.	181	1									

## Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après le déjeuner, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, pour ce premier jour, l'ouverture des derniers cours de l'après-midi.

derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figurent en la dernière édition.										derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figurent en la dernière édition.										
Compt. Premier	VALEURS	Cours précédent	Preceder	Dernier	Compt. Premier	VALEURS	Cours précédent	Preceder	Dernier	Compt. Premier	VALEURS	Cours précédent	Preceder	Dernier	Compt. Premier	VALEURS	Cours précédent	Preceder	Dernier	
2198	ALE 15 1978	2273	2260	2284	2286	670	Garçon n° 1	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2199	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2200	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2201	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2202	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2203	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2204	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2205	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2206	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2207	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2208	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2209	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2210	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2211	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2212	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2213	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2214	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2215	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2216	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2217	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2218	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2219	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2220	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2221	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2222	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2223	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2224	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2225	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2226	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2227	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2228	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2229	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2230	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2231	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2232	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2233	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2234	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2235	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2236	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2237	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2238	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2239	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2240	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2241	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2242	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2243	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2244	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2245	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2246	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2247	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2248	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2249	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2250	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2251	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2252	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2253	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2254	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2255	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2256	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2257	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2258	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2259	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2260	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2261	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2262	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2263	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121	Paris-France	115	115	115	112	70	218
2264	ALE 15 1978	2035	2030	2225	2225	670	Paris	670	681	695	680	380	121</							

COTE DES CHANGES	COURS DES BILLET	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
------------------	------------------	----------------------

MARCHÉ OFFICIEL	AUX GIBRETS				MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/2
	COURS préc.	COURS 1/2	Aschaf	Vente			
Extr-Gr (S 1) .....	6 836	7 002	6 760	7 140	Or fin battu au baril .....	112500	11920
Mellagone (100 100) .....	283 340	283 280	276	289	Or fin (au lingot) .....	112500	11920
Belagone (100 10) .....	14 463	14 486	13 500	14 800	Pièces françaises (20 li) .....	744	764
Pays Bas (100 li) .....	267 760	267 870	262	264	Pièces françaises (10 li) .....	414	424
Denmark (100 10) .....	80 880	80 730	77	83	Pièces suédoises (20 li) .....	728	730
Norwege (100 10) .....	98 980	97 840	94	100	Pièces suédoises (20 li) .....	691	700
Chasse-Strangue (E 1) .....	10 824	10 870	10 320	11	Sous-ent .....	848	868
Gréno (100 100) .....	8 246	8 265	8 600	8 800	Pièces de 20 dollars .....	4000	4100
Gréno (100 10) .....	4 827	4 943	4 750	5 260	Pièces de 10 dollars .....	1670	2060
Suisse (100 10) .....	347 100	347	357	355	Pièces de 5 dollars .....	1000	1000
Italie (100 10) .....	53 080	53 480	50	86	Pièces de 50 francs .....	4485	4550
Autriche (100 10) .....	40 360	40 370	39 600	41 200	Pièces de 10 francs .....	701	740
Espagne (100 pms) .....	5 367	5 362	5 150	5 800			
Portugal (100 pms) .....	7 610	7 680	5 800	7 100			
Canada (100 ct) .....	6 616	6 673	5 470	5 740			
Japan (100 yen) .....	2 914	2 918	2 780	2 820			



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. AUDIOVISUEL : « Séparer la télévision de l'État », par Gérard Rabino-vitch ; « Pour davantage de radios libres », par Jean Devèze.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE  
3. DIPLOMATIE  
4. EUROPE  
— TURQUIE : la « nationalisation » des barbes et des moustaches.  
4. PROCHE-ORIENT  
5. ASIE  
— CHINE : la visite de M. Shultz à Pékin.  
5-6. AMÉRIQUES  
— BOLIVIE : « Front populaire » et l'Alti-plano (III), par Charles Vanhecke.

### POLITIQUE

7. En vue des élections régionales, M. Mauroy se rend aux Antilles et en Guyane.  
7-8. LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES :  
— M. Marchais dénonce « les apprentis sorciers de l'austérité ».  
— Les nouveaux maires de mars.

### SOCIÉTÉ

9. ÉDUCATION : la réforme des collèges ; la grève des étudiants à Caster.  
10. La nouvelle « affaire Ben Bella ».  
— La mort de la toison d'or.  
— Ouverture de deux informations contre la violation du secret de l'instruction dans l'affaire du Coral.  
11. SPORTS.  
— SCIENCES.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13. L'exposition Munkit à Londres. Cinéma et théâtre.  
14-15. Le festival de New-Deli. La vague de la vague arabe. La scène italienne. Les théâtres de Londres.  
16. Formes. Une sélection.  
17. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.  
18 à 20. PROGRAMMES DES SPECTACLES.  
— VU : Déjà l'oubli.

### ÉCONOMIE

25. ÉTRANGER : le gouvernement australien ouvre les portes du pays aux langues étrangères.  
— SOCIAL : le conseil national de la C.F.D.T.  
27. C.E.E. : l'adoption du budget de la Communauté.  
— ÉNERGIE.  
27-28. AFFAIRES : l'association de Renault et de Mitterrand dans le secteur automobile.  
30. TRANSPORTS : Air Inter fait des bénéfices.

- RADIO-TÉLÉVISION (21)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (25) :  
La Maison ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (22 à 28) ; Programmes des spectacles (18 à 20) ; Carnet (21) ; Marchés financiers (31).

Le délégué polonais à la commission des droits de l'homme des Nations unies s'est vivement opposé mercredi 2 février, à Genève lors de l'examen de l'ordre du jour de la session, à l'inscription de la discussion d'un rapport sur la Pologne sous la loi martiale. Ce rapport avait été confié l'an dernier à un diplomate argentin, M. Gobbi, qui s'était vu refuser l'entrée du territoire polonais. Le délégué de la Pologne, M. Lopatka a déclaré que son enquête était illégale. L'ordre du jour a cependant été adopté et le rapport de M. Gobbi sera discuté. — (Corresp.)

## LES RADIOS LOCALES AUTORISÉES À PARIS

### Une victoire par K.O.

Février 1981 : à la différence de Londres, Rome, New-York ou Amsterdam, Paris ne possède pas une seule radio locale privée. Février 1983 : elle en possède une centaine, invitées à se regrouper autour de vingt-deux fréquences, légales et protégées. La seule juxtaposition des dates et des chiffres pourrait suffire, avant même la confrontation télévisée de ce mercredi soir, 2 février, entre MM. Fillion et d'Ornano, à assurer au ministre la victoire sur son interlocuteur. Par K.O.

Qui songerait en effet à nier le fantastique progrès qui a bouleversé de façon spectaculaire le monde de la radio et s'apprête à modifier les termes de la communication ? Le rappel de l'ampleur de ce changement ne doit pourtant pas empêcher de poser plusieurs questions.

A la Haute Autorité d'abord. En reprenant complètement les dossiers des radios privées, elle s'attaquait à des problèmes urgents, qu'elle était loin d'imaginer. Il fallait aller vite, brusquer des stations qui criaient bien haut leur originalité, leur représentativité, et s'offusquaient que l'on puisse imaginer les aller à une autre station. Mais n'est-on pas confondu rapidité et précipitation ? Un an d'attente, plusieurs mois de tergiversations, et d'un seul coup l'ultimatum : « Vous avez une semaine pour conclure votre union. C'est à prendre ou à laisser. » Habile, peut-être. Dangereux, certainement.

Certains regroupements parfaitement artificiels paraissent fragiles : d'autres incohérents. Comment Radio-Solidarité, qui se proclame, « la voix de l'opposition » pourra-t-elle se fonder dans une radio du tourisme, des arts et des spectacles ? Comment les auditeurs d'ici-

et-Maintenant, l'aspirationalité et la révélation, réagissent-ils aux propos militants de Radio-Fil-Rouge, et inversement ? Leur talent à manifester, envoyer à M. Corta les télégrammes dont l'ont inondés les partisans de Fréquence-Gaie ? Certains de ces choix étonnent réellement et versent une entreprise somme toute spectaculaire.

C'est au gouvernement, ensuite, qu'il faudrait s'adresser. Quand cessera-t-on de se mettre des milliers ? Quand posera-t-on, enfin, lucidement, la question du financement et du statut de ces radios ? La loi, c'est vrai, interdit la publicité. Tout le monde sait qu'elle est omniprésente, qu'elle se pratique à Paris comme ailleurs. Qu'il est possible d'acheter non seulement le matras d'un disque à l'antenne, mais aussi une interview, une émission. Mieux... une station de radio.

Asphyxiés, accablés par les dettes, et menacés de saisie de matériel, certains responsables de radio n'hésitent plus à démarcher et à rechercher des financiers. Paris et son bassin de population ne peuvent laisser insensibles ni les politiques ni les annonceurs. L'enjeu est toujours le même : le contrôle de la règle publicitaire... dans l'hypothèse d'un changement de la loi. Le statut d'association incite aux tractations les plus occultes, et bien des animateurs de radios même ceux de la première heure, se sentent aujourd'hui déposés de leur outil.

Dûment estampillées par la Haute Autorité, laquelle, parmi ces vingt-deux stations, peut se dire aujourd'hui parfaitement libre ?

ANNICK COJEAN.

(Lire page 20 la liste des radios autorisées.)

## AU COMITÉ DES PRIX DU 4 FÉVRIER

- Baisse des produits pétroliers de l'ordre de 3 centimes par litre.
- Hausse possible du barème des automobiles de 2 %.

Les prix des produits pétroliers vont baisser le 10 février. L'affaiblissement relatif du dollar (qui a coté en moyenne 6,77 F en janvier contre 6,86 F en décembre) et le tassement des prix sur les marchés libres entraînent en effet — par le jeu de la formule qui permet une fixation automatique des prix — une réduction par litre toutes taxes comprises de 4,06 centimes pour le super, de 4,36 centimes pour l'essence ordinaire, et de 4,80 centimes pour le fuel et le gazole.

La baisse sera toutefois un peu plus faible, compte tenu d'une revalorisation des marges des grossistes, de la rémunération des stocks de réserve et de la révision de la carte des prix. Selon les professionnels, leurs revendications représenteraient 2 centimes par litre, mais les pouvoirs publics ne les acceptent peut-être pas intégralement. Les prix à la pompe baisseraient donc de l'ordre de 2 à 3 centimes par litre sur le super, l'essence et le gazole, et de 3,50 centimes environ sur le fuel.

Le comité des prix, qui, vendredi 4 février, sera consulté sur les prix pétroliers, pourrait avoir aussi à examiner une augmentation des barèmes des automobiles françaises. Le conseil des ministres du 2 février pourrait en effet décider de relever de l'ordre de 2 % le prix des automobiles — une avance sur la hausse traditionnelle du printemps — compte tenu de la situation financière des deux groupes français, Renault dont

Le numéro du « Monde » daté 2 février 1983 a été tiré à 501 450 exemplaires

## DEUX SOLDATS FRANÇAIS BLESSÉS

### DANS UN ATTENTAT

#### A BEYROUTH

Beyrouth (A.P.). — Deux soldats français ont été blessés ce mercredi matin 2 février à Beyrouth-Ouest par trois inconnus circulant en voiture qui ont ouvert le feu au pistolet sur eux alors qu'ils faisaient leur jogging matinal.

C'est la deuxième fois en l'espace de deux jours que le contingent français de la force multinationale est l'objet d'une attaque terroriste à Beyrouth. La précédente avait fait un blessé léger. Selon le lieutenant-colonel Jean-Claude Marchais, porte-parole du détachement français, l'un des deux prisonniers a été touché à l'abdomen et son état est grave. L'autre a été atteint à un bras.

Un rapport sur le « non-premier emploi » de l'arme nucléaire, préparé par l'Union des savants préoccupés, organisation fondée aux États-Unis, en 1969, et qui revendique le soutien de cinq mille travailleurs scientifiques estime qu'un renforcement des forces classiques de l'OTAN pour un coût de 100 milliards de dollars en six ans (2 % d'augmentation des dépenses militaires des pays membres) rendrait sans objet le recours en premier aux armes nucléaires par l'Alliance atlantique. M. McNamara, ancien ministre américain de la défense, a présenté ce rapport à Washington le mardi 1<sup>er</sup> février et M. McGeorge Bundy, ancien conseiller du président Kennedy, a fait de même à Bonn. (Corresp.)

## LE SORT DE KLAUS BARBIE

### Rumeurs à La Paz

L'incertitude plane sur le sort qui sera réservé à Klaus Barbie, l'ancien chef de la Gestapo à Lyon, le tortionnaire de Jean Moulin, détenu à La Paz (Bolivie) depuis le 25 janvier pour une affaire de fraude financière dans son pays d'adoption.

Alors que des rumeurs font état d'une prochaine expulsion, une seule certitude pour ce qui concerne la France : la chancellerie a maintenant transmis au ministère des relations extérieures les pièces nécessaires à la demande d'extradition de Barbie (1). Cette demande sera transmise à La Paz par la prochaine valise diplomatique, c'est-à-dire jeudi 3 février.

La Bolivie serait ainsi saisie de deux demandes d'extradition, celle de la France et celle, plus ancienne faite par la République fédérale d'Allemagne. Le fait que Klaus Barbie ait obtenu la nationalité bolivienne n'interdit nullement une extradition vers la R.F.A. Les autorités boliviennes pourraient en effet annuler la procédure de naturalisation car, pour obtenir sa nouvelle nationalité en 1957, Klaus Barbie aurait fait état d'une fausse identité (Klaus Altman). La logique voudrait, en ce cas, que la Bolivie livre Barbie à l'Allemagne. Toutefois, il est possible que la R.F.A., en raison notamment de l'approbation des élections dans ce pays, ne soit pas très désireuse de « récupérer » ce citoyen encombrant.

Pour tourner la difficulté, un scénario complexe pourrait se dessiner dans les prochains jours. La Bolivie, sans attendre d'avoir reçu la demande française, déciderait d'expulser Barbie en le mettant dans un avion de la Lufthansa à destination de Francfort. Il pourrait alors être « pris en main » lors d'une escale par des Français. Si Barbie mettait à profit une escale (Lima, Bogota ou San-Juan de Porto-Rico) pour s'y réfugier, la France demanderait aussitôt une extradition au pays « hôte ». Certains imaginent même, ce mercredi, qu'un commando, par exemple du G.I.G.N. (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) pourrait s'emparer de Barbie à l'occasion d'une escale imprévue, et ce, avec la bienveillance des autorités boliviennes et allemandes. Cette rumeur s'appuie notamment sur le fait — rapporté de Bolivie par l'agence Reuter — qu'un billet d'avion au nom de Klaus Altman aurait été retenu pour le prochain vol de la Lufthansa, La Paz-Francfort, qui a lieu jeudi 3 février.

L'avenir dira si ce scénario est dû seulement à l'imaginaire des journalistes ou s'il a germé, aussi, dans l'esprit des autorités.

(1) Il s'agit de la seconde demande de la France, la précédente ayant été rejetée en 1974 par les autorités boliviennes de l'époque.

## M. Robert Hersant évoque

### « la sollicitude du pouvoir à son égard »

Dans un billet publié en page « une » du Figaro, daté 2 février, M. Robert Hersant écrit sous le titre « Se remettre en question » :

« Un nouveau juge vient de me notifier une nouvelle inculpation pour un nouveau délit.

« Délit plus grotesque encore que les précédents.

« La direction des impôts, sur ordre de son ministre, a déposé une plainte contre moi sans qu'aucune question ne me soit posée sur l'objet de cette plainte.

« Le procureur de la République, sur instruction de son ministre, a pris des réquisitions sans se poser de questions.

« Le juge d'instruction m'a inculpé sans me poser la moindre question.

« Les lecteurs du Figaro ne se posent aucune question sur les motifs de la sollicitude du pouvoir à mon égard.

« Tout cela est question d'époque...

« Et question de temps... » [M. Robert Hersant qualifie de « grotesques » les différents délits dont il sera appelé à répondre devant la justice : abus de biens sociaux, infraction à l'ordonnance de 1944 sur la presse française. Il apportera sans doute à l'Assemblée les preuves de ses affirmations. Mais il se garde bien de les fournir aux lecteurs du Figaro, auxquels il réserve une défense parlementaire. La première plaquette concernant M. Hersant, rappliquée le 25 janvier 1977. Et l'ordonnance de 1944 — que M. Hersant a, une fois pour toutes, mise entre parenthèses — prévoyait une grande transparence dans la gestion des biens de presse. Il est vrai qu'il est égaré le patron de la Socopresse n'est pas le seul amnésique. — X.A.]

## LE PLAN D'ÉCONOMIES DE L'A.F.P. (10,8 MILLIONS DE FRANCS) EST VOTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse, réuni mardi 1<sup>er</sup> février sous la présidence de M. Henri Figeat, a adopté le plan d'économies que l'agence doit réaliser en 1983, plan dont le total s'élève à 10,8 millions de francs. Il a été adopté par 13 voix contre 2 (présidents du personnel). Ces mesures étaient une des conditions posées par les pouvoirs publics pour apporter l'aide de l'État au développement de l'agence (Le Monde du 2 février).

Le conseil, sans revenir sur sa décision initiale concernant les primes et promotions, envisage de consacrer 300 000 F à cette opération à partir du 1<sup>er</sup> novembre prochain (au lieu du 1<sup>er</sup> avril).

## Visitez L'AMÉRIQUE

Vous connaissez un film parlant américain sans sous-titres ? Ce sont les formules Camino de tourisme individuel qu'il vous faut. Il vous fait sous-titres ou doubleurs ? Les circuits accompagnés Camino sont faits pour vous. Que votre choix se porte sur l'une ou l'autre de ces formules, Camino vous en donne plus :

**CAMINO : la spécialisation** depuis 21 ans, Camino ne « fait » que l'Amérique. C'est à dire que Camino le connaît sur le bout du doigt !

**CAMINO : la sécurité** reconnue en Amérique par plus de 4.000 hôtels, des centaines de restaurants, d'organismes d'excursions, d'attractions, de transporteurs que Camino sélectionne soigneusement.

**CAMINO : le choix en circuits** en 1983, 84 départs vous sont offerts, sur 7 itinéraires raffinés d'arrivées en années.

**CAMINO : les accompagnateurs** démontrent majestueusement l'Amérique de Camino, garantie de super-compétence.

## en version française ou en V.O.

**CAMINO : le dollar** c'est aussi la que performances et spécialisation font la différence... Camino n'achète qu'en Amérique et vous rend le dollar abordable.

**CAMINO : Prix garantis** si le jour de votre inscription vous réglez 70 % de votre voyage, son prix sera ferme et définitif. Vous pourrez aussi verser que 25% et subir les hausses éventuelles (soit un mois avant le départ)

Renseignements, inscriptions dans toutes les AGENCES DE VOYAGES, LE PLUS COURT CHEMIN pour l'Amérique de Camino

coupon à découper et adresser à CAMINO, 21 rue Alexandre Charpentier 75017 Paris - Tél. (1) 572.05.11

Je désire recevoir sans frais ni engagement vos programmes 1983 :

☐ ajouts et circuits individuels

☐ circuits accompagnés

nom \_\_\_\_\_

prénom \_\_\_\_\_

profession \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

code \_\_\_\_\_

ville \_\_\_\_\_

état \_\_\_\_\_

country \_\_\_\_\_

**POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR**

Sans l'éloigner du mur, la banquette-lit **STEINER** se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

**CAPÉLOU** 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS - M<sup>o</sup> Parmentier TEL. 357.46.35

## ARLEQUIN

loterie nationale

vous gagnez dans l'ordre  
vous gagnez dans le désordre